

# Les droits de l'enfant dans le sport

Entre respect et violation, critères prédéfinis et approche individualisée :  
vers l'élaboration d'un Code du sport ?

Mémoire réalisé par  
**Hélène POLLART**

Promotrice  
**Nathalie DANDOY**

Année académique 2015-2016  
**Master en droit, à finalité spécialisée (justice civile et pénale)**



## PLAGIAT ET ERREUR MÉTHODOLOGIQUE GRAVE

Le plagiat entraîne l'application des articles 87 à 90 du règlement général des études et des examens de l'UCL.

Il y a lieu d'entendre par « plagiat », l'utilisation des idées et énonciations d'un tiers, fussent-elles paraphrasées et quelle qu'en soit l'ampleur, sans que leur source ne soit mentionnée explicitement et distinctement à l'endroit exact de l'utilisation.

La reproduction littérale du passage d'une œuvre, même non soumise à droit d'auteur, requiert que l'extrait soit placé entre guillemets et que la citation soit immédiatement suivie de la référence exacte à la source consultée.\*.

En outre, la reproduction littérale de passages d'une œuvre sans les placer entre guillemets, quand bien même l'auteur et la source de cette œuvre seraient mentionnés, constitue une erreur méthodologique grave pouvant entraîner l'échec.

\* A ce sujet, voyez notamment <http://www.uclouvain.be/plagiat>.



## **REMERCIEMENTS**

Au terme de cette étude, je souhaite adresser mes plus sincères remerciements à toutes les personnes qui m'ont conseillée et soutenue dans mes recherches.

Je remercie particulièrement Madame le Professeur Nathalie Dandoy, ma promotrice, pour sa très grande disponibilité et ses précieux conseils ainsi que pour sa relecture qui m'a permis de préciser mes propos.

Je remercie également Messieurs Louis Derwa, Philippe Godin, Philippe Housiaux, Julien Magotteaux et Thierry Zintz pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à l'égard de mon étude. Grâce aux discussions que nous avons menées, j'ai pu approfondir mes recherches et prendre conscience des aspects tous particuliers que présentait mon sujet.

Je remercie encore toutes les personnes qui ont consacré un peu de leur temps pour répondre à mes différentes interrogations. Ainsi, grâce à celles-ci, mon étude se situe au plus proche de la réalité.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement Simon, Nicolas, Fanny, ma maman et mon papa, pour leur relecture méticuleuse qui, je l'espère, n'aura laissé aucune chance aux fautes d'orthographe qui s'étaient immiscées dans la présente étude.

Mes remerciements s'adressent également à mes parents et à mon frère François pour leur écoute et leurs conseils toujours très avisés.

Enfin, je tiens à remercier tout particulièrement mon compagnon Simon pour son soutien ainsi que pour son aide logistique.



## **ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE ÉTUDE**

- ADEPS : Administration de l'Éducation Physique et des Sports
- BOUST : Blocry Ottignies et Université Louvain-la-Neuve Swimming Team
- CBAS : Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport
- CIDE : Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant
- CEDH : Convention Européenne des Droits de l'Homme
- CIDD : Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage
- CIO : Comité International Olympique
- COIB : Comité Olympique et Interfédéral Belge
- DEA : Défibrillateur Externe Automatique
- DLTA : Développement à Long Terme de l'Athlète
- FfG : Fédération francophone de Gymnastique
- FIFA : Fédération Internationale de Football Association
- FIG : Fédération Internationale de Gymnastique
- FINA : Fédération Internationale de Natation
- FRBN : Fédération Royale Belge de Natation
- ONU : Organisation des Nations Unies
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
- UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance





*« Le sport va chercher la peur pour la dominer,  
la fatigue pour en triompher, la difficulté pour la vaincre. »*  
*(Pierre de Coubertin)*



## INTRODUCTION

La pratique sportive des jeunes est un thème omniprésent dans la société actuelle. Cependant, si l'on se penche sur la doctrine et la jurisprudence, on constate rapidement que ce sujet n'est que très peu abordé. Or, selon nous, c'est un sujet très intéressant qui mérite qu'on y porte une attention toute particulière. Qui plus est, ayant moi-même été compétitrice en natation, sport qui demande une assiduité particulière dès le plus jeune âge, ce sujet me tient particulièrement à cœur<sup>1</sup>. Nous tenterons donc d'aborder cette matière de la façon la plus détaillée possible.

À cet effet, nous avons choisi un angle d'approche particulier, à savoir l'analyse des droits de l'enfant dans le sport au travers de la Charte du Panathlon International (deuxième partie). Nous dresserons également, en amont, un aperçu des différents instruments internationaux qui consacrent ces droits de l'enfant dans le sport, pour ensuite présenter la jurisprudence qui témoignerait de ce que ces droits ne sont pas respectés (première partie). Enfin, en aval, nous examinerons plus particulièrement le droit belge en Communauté française en vue de vérifier si les décrets qui ont été édictés sont appropriés ou si une autre solution serait envisageable en vue de protéger au mieux les enfants dans le cadre de leur pratique sportive (troisième partie).

Dans le cadre de cette étude, nous nous intéresserons à l'enfant, au sens de « toute personne n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans »<sup>2</sup>, tel que le définit la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant (CIDE), en son article 1<sup>er</sup>. Mentionnons dès avant que cet enfant doit être considéré comme un **sujet de droit** et non comme un objet de protection, selon le Comité des droits de l'enfant<sup>3</sup>.

Nous verrons que l'idée principale à travers tous les instruments de protection des droits de l'enfant dans le sport est d'abord, et avant tout, de protéger les droits de l'enfant dans leur ensemble. Ainsi, l'on veut protéger l'enfant « contre toutes les formes de discriminations, d'abus, d'exploitation et de violence, provenant directement ou non (i.e. parents) de l'Etat et de ses agents »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> En effet, en raison de l'assiduité exigée dès le plus jeune âge, le risque est grand de se retrouver confronté à des violations des droits de l'enfant dans le sport.

<sup>2</sup> L. DERWA, *Droit du sport. Organisation, acteurs et dérives*, Waterloo, Kluwer, 2012, p. 116.

<sup>3</sup> I. TRUSCAN, « Child athletes find support in human rights law for tackling punitive forms of training », *Human Rights and International Legal Discourse*, 2012, vol. 6, p. 308.

<sup>4</sup> P. DAVID, « Enfants, sports et droits », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf) (27 avril 2015), p. 25.

Ensuite, plus spécialement, l'objectif est de protéger l'enfant contre les dérives qui pourraient se produire dans le cadre de sa pratique sportive. En effet, « le mineur constitue une valeur sportive et, par voie de conséquence, financière, qui attise les convoitises »<sup>5</sup>. « Les enjeux financiers sont [alors] tels que la recherche de la performance, l'entraînement intensif ou l'organisation adultomorphe<sup>[6]</sup> de la compétition interviennent parfois tôt dans l'enfance »<sup>7</sup>.

Il est vrai que certaines valeurs du sport semblent, de prime abord, ne pas être compatibles avec les droits des enfants. Mais n'existe-t-il pas une approche qui rendrait conciliables les deux ? C'est ce que nous allons examiner dans notre deuxième partie consacrée à la Charte des droits de l'enfant dans le sport, Charte adoptée par le Panathlon International et qui reprend les principaux droits des enfants dans le milieu sportif.

Notre étude se veut la plus pragmatique possible, raison pour laquelle elle se fonde, outre la législation, la doctrine et la jurisprudence, sur des entretiens écrits et oraux que nous avons réalisés. Par ailleurs, nous avons effectué un sondage<sup>8</sup> auprès de personnes ayant pratiqué un sport en compétition lors de leur minorité. Nous présenterons les résultats obtenus au fur et à mesure de notre étude, en vue d'illustrer au mieux les développements effectués dans les lignes qui suivent...

---

<sup>5</sup> Cf. annexe 2 ; l'enfant a toutefois le droit d'être protégé contre toute exploitation économique en vertu de l'article 32 de la CIDE.

<sup>6</sup> Ce terme signifie que l'on applique aux enfants les règles des adultes car on a tendance à croire que l'enfant est un petit adulte, ce qui est tout à fait erroné.

<sup>7</sup> P. MAHLER et L. BIZZINI, « La Charte des droits de l'enfant dans le sport: un outil pour promouvoir la santé et protéger l'enfant dans le sport », *Paediatrica*, 2009, vol. 20, n°1, p. 36.

<sup>8</sup> Les analyses résultant du sondage effectué (cf. annexe 6) se veulent être les plus fidèles possibles aux réponses obtenues. Afin d'appréhender plus facilement les résultats, nous avons réalisé des graphiques (cf. annexe 7) interprétant les réponses obtenues.

# **PREMIÈRE PARTIE : LES TEXTES JURIDIQUES INTERNATIONAUX CONCERNANT LES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT**

## **INTRODUCTION**

Au niveau international, il existe quelques instruments juridiques, contraignants ou non, que nous pouvons analyser et interpréter comme concernant les droits de l'enfant dans le sport. C'est ce que nous verrons dans notre premier chapitre. Mais ces instruments sont-ils toujours bien respectés ? En vue de répondre à cette question, nous nous pencherons, dans notre deuxième chapitre, sur la jurisprudence relative aux droits de l'enfant dans le sport.

## **CHAPITRE 1 : DE LA THÉORIE...**

Lorsque nous avons interrogé le milieu sportif<sup>9</sup> (en vue de réaliser notre sondage), nous nous sommes bien vite rendu compte que peu de personnes avaient connaissance d'instruments juridiques concernant les droits de l'enfant dans le sport. En effet, seuls 5% nous ont confié avoir connaissance de la Charte des droits de l'enfant dans le sport, ou encore de règlements sportifs spécifiques<sup>10</sup>. En vue de pallier ce déficit et, nous l'espérons, d'offrir à nos lecteurs une vue d'ensemble fournie, nous nous concentrerons, dans le cadre de ce chapitre, sur une présentation brève et précise des différents instruments juridiques pertinents dans le cadre de notre étude.

Ainsi, nous aurons l'occasion d'analyser la CIDE (section 1), la Charte des droits de l'enfant dans le sport, adoptée par le Panathlon International (section 2), la Charte des droits de l'enfant dans le sport, élaborée par l'Institut International des droits de l'enfant en 2010 (section 3), la réglementation sportive internationale (section 4), mais également la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport (section 5), la Charte européenne du sport, complétée par le Code d'éthique sportive, ainsi que le Manifeste européen sur les jeunes et le sport (section 6) et enfin, les textes juridiques internationaux de droit commun (section 7).

## **SECTION 1 : LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT**

Cette Convention, qui a été signée et ratifiée par la Belgique (par une loi de ratification du 25 novembre 1991<sup>11</sup>), confère à l'enfant de nombreux droits en tout genre.

---

<sup>9</sup> L'échantillon de personnes interrogées se compose de jeunes sportifs de tous niveaux ainsi que d'anciens jeunes sportifs de tous niveaux.

<sup>10</sup> Cf. figure 6 de l'annexe 7.

<sup>11</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit*, Coll. Droit actuel, Bruxelles, De Boeck, 1998, p. 74.

Elle est intéressante à examiner dans le cadre de notre étude car certains de ses articles font référence au sport, quoique ne le mentionnant pas expressément. Nous verrons ainsi, notamment, l'article 31 qui est relatif au sport car il concerne le droit au jeu, le droit aux loisirs, le droit au repos, etc.<sup>12</sup>. La Convention est d'autant plus intéressante qu'elle constitue un instrument juridique contraignant pour la Belgique<sup>13</sup>, comme pour tous les autres pays du monde, à l'exception des Etats-Unis, de la Somalie et du Sud-Soudan<sup>14</sup>.

Par ailleurs, cette Convention marque le passage de l'enfant comme objet de droit (ou encore, sujet passif de droit) à l'enfant comme **sujet actif de droit**<sup>15</sup>.

## SECTION 2 : LA CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ADOPTÉE PAR LE PANATHLON INTERNATIONAL

La Charte des droits de l'enfant dans le sport, s'inspirant de la Charte américaine de Reiner Martens, a été élaborée en 1988, à Genève, par le Service de santé de l'enfance et de la jeunesse<sup>16</sup> et le Service des loisirs éducatifs<sup>17</sup> de l'Office de l'enfance et de la jeunesse. Il s'agissait principalement de réguler les droits des enfants dans le sport, en conformité avec la CIDE adoptée presque concomitamment. Cependant, la Charte n'a pas de valeur contraignante, à l'inverse de la CIDE. En effet, la Charte représente un engagement que tout un chacun est libre d'endosser ou non, tandis que la CIDE a une valeur juridique contraignante dans la mesure où, dès qu'elle est signée et ratifiée par un État, les membres de cet État sont tenus de la respecter.

Cette Charte des droits de l'enfant dans le sport a ensuite été « adoptée par le Panathlon International comme étant sa propre charte, [en 1995,] à charge de la diffuser sur le plan international »<sup>18</sup>.

---

<sup>12</sup> CLEARING HOUSE, « Les droits de l'enfant dans le sport », *Bulletin d'information sportive*, Bruxelles, Clearing House « Sport pour Tous », 1999, p. 9.

<sup>13</sup> R. BLANPAIN, *Le statut du sportif en droit international, droit européen, droit belge fédéral et communautaire*, Bruxelles, Larcier, 2004, p. 150 ; cf. P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *Rev. ol.*, décembre 1998-janvier 1999, n°XXVI-24, p. 37.

<sup>14</sup> M. TEGLBJAERG, *Children's rights are still widely ignored in sport*, 2015, disponible sur [http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011\\_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/](http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/) (13 avril 2016).

<sup>15</sup> P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 37 ; cf. P. DAVID, *Human Rights in Youth Sport*, Coll. Ethics and Sport, Abingdon, Oxon, Routledge, 2005, p. 19.

<sup>16</sup> Le Service de santé de l'enfance et de la jeunesse est un service de santé publique de l'enfant et de pédiatrie sociale et préventive. Il est notamment « chargé de promouvoir et de protéger la santé de la jeune population genevoise et de prévenir les maladies et conduites à risque », selon le site <https://www.ge.ch/ssej/> (25 avril 2016).

<sup>17</sup> Le Service des loisirs éducatifs « a pour mission d'encourager et de faciliter l'accès aux loisirs, tant culturels que sportifs, pour les enfants de 4 à 17 ans », selon le site <https://www.ge.ch/sle/> (25 avril 2016).

<sup>18</sup> P. ZAPPELLI, entretien écrit du 25 janvier 2016. Pour une explication sur le Panathlon International, cf. introduction de la deuxième partie de la présente étude.

En effet, il faut inciter le plus de clubs possibles à respecter le bien-être moral et physique des jeunes sportifs. À cet effet, la Charte a été incorporée dans la Déclaration du Panathlon sur l'éthique du sport pour la jeunesse, élaborée à Gand le 24 septembre 2004<sup>19</sup>.

La Charte des droits de l'enfant dans le sport de 1988 vise à consacrer les droits des enfants dans le sport. Que peut-on en déduire ? En réalité, dans le domaine du sport, chacun a des devoirs à respecter et ceux-ci découlent de règlements sportifs ou de Chartes particulières, que la personne soit mineure<sup>20</sup> ou majeure<sup>21</sup>. Cependant, les enfants ont, en outre, des droits particuliers que la Charte résume assez bien<sup>22</sup>. Le principal apport de la Charte est alors de promouvoir les droits de l'enfant dans le sport de manière explicite, là où la CIDE le fait de manière implicite.

Il est intéressant de remarquer que la Charte des droits de l'enfant dans le sport est adoptée par bon nombre de fédérations sportives belges. Toutefois, l'on peut mentionner que, dans certains sports, comme le rugby, il y a des chartes spécialement adoptées par les fédérations en question<sup>23</sup>. Le Panathlon n'émet aucune contestation quant à de telles initiatives et les encourage d'ailleurs. En effet, le Panathlon ne vise aucunement à obtenir le monopole des chartes en matière de droits de l'enfant dans le sport mais cherche uniquement à protéger ces droits de manière effective. Il est donc satisfait si certains acteurs sportifs mettent en œuvre des initiatives plus protectrices encore que celles qu'il promeut lui-même.

En outre, la Charte est « devenue la pierre angulaire du Panathlon International et est [actuellement] reconnue par l'ONU, par l'UNICEF, par l'UNESCO, par le CIO, par les grandes fédérations internationales de sport, etc. »<sup>24</sup>.

Enfin, parmi les personnes que nous avons interrogées, seulement 6% d'entre elles avaient connaissance de la Charte du Panathlon International<sup>25</sup>.

---

<sup>19</sup> P. MAHLER et L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 37 ; cf. engagement formel pour la mise en œuvre de la Déclaration du Panathlon sur l'éthique et le sport de jeunesse, adopté à Gand, le 7 novembre 2008.

<sup>20</sup> Le Panathlon International réfléchit d'ailleurs actuellement à l'élaboration d'une Charte sur les devoirs des enfants dans le sport, selon P. HOUSIAUX (cf. annexe 3).

<sup>21</sup> Cf. Charte des devoirs des parents dans le sport, élaborée par le Panathlon International le 21 mai 2014.

<sup>22</sup> Cf. annexe 4.

<sup>23</sup> Cf. Charte de la rugby attitude qui reprend les devoirs des joueurs et joueuses, des éducateurs et des parents et supporters.

<sup>24</sup> Cf. annexe 3.

<sup>25</sup> Cf. figure 8 de l'annexe 7. Les personnes sondées nous ont d'ailleurs confié avoir pris connaissance de cette Charte de manière diverse et variée. Ainsi, certains évoquent le fait que leurs clubs leur présentent la Charte en début d'année, tandis que d'autres mentionnent leurs cours à l'université ; d'autres encore précisent enfin en avoir seulement eu connaissance ultérieurement lorsqu'ils se sont dirigés vers une formation d'entraîneurs.

Cependant, selon Philippe Housiaux, directeur du Panathlon Wallonie-Bruxelles, cela est un bon début dans la mesure où cette Charte est d'abord communiquée aux fédérations, qui la communiquent aux clubs, qui eux-mêmes seulement la communiquent à leurs membres<sup>26</sup>.

Nous examinerons en détail les droits contenus dans cette Charte dans le cadre de notre deuxième partie, en son chapitre 2.

### SECTION 3 : LA CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ÉLABORÉE PAR L'INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'ENFANT EN 2010

Cette Charte n'a pas été adoptée par le Panathlon International mais par l'Institut International des droits de l'enfant<sup>27</sup> et elle n'est pas liée à la précédente Charte, quoique leur nom soit identique. Il convient de ne point s'y méprendre. En effet, la Charte de l'Institut International des droits de l'enfant « s'adresse avant tout aux États et couvre un domaine d'application beaucoup plus étendu [que la Charte adoptée par le Panathlon International], puisqu'elle concerne non seulement les droits fondamentaux des enfants mais aussi les devoirs des divers intervenants dans le monde du sport : entraîneurs, dirigeants sportifs, médecins, parents, médias »<sup>28</sup> (c'est nous qui soulignons).

En réalité, cette Charte a pour message principal « que l'enfant sportif est un enfant avant d'être un sportif. C'est-à-dire que son intérêt est supérieur à tout autre intérêt, celui du sport, celui d'autres personnes (parents, agents, ...) »<sup>29</sup>. Elle a été réalisée car l'on formulait une critique aux autres instruments de *soft law* ou de *hard law* : ne pas avoir « traité le sport sous l'angle des droits de l'enfant, en incorporant le dopage, le trafic, la famille, les médias et l'État »<sup>30</sup>. En effet, les autres instruments créés ne traitaient généralement que d'un sujet, alors que cette Charte vise à aborder les droits de l'enfant dans le sport d'une manière qui tend à l'exhaustivité.

Nous en voulons pour preuve le nombre important d'articles que cette Charte contient : 54 au total. Ceux-ci sont répartis en plusieurs parties dont voici les titres : « définitions » ; « droits et libertés fondamentales de l'enfant sportif » (dans cette partie, nous retrouvons la plupart des droits consacrés par la Charte du Panathlon International mais également d'autres droits tels que le droit de ne pas être séparé de ses parents, le droit de ne pas être exploité, etc.) ; « des bénévoles et professionnels du sport » ; « des parents d'enfants sportifs » ; « de l'Etat » ; « dispositions finales ».

---

<sup>26</sup> Cf. annexe 3.

<sup>27</sup> « L'IDE est une ONG, avec statut consultatif auprès d'ECOSOC (ONU), basé à Sion (Suisse) », selon le site <http://www.sarahoberson.org/linstitut-international-des-droits-de-lenfant-ide,fr,50,pa.html> (25 avril 2016).

<sup>28</sup> P. ZAPPELLI, entretien écrit du 25 janvier 2016.

<sup>29</sup> P. RIVA GAPANY, « Présentation de la Charte IDE », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf) (27 avril 2015), p. 20.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 19.



Au vu des titres (et de leur contenu), nous ne pouvons donc que constater la largesse du champ d'application de cette Charte. Cette dernière n'est toutefois pas juridiquement contraignante.

#### SECTION 4 : LA RÈGLEMENTATION SPORTIVE INTERNATIONALE

Il nous paraît important de mentionner la réglementation sportive internationale car, dans le domaine du sport, elle côtoie la législation de droit commun. Qu'est-ce à dire ? La réglementation sportive internationale est intéressante dans la mesure où elle peut être plus protectrice que la législation de droit commun. Ainsi, lorsque la législation de droit commun ne permet pas de protéger suffisamment le sportif, et notamment l'enfant sportif, la réglementation sportive internationale est la bienvenue. Elle ne peut toutefois en aucun cas contrevenir aux normes de droit commun qui sont d'ordre public<sup>31</sup>. Sa mention nous paraît donc essentielle dans le cadre de cette étude en ce qu'elle édicte de nombreuses normes concernant les enfants et leur pratique sportive, telles que les limites d'âge, l'encadrement des enfants, etc.

À titre d'exemple, nous pouvons penser aux règlements des fédérations sportives internationales, tels que celui de la FIFA ayant été récemment adapté en vue de faire face aux problèmes de transferts de jeunes footballeurs<sup>32</sup>. Les fédérations sportives internationales (de même que les fédérations sportives nationales) jouent un grand rôle dans la protection des enfants dans la mesure où elles ont le pouvoir d'édicter des règlements prévoyant des sanctions disciplinaires sportives parfois très conséquentes en raison de la violation de certains droits qu'elles consacrent<sup>33</sup>. Les règlements de fédérations sportives internationales sont nécessaires, à tout le moins en ce qui concerne les dispositions régissant le sport de haut niveau, car les rencontres les plus importantes de haut niveau se déroulent nécessairement sur le plan international<sup>34</sup>.

#### SECTION 5 : LA CHARTE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE, DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT, ADOPTÉE PAR L'UNESCO LE 21 NOVEMBRE 1978

Cette Charte est pertinente car elle concerne le « droit de chacun à pratiquer une activité physique et sportive librement, sans contrainte »<sup>35</sup>.

---

<sup>31</sup> Cf. annexe 2.

<sup>32</sup> De tels transferts doivent pouvoir s'effectuer librement. À cet égard, cf. Civ. Bruxelles (réf.), 25 juin 1993, *J.T.*, 1993, n°5689, p. 668. Cela se justifie par la liberté d'association reconnue par la CIDE, en son article 15.

<sup>33</sup> L. MISSON et G. ERNES, « Le droit disciplinaire en matière sportive ? C'est du sport ! », *Le droit disciplinaire*, Colloques de la conférence libre du jeune barreau de Liège, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2009, p. 131.

<sup>34</sup> L. SILANCE, *Lex sportiva. Le sport et le droit civil*, 2005, disponible sur <http://www.institut-idef.org/Lex-Sportiva.html> (11 avril 2016), p. 33.

<sup>35</sup> Cf. annexe 4; cf. I. TRUSCAN, *op. cit.*, p. 304; lorsque l'on se penche sur le texte de cette Charte, l'on remarque qu'elle vise à s'appliquer non seulement aux activités physiques et sportives mais aussi au sport institutionnalisé.

Elle s'applique donc également aux enfants, même s'ils ne sont pas les uniques destinataires de cette Charte. Mentionnons toutefois qu'elle ne fait preuve d'aucune valeur juridique contraignante.

SECTION 6 : LA CHARTE EUROPÉENNE DU SPORT REFORMULÉE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE LE 24 SEPTEMBRE 1992, ET COMPLÉTÉE PAR LE CODE D'ÉTHIQUE SPORTIVE, AINSI QUE LE MANIFESTE EUROPÉEN SUR LES JEUNES ET LE SPORT, ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE À LISBONNE EN MAI 1995

Il s'agit ici d'instruments européens pertinents dans le cadre de notre étude dans la mesure où ils concernent la formation des entraîneurs, la mise à disposition d'infrastructures adaptées, la protection des enfants contre toute exploitation, etc.<sup>36</sup>.

Ainsi, selon Colin Miège, « la Charte européenne du sport du Conseil de l'Europe constitue l'un des fondements essentiels des droits de l'homme appliqués au sport »<sup>37</sup>. On peut cependant regretter qu'elle soit dépourvue de valeur juridique contraignante.

Précisons que le Manifeste européen sur les jeunes et le sport vise à consacrer la primauté du bien-être de l'enfant en toute circonstance, la qualification et la formation des intervenants sportifs, etc.<sup>38</sup>. Il n'offre toutefois que des lignes directrices européennes pour tous ceux que cela intéresse, sans être juridiquement contraignant.

SECTION 7 : LES TEXTES JURIDIQUES INTERNATIONAUX DE DROIT COMMUN

Mentionnons, en vue d'avoir un panel exhaustif des textes juridiques concernant les droits des enfants dans le sport, les textes juridiques internationaux de droit commun qui s'appliquent également à des enfants et qui peuvent trouver une application particulière dans le cas de la pratique sportive. Ainsi, les abus sexuels d'enfants survenant dans un club de sport sont également prohibés par des textes juridiques internationaux qui consacrent, à titre plus général, l'interdiction de violence physique et morale.

---

<sup>36</sup> P. ZEN RUFFINEN, « De quelques problèmes juridiques posés par la minorité dans le sport de haut niveau », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, p. 88.

<sup>37</sup> C. MIEGE, « Sport et droits de l'homme dans l'environnement européen », *Rev. jur. et éco. du sport*, 2005, issue 76, p. 10.

<sup>38</sup> P. ZEN RUFFINEN, *op. cit.*, p. 88.

## **CHAPITRE 2 : ... À LA PRATIQUE ! (PRÉSENTATION JURISPRUDENTIELLE)**

Quasi-inexistante est la jurisprudence relative aux enfants et à leur pratique sportive. Pourtant, Paulo David estime que 10% des enfants pratiquant un sport voient leurs droits ‘humains’ violés et que 20% d’enfants sportifs sont vulnérables et constituent des victimes potentielles pour d’éventuelles violations des droits ‘humains’ et ce, pour plusieurs raisons<sup>39</sup>.

Au niveau européen, nous ne pouvons que regretter que la Constitution pour l’Europe ne soit toujours pas adoptée. En effet, dans le projet de traité l’établissant, l’on peut remarquer un article faisant référence au sport et, notamment, aux jeunes. Si une telle Constitution pour l’Europe avait été adoptée, l’on imagine bien que de nombreux contentieux auraient donné lieu à de la jurisprudence à tout le moins européenne concernant des enfants.

À l’heure actuelle, nous nous contenterons donc de la jurisprudence peu abondante dont nous avons tout de même réussi à prendre connaissance. Celle-ci est belge et provient de la Cour d’appel de Mons (section 1) et du tribunal correctionnel de Louvain (section 2).

### **SECTION 1 : MONS (21<sup>ÈME</sup> CHAMBRE), 16 DÉCEMBRE 2009**

Il s’agit d’un jeune résidant en Belgique dont le statut de réfugié a été refusé. Sur ce motif, la Fédération Royale Belge de Natation (FRBN) a décidé qu’il n’était pas autorisé à jouer au water-polo, et donc à prendre part aux compétitions ayant lieu dans ce sport<sup>40</sup>. Le premier juge a déclaré la demande non fondée sur base de l’absence d’urgence. Par contre, le juge d’appel a bien accueilli la demande et sa décision est intéressante à plusieurs niveaux.

Premièrement, le juge d’appel reconnaît le caractère urgent de la demande en énonçant qu’il apparaît de plusieurs considérations « que le fait de ne pas pouvoir participer avec son équipe aux matches de championnat organisés par l’intimée constitue pour cet adolescent un préjudice d’une gravité suffisante pour rendre une décision immédiate souhaitable »<sup>41</sup>. Ces considérations sont les suivantes : « la participation à des matches de bon niveau est nécessaire au maintien des aptitudes d’un sportif »<sup>42</sup> ; étant donné que le water-polo est un sport d’équipe, s’il ne participe pas aux matches, il perdra sa place ; il y a un risque qu’il ne puisse pas participer aux matches des saisons suivantes.

---

<sup>39</sup> M. TEGLBJAERG, *op. cit.*, disponible sur [http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011\\_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/](http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/) (13 avril 2016).

<sup>40</sup> Une telle décision est contraire à l’article I.4 du Traité établissant une Constitution pour l’Europe, tel qu’il a été signé à Rome le 29 octobre 2004 et publié au Journal officiel de l’Union européenne le 16 décembre 2004 (JO C 310).

<sup>41</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, *J.L.M.B.*, 2010/12, p. 560.

<sup>42</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, précité, p. 560.

Deuxièmement, le gouvernement belge a émis une déclaration interprétative lors de la ratification de l'article 2.1 de la CIDE qui doit être lue, selon la Cour Constitutionnelle, « à la lumière de l'article 191 de la Constitution, ce qui implique qu'une différence de traitement qui défavorise un étranger ne peut être établie que par une norme législative (C.C., arrêt 106/2003 du 22 juillet 2003) »<sup>43</sup>. Or, ce n'est précisément pas le cas en l'espèce, d'où la discrimination opérée.

Troisièmement, « la Cour n'aperçoit pas en quoi la participation d'un jeune garçon, même en séjour irrégulier, à un championnat national de water-polo, serait susceptible de troubler l'ordre public ou de rompre l'équilibre et la concurrence loyale entre compétiteurs »<sup>44</sup>.

Enfin, outre la discrimination subie par l'enfant, la mesure prise par la FRBN « est disproportionnée par rapport au but invoqué pour la justifier »<sup>45</sup>.

Pour toutes ces raisons, le juge d'appel décide donc, entre autres, que l'enfant devra être affilié au club de water-polo afin de pouvoir disputer les matches.

Cette décision est également pertinente en ce qu'elle met en avant le fait que la pratique du sport est consacrée comme un **droit de l'homme** par la Charte olympique. Par ailleurs, le premier juge a bien reconnu « l'existence d'un droit subjectif de [l'enfant] à la pratique de l'éducation physique et du sport »<sup>46</sup>.

## SECTION 2 : JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LOUVAIN, 1<sup>ER</sup> MARS 2016

Cette décision inédite a fait l'objet d'une brève explication sur le site d'Actualités du Droit Belge. Elle concerne la condamnation d'un entraîneur de volley « à une peine de prison de 30 mois, assortie d'un sursis probatoire de 5 ans »<sup>47</sup>, en raison d'attouchements effectués par ce dernier sur huit garçons mineurs, dont six d'entre eux avaient, au moment des faits, moins de seize ans. Il ressort de l'enquête que ces attouchements ont eu lieu sur une période de dix ans et que l'une des victimes de cet entraîneur se serait suicidée.

---

<sup>43</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, précité, p. 562.

<sup>44</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, précité, p. 563.

<sup>45</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, précité, p. 563.

<sup>46</sup> Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, précité, p. 559.

<sup>47</sup> [http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019\\_s.facebook](http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019_s.facebook) (26 avril 2016).

Le site d'Actualités du Droit Belge mentionne également que « l'entraîneur travaillait comme coordinateur du sport de haut niveau [...] mais était également coordinateur [...] et entraîneur »<sup>48</sup> dans deux autres clubs.

Cette décision prouve, selon nous, que le droit de l'enfant de pratiquer son sport en toute sécurité a été bafoué pour huit garçons mineurs, notamment. À ce propos, nous renvoyons le lecteur au chapitre 9 de notre deuxième partie.

## **CONCLUSION**

Il existe certains textes internationaux qui concernent les droits de l'enfant dans le sport. Ces derniers sont toutefois fréquemment violés. Or, nous avons constaté qu'il était très malaisé de trouver de la jurisprudence en matière sportive au niveau judiciaire. Cela s'explique par le fait que c'est plus fréquemment devant le pouvoir disciplinaire que les litiges sportifs se règlent. Toutefois, il est possible de recourir aux juridictions ordinaires, même en matière sportive. En effet, cela a été clairement énoncé dans un jugement rendu par le tribunal de première instance de Bruxelles le 29 septembre 1967<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> [http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019\\_s.facebook](http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019_s.facebook) (26 avril 2016).

<sup>49</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit*, op. cit., pp. 393 et 394.



## DEUXIÈME PARTIE : LE PANATHLON INTERNATIONAL ET SA CHARTE CONCERNANT LES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT

### INTRODUCTION

Après avoir sondé de nombreux sportifs, nous nous sommes rendu compte que seuls 9% d'entre eux avaient connaissance du Panathlon Wallonie-Bruxelles<sup>50</sup> (faisant lui-même partie du Panathlon International). Il nous est donc apparu pertinent d'expliquer brièvement, dans le cadre de cette introduction, en quoi consistait l'association du Panathlon International pour ensuite en définir les objectifs.

**1. L'association du Panathlon International** - Le Panathlon International est une organisation sans but lucratif, d'origine italienne, qui a été mise sur pied en 1951. Elle est l'association de Panathlon Clubs de tous environs, ces derniers fonctionnant principalement comme des « services-clubs ». Ainsi, le Panathlon International est actuellement « présent dans une trentaine de pays et représente un peu plus de 300 clubs de par le monde »<sup>51</sup>. À titre d'exemple, on a le Panathlon Wallonie-Bruxelles, présent en Belgique depuis novembre 2003. La devise du Panathlon International est : « Ludis Iungit »<sup>52</sup>.

**2. Les objectifs du Panathlon International** - « Le Panathlon a des buts éthiques et culturels et se propose d'approfondir, de divulguer et de défendre les valeurs du sport, considéré comme un moyen de formation et de maintien de la personne et comme un véhicule de solidarité entre les Hommes et les peuples »<sup>53</sup>. Il promeut principalement les valeurs du fair-play dans le sport<sup>54</sup>. Le fair-play est « le respect non seulement des règles morales et sociales universelles ou communes [... mais aussi] des règles sportives, des règles du jeu [... ainsi que] des législations sportives dans leur spécificité. Le fair-play est pourtant davantage que le respect des règles. C'est aussi une attitude inventive, créative face aux crises et aux difficultés que le sportif rencontre dans la pratique du sport, en vue de les dépasser de façon humaine et constructive.

---

<sup>50</sup> Cf. figure 7 de l'annexe 7.

<sup>51</sup> Cf. annexe 3.

<sup>52</sup> Cela signifie « Unis par le sport ».

<sup>53</sup> L. BIZZINI et P. MAHLER, « La première Charte des droits de l'enfant dans le sport : regard rétrospectif », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf) (27 avril 2015), p. 6.

<sup>54</sup> Dans le même sens, un Comité d'éthique sportive a été reconnu par le gouvernement. A ce propos, cf. Décret de la Communauté française du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité d'éthique sportive, *M.B.*, 16 mai 2014.

C'est aussi [...] l'attitude qui permet de faire face aux entraînements passionnels et aux débordements si fréquents dans le feu de la compétition sportive »<sup>55</sup>.

Cependant, le fair-play n'est pas la seule valeur que défend le Panathlon. En effet, le respect, la solidarité, la fraternité ou encore l'amitié sont également les fers de lance de cette association.

Pour ce faire, de nombreuses opérations ont été développées par le Panathlon et celles-ci visent principalement à informer et à sensibiliser la population. Ainsi, nombreux sont les clubs qui participent à la « journée du fair-play ». Nombreuses sont également les vedettes sportives qui viennent sensibiliser les jeunes aux valeurs défendues par le Panathlon. Mentionnons également l'initiative récente du Festival International du Film Sportif de Bruxelles, dont la première édition s'est déroulée du 14 au 17 septembre 2015. Ce que l'on peut en tout cas constater, c'est la grande envergure que prennent toutes ces actions mises en place par le Panathlon.

En outre, nous ne pouvons qu'applaudir la création de l'Observatoire de l'éthique dans le sport des jeunes par le Panathlon International en 2013. En effet, il permettra, selon nous, une plus grande connaissance des différentes pratiques qui existent dans le monde et permettra donc d'adopter des actions plus appropriées quant aux problèmes rencontrés.

Maintenant que les bases sont posées, analysons en détail chacun des droits contenus dans la Charte des droits de l'enfant dans le sport adoptée par le Panathlon International. Pour ce faire, chaque droit correspondra à un chapitre à part entière qui sera, pour sa part, divisé en plusieurs sections. Dans la section 1, nous définirons le droit. Ensuite, dans la section 2, nous énoncerons quelles pourraient être les bases légales sur lesquelles il repose. Enfin, dans les sections qui suivent, des questions plus pratiques seront abordées. En vue de connaître la liste de ces droits, et donc l'énoncé de nos différents chapitres, nous renvoyons le lecteur à l'annexe 8.

## **CHAPITRE 1 : DROIT DE FAIRE DU SPORT**

*« Le sport est dépassement de soi. Le sport est école de vie. »*

*(Aimé Jacquet)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

L'enfant a le droit de faire du sport. Ce droit est notamment reconnu par une décision de la Cour d'appel de Mons du 16 décembre 2009 analysée ci-dessus.

---

<sup>55</sup> J. PALSTERMAN, *Sport et éthique: valeurs et normes*, Coll. Société et Sport, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2000, p. 40.



Autrement dit, la pratique d'un sport est une liberté de l'enfant. En effet, si l'enfant a le droit de pratiquer un sport, il n'en a pour autant aucune obligation<sup>56</sup>.

Que recouvre exactement la notion de sport ? Selon Madame Paola Riva Gapany, sous-directrice de l'Institut International des Droits de l'Enfant, « le sport moderne se définit par quatre éléments indispensables : la mise en œuvre d'une ou plusieurs qualités physiques : activités d'endurance, de résistance, de force, de coordination, d'adresse, de souplesse, etc. ; une activité institutionnalisée, ses règles [tendant] à être identiques pour l'ensemble de la planète ; une pratique majoritairement orientée vers la compétition ; une pratique fédérée (sous la tutelle d'une fédération) »<sup>57</sup>. Pour J. Rousset, « le sport, c'est l'activité physique organisée, réglementée et pratiquée pour le plaisir »<sup>58</sup>.

On le voit donc clairement, le sport est difficilement saisissable. Son acception recouvre un domaine à la fois large et vague. Chacun essaie d'en donner sa propre définition même si, il est certain, quelques aspects reviennent de façon récurrente dans les définitions proposées<sup>59</sup>. Certains, comme Luc Silance, prônent même l'adoption de deux définitions du sport, selon qu'il est de loisir ou de compétition<sup>60</sup>.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Si l'on observe l'article 6.2. de la CIDE, l'on voit qu'il consacre un droit de l'enfant à la survie et au développement. Or, étant donné que le sport « favorise le développement physique et psychique de l'individu, et donc de l'enfant »<sup>61</sup>, l'on pourrait alors considérer que ce droit de faire du sport est implicitement consacré par cet article, quoique le mot « sport » n'y apparaisse pas explicitement.

Par ailleurs, l'article 8 de la CEDH peut aussi être interprété comme consacrant ce droit au sport. En effet « la Cour de Strasbourg rattache à l'article 8 [...] le droit au respect de 'la vie privée sociale' [...] ».

---

<sup>56</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 13.

<sup>57</sup> P. RIVA GAPANY, *op. cit.*, p. 17.

<sup>58</sup> J. ROUSSET, « Le sport scolaire », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, p. 26.

<sup>59</sup> À propos de l'essai d'une définition du sport, cf. E. MONTERO et R. MARCHETTI, *La responsabilité civile dans le domaine du sport*, Waterloo, Kluwer, 2007, pp. 1 et 2 ; cf. P. PARLEBAS, « Sport, sports, jeux, loisirs physiques : quelles pratiques innovantes ? », *Agora, Forum international de l'Education physique et du Sport*, Cité Universitaire Internationale de Paris, 4 novembre 2005 ; cf. L. SILANCE, *Lex sportiva. Le sport et le droit civil*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>60</sup> L. SILANCE, *ibid.*

<sup>61</sup> P. RIVA GAPANY, *op. cit.*, p. 16.

Or, la pratique d'un sport qui, s'il se déroule dans l'esprit olympique, exige compréhension mutuelle, esprit d'amitié, solidarité et fair-play (article 6 de la Charte olympique), est incontestablement un moyen privilégié de nouer et de développer des relations avec ses semblables »<sup>62</sup>.

Au niveau international, quoique non contraignantes, nous pouvons aussi mentionner la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport de 1978, adoptée par l'UNESCO, qui consacre, pour tous, le droit fondamental à la pratique du sport, de l'activité physique et de l'éducation physique<sup>63</sup> ainsi que la Charte européenne du sport, en son article 1, qui prévoit que « les gouvernements [...] prendront les mesures nécessaires pour donner effets aux dispositions de la présente Charte [...] afin de donner à chaque individu la possibilité de pratiquer le sport ». Mentionnons également l'article 4 de cette Charte européenne du sport qui vise à assurer l'accès aux installations et activités sportives à tout un chacun.

L'on peut également se référer au décret de la Communauté française du 24 juillet 1997<sup>64</sup> qui, en son article 8, 8°, prévoit que « chaque établissement suscite le goût de la culture et de la créativité et favorise la participation à des activités culturelles et sportives par une collaboration avec les acteurs concernés »<sup>65</sup>.

### SECTION 3 : HYPOTHÈSES DE REFUS D'UN ENFANT PAR UN CLUB

Selon J. Vandenberg-Lobet, « un certain nombre d'enfants ne sont pas acceptés dans les clubs pour diverses raisons, notamment : milieu social, développement morphologique et psychomoteur moins avancé, mauvaise orientation sportive, mauvaises performances, [etc.] »<sup>66</sup>. Suite à ce constat, nous avons mené l'enquête auprès de nombreux clubs en vue d'approfondir cette problématique. Ainsi, des réponses obtenues et de ce que l'on a bien voulu nous révéler, il nous est apparu que, généralement, les clubs sportifs ne refusaient pas d'enfants, sauf s'ils manquent d'infrastructures et de personnel<sup>67</sup>. Il apparaît toutefois qu'il y a suffisamment d'infrastructures en Belgique (excepté dans quelques sports) mais qu'elles sont surtout mal utilisées. Il conviendrait donc de résoudre ce problème et d'optimiser l'utilisation de ces infrastructures.

---

<sup>62</sup> J.-P. MARGUENAUD, « Sport et Convention européenne des droits de l'homme : les garanties substantielles », *Rev. jur. et éco. du sport*, 2003, issue 66, p. 12.

<sup>63</sup> J. VANDENBERG-LOBET, « La place du sport dans l'éducation physique à l'école », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 44.

<sup>64</sup> Décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, aussi appelé décret "Missions", *M.B.*, 23 juillet 1997 (mis à jour le 9 décembre 2015).

<sup>65</sup> J. VANDENBERG-LOBET, *op. cit.*, p. 32.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>67</sup> P. CRIQUILLION, entretien écrit du 1<sup>er</sup> février 2016.

À titre d'exemple, l'on devrait rendre les salles omnisport d'établissements scolaires accessibles après les heures de cours. Cela avait d'ailleurs déjà été proposé par certains théoriciens et praticiens il y a une trentaine d'années<sup>68</sup>. Cela paraît d'autant plus justifié que le droit au sport est une véritable liberté. Ainsi, si l'enfant choisit de pratiquer un sport, la possibilité doit lui être offerte et les infrastructures nécessaires doivent donc être accessibles<sup>69</sup>.

Nous pouvons aussi mentionner que Michel Deroux, Secrétaire et Correspondant Qualifié du Royal Stade Brainois, nous a expliqué que dans son club, ils avaient déjà refusé des enfants pour des critères médicaux (étant donné qu'ils exigent un examen médical individuel de chaque enfant avant de pouvoir s'affilier au club) ou pour inaptitude au football. Dans ce cas, ils dirigent toutefois les enfants vers un autre sport qui leur conviendrait mieux.

Il arrive également que des enfants soient exclus de leur club pour mauvais comportement<sup>70</sup>, par exemple. Dans ce cas-là, peut-on parler d'un non-respect du droit de l'enfant à faire du sport ? Nous ne le pensons pas car si l'enfant a des droits, il a également des devoirs. S'il ne les respecte pas, il nous apparaît normal qu'il soit sanctionné. Pour autant, ce n'est pas parce qu'un enfant se voit exclure de son club qu'il ne peut plus pratiquer de sport. Nous pensons qu'une exclusion pour mauvais comportement amène l'enfant à réaliser qu'il n'a pas tous les droits mais a aussi des devoirs. Sa liberté s'arrête là où commence celle des autres !

#### SECTION 4 : LES CHÈQUES-SPORT

En vue de promouvoir le droit de faire du sport chez les jeunes et, notamment, d'« encourager la participation dans les structures sportives des jeunes 'fragilisés socio-économiquement' »<sup>71</sup>, les chèques-sport ont été instaurés en 2005, « à la suite de différents constats posés par le cabinet du ministre des Sports de la Communauté française »<sup>72</sup>. « L'idée consiste à payer pour partie ou en totalité l'affiliation, le stage ou le matériel liés à la pratique d'un sport dans un club »<sup>73</sup>.

---

<sup>68</sup> M. DUMONT, *Les infrastructures sportives légères*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1987, p. 34.

<sup>69</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 15.

<sup>70</sup> S. CARNOL, entretien écrit du 3 décembre 2015 ; pensons, à titre d'exemple, à un manque de fair-play.

<sup>71</sup> M. VERDUSSEN et L. GALLEZ, « L'intégration sociale des jeunes par le sport dans l'Etat fédéral », *Le sport dopé par l'Etat : vers un droit public du sport?*, sous la direction de S. DEPRE, Coll. Centre d'études constitutionnelles et administratives, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 181.

<sup>72</sup> D. HALLER, « Les chèques-sport », in Table ronde : le sport et la jeunesse, *Le sport dopé par l'Etat : vers un droit public du sport?*, sous la direction de S. DEPRE, Coll. Centre d'études constitutionnelles et administratives, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 197.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 198.

Ces chèques-sport sont financés par l'État fédéral mais aussi par la Communauté française, ou encore par certaines communes qui ont décidé de s'investir dans ce beau projet<sup>74</sup>.

## **CHAPITRE 2 : DROIT DE S'AMUSER ET DE JOUER COMME UN ENFANT**

*« Tout système d'entraînement qui exclut la gaieté est un monument de stupidité ».*  
(D. Cromwell)

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Le sport, « même s'il représente un effort, une ascèse, des privations, même s'il requiert courage et persévérance, même s'il est une pratique systématique et méthodique, [...] demeure un jeu et un plaisir [et ...] doit demeurer un jeu et une satisfaction »<sup>75</sup>. Cela résulte notamment de l'origine même du mot « sport » qui « serait une aphérèse de 'disport', de l'ancien français desport, ou déport, signifiant amusement »<sup>76</sup>.

L'enfant doit pouvoir s'amuser avant tout ! Il apparaît d'ailleurs de nombreuses études que la raison première de la pratique du sport par les jeunes demeure l'amusement et la prise de plaisir<sup>77</sup>. Il ne faut donc aucunement supprimer cet aspect ludique qui motive les enfants à pratiquer un sport.

L'aspect ludique doit toujours primer dans le sport chez les plus jeunes. « Aucun résultat ne doit être le leitmotiv », nous explique d'ailleurs Monique Petitjean à propos de l'école de rugby. Cela ne signifie toutefois pas que l'on doive éradiquer la compétition chez les jeunes. En effet, la compétition est déjà présente dans l'esprit des plus jeunes. L'enfant veut d'ailleurs toujours faire mieux que son camarade : sauter plus loin, ... et cela ne pose aucun problème. « Les problèmes surviennent lorsque quelqu'un d'autre, un entraîneur mal informé ou un parent un peu trop enthousiaste, modifie le sens de la compétition en mettant trop d'importance sur la victoire »<sup>78</sup>. Par conséquent, « l'athlète doit penser qu'il pratique son sport et s'entraîne pendant de longues heures pour des raisons qu'il a choisies ou internalisées, et non pour des raisons imposées par autrui »<sup>79</sup>.

---

<sup>74</sup> D. HALLER, *op. cit.*, p. 198.

<sup>75</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, pp. 16 et 17.

<sup>76</sup> L. SILANCE, *Lex sportiva. Le sport et le droit civil, op. cit.*, p. 8.

<sup>77</sup> R. H. COX, *Psychologie du sport*, Coll. Sciences et pratiques du sport, Bruxelles, De Boeck, 2005, p. 96.

<sup>78</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *Parlons franchement des enfants et du sport. Conseils à l'intention des parents, des entraîneurs et des enseignants*, Gloucester, Les Editions de l'Homme, 1999, p. 43.

<sup>79</sup> P. GODIN, *Psychologie du sport*, cours dispensé dans le cadre du master en sciences de la motricité (orientation éducation physique) à l'Université Catholique de Louvain, année académique 2014-2015.

Or, c'est trop souvent le cas lorsque la victoire « exigée » par des tiers prend le dessus sur l'amusement qu'il ressentait en lui, en raison des récompenses qu'on lui donne pour ses performances. La source qui justifie la pratique du sport ainsi que le lieu de contrôle s'externalisent, ce qui mène à une diminution de la motivation intrinsèque, de l'autodétermination et de l'autonomie du jeune<sup>80</sup>. On en arrive donc à une motivation extrinsèque et l'instinct compétitif primaire de l'enfant disparaît en raison de la trop grande importance accordée à ces éléments externes.

Ce droit au plaisir est également consacré dans la Charte de la rugby attitude. En effet, cette dernière énonce que l'éducateur doit s'engager à « rejoindre l'intérêt des enfants en leur offrant détente, plaisir et réussite ».

L'on constate que si une certaine réticence est éprouvée face au jeu des enfants, c'est parce que, au sens des adultes, il est uniquement « synonyme de désir, de plaisir, [et qu'] ils ne peuvent donc pas imaginer qu'on puisse apprendre en jouant »<sup>81</sup>. Or, le jeu permet à l'enfant d'apprendre, d'évoluer et de s'améliorer dans son sport. En effet, le jeu laisse une certaine autonomie à l'enfant et ne l'enferme pas dans des règles strictes à respecter envers et contre tout.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Le droit de l'enfant au jeu et aux loisirs est expressément consacré par l'article 31 de la CIDE.

## SECTION 3 : PROPOSITION DE STRUCTURES CONCERNANT CE DROIT À PART ENTIÈRE

Afin de permettre aux enfants de s'amuser lorsqu'ils pratiquent leur sport, de nombreux clubs prônent la constitution de différentes équipes (pour les sports collectifs) ou différents niveaux d'entraînement. Ainsi, chaque enfant pourra prendre du plaisir à son niveau : l'enfant qui aimera s'entraîner arduement en aura la possibilité, tandis que celui qui voudra pratiquer son sport de manière beaucoup plus soft le pourra également<sup>82</sup>.

---

<sup>80</sup> R. H. COX, *op. cit.*, p. 97.

<sup>81</sup> M. DURAND, « Sport, sports, jeux, loisirs physiques : quelles pratiques innovantes ? », Agora, *Forum international de l'Education physique et du Sport*, Cité Universitaire Internationale de Paris, 4 novembre 2005.

<sup>82</sup> J. MAXHELEAU, entretien écrit du 26 janvier 2016.

### CHAPITRE 3 : DROIT DE BÉNÉFICIER D'UN MILIEU SAIN

*« L'éducation n'est pas autre chose que l'art de  
conduire les enfants vers la droite raison. Son devoir est  
de fortifier le corps autant qu'il se peut et de mener  
l'âme à son plus haut degré de perfection. »  
(Platon)*

#### SECTION 1 : DÉFINITION

Cela peut consister en le fait d'avoir un entourage (parents, amis, etc.) qui veut le bien des enfants. À cet égard, les parents ont notamment des devoirs à respecter quant à leurs enfants dans le cadre de leur pratique sportive. Ainsi, « une famille doit avant tout créer un climat favorable à l'épanouissement des talents sportifs de l'enfant »<sup>83</sup>. Le Panathlon a d'ailleurs édicté la Charte des devoirs des parents qui doit être ratifiée dans le courant de l'année 2016. En outre, si l'on se penche sur la Charte de la rugby attitude, l'on peut également remarquer que les parents doivent « veiller à ce que l'effort physique demandé ne soit pas excessif ».

L'entraîneur doit également contribuer au milieu sain auquel l'enfant a droit. Ainsi, l'entraîneur doit aider l'enfant à surmonter les difficultés qu'il pourrait rencontrer dans sa pratique sportive. Il doit être rassurant et présent pour l'enfant. À ce propos, l'on peut mentionner un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 15 janvier 2004 en vertu duquel « il ne peut pas être reproché au professeur de gymnastique d'[inciter un enfant] à surmonter [sa] peur et à faire l'exercice, [étant entendu que ce même entraîneur était] resté à cinq mètres de l'engin sur lequel [l'enfant] faisait la roue, ce qui ne démontre pas un prétendu désintérêt fautif de ce professeur de gymnastique pour l'appréhension, assez courante, de cette élève »<sup>84</sup>.

De manière plus générale, le droit de bénéficier d'un milieu sain vise à « refuser toute aliénation de l'individu et toute exploitation de l'enfant au service d'intérêts d'adultes »<sup>85</sup>. En d'autres mots, il convient d'éviter l'« adultocentrisme »<sup>86</sup>.

---

<sup>83</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 122.

<sup>84</sup> Bruxelles, 15 janvier 2004, *R.G.A.R.*, 2005, pp. 14000 et 14001.

<sup>85</sup> J. ROUSSET, *op. cit.*, p. 26.

<sup>86</sup> D. BODIN, L. ROBENE et S. HEAS, *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004, p. 207 ; cf. J. RYAN, *Little Girls in Pretty Boxes*, London, Women's Press, 1996, p. 132.

En effet, « le problème survient lorsque l'adulte (parent, entraîneur, dirigeant, ce trio déterminant) poursuit d'autres buts que l'épanouissement harmonieux de l'enfant. C'est-à-dire lorsqu'il fait passer ses intérêts (ambition, profit économique, exploit, nationalisme) avant ce que les droits de l'enfant ont nommé 'l'intérêt supérieur de l'enfant' »<sup>87</sup>.

Il est important que l'enfant soit particulièrement bien entouré pour éviter d'être influençable et de se retrouver dans une situation qui lui sera nocive. En football, par exemple, un entourage de l'enfant qui n'est pas sain pourra le pousser à être transféré dans de plus grands clubs, à aller à l'étranger, pour au final ne pas évoluer correctement, abandonner sa formation (c'est-à-dire se retrouver en situation de décrochage scolaire) et voir sa possible carrière s'envoler avant même sa majorité. Il apparaît en effet que les enfants, de plus en plus jeunes, intéressent les agents. Ces derniers font parfois des propositions à des enfants de dix ans ! L'enfant footballeur devient alors uniquement une valeur financière que l'on échange, que l'on vend, que l'on transfère<sup>88</sup>.

Notons que la problématique du dopage aurait également pu être abordée dans le cadre de ce droit de bénéficier d'un milieu sain mais nous avons préféré l'aborder dans le chapitre lié à la sécurité et à la santé des enfants (chapitre 9). Cela relève d'un choix purement personnel.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Premièrement, il est important pour l'enfant d'avoir un environnement familial sécurisant. À ce propos, la CIDE, dans son article 9.1, prévoit le droit de l'enfant de ne pas être séparé de ses parents contre sa volonté. Ces mêmes parents doivent également, selon l'article 5 de la CIDE, fournir un encadrement approprié à leurs enfants dans le cadre de leur pratique sportive<sup>89</sup>.

En outre, le droit à la protection contre toutes formes de violence consacré par l'article 19 de la CIDE peut également être rattaché au droit de bénéficier d'un milieu sain. En effet, un milieu sain ne peut être envisagé lorsqu'une quelconque forme de violence est présente. De plus, les parents ont l'obligation de fournir le meilleur environnement possible pour les progrès de leurs enfants, tout en les protégeant notamment de toute forme d'abus et d'exploitation<sup>90</sup>.

---

<sup>87</sup> J. ZERMATTEN, « Un Champion à Tout Prix ! Le Sport serait-il à un tournant ? », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, p. 3.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>89</sup> P. DAVID, « Les Droits de l'Enfant dans le sport. Jeunes Athlètes en compétition : exploits et exploitations », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, p. 42.

<sup>90</sup> *Ibid.*

Par ailleurs, la CIDE consacre son article 32 à la protection de l'enfant contre toute exploitation économique. Cela relève également, à notre sens, du droit de bénéficier d'un milieu sain dans la mesure où les parents doivent viser le bonheur et l'épanouissement de leurs enfants avant tout et ne surtout pas les considérer comme une source probable de revenus.

Enfin, bien que non contraignante, l'on constate que l'objectif de la Charte européenne du sport consiste, entre autres, à assurer une pratique du sport dans un environnement sûr et sain (article 1 de la Charte).

### SECTION 3 : MISE EN PRATIQUE DE CE DROIT

Concernant le droit de ne pas être séparé de ses parents, l'on peut voir le cas d'Eva Bonnet (jeune nageuse belge de niveau international) qui vit actuellement éloignée de ses parents pour s'entraîner auprès de Philippe Lucas, dans le sud de la France, et qui réalise à ce jour d'excellents résultats. Est-ce là une violation du droit que nous abordons ici ? Nous ne le pensons pas car c'est de son propre choix qu'elle est partie là-bas l'année de ses quinze ans. Or, à l'âge de quinze ans, il nous semble qu'un enfant peut décider en toute connaissance de cause. De plus, elle a de nombreux contacts avec ses parents qui la soutiennent dans ses démarches, tout en veillant à ce qu'elle continue ses études et soit équilibrée à tous points de vue<sup>91</sup>.

Dans la pratique, qu'en est-il des enfants qui sont trop poussés par leurs parents<sup>92</sup> ? Ce n'est pas forcément néfaste lorsque les parents ne font que soutenir<sup>93</sup> leur enfant et c'est même souhaitable car « c'est lorsque les parents ont l'attitude la plus médiane entre le désintérêt et l'investissement à outrance que le taux de stress chez l'enfant et dans la famille est le plus bas »<sup>94</sup>. En outre, il apparaît que la motivation de l'enfant est en grande partie reliée à l'implication qu'ont ses parents dans sa pratique sportive : soutien financier, soutien organisationnel, soutien moral, etc.<sup>95</sup>. Par ailleurs, « le rôle des parents consiste à déterminer les besoins de l'enfant sur le plan sportif [... et à] déterminer si la philosophie de l'entraîneur correspond à leurs valeurs personnelles »<sup>96</sup>.

---

<sup>91</sup> E. BONNET, entretien écrit du 30 janvier 2016.

<sup>92</sup> S. CARNOL, entretien écrit du 3 décembre 2015. Mais où se situe la limite entre le fait d'encourager son enfant et le fait de le pousser ? Cela est une question délicate et la réponse dépend, selon nous, de chaque situation, prise individuellement. Cf. J. RYAN, *op. cit.*, p. 149.

<sup>93</sup> Insistons ici sur la différence qui existe entre pousser son enfant et le soutenir ! Ce sont deux attitudes bien distinctes : la première est à proscrire, tandis que la seconde est à encourager.

<sup>94</sup> Cf. annexe 1.

<sup>95</sup> <http://www.ethicsandsport.com/thema/omschrijving/ouders> (27 avril 2016).

<sup>96</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 119.



En effet, « parce qu'ils sont les plus proches de l'enfant et que rien ne peut se faire sans leur accord, les premiers responsables de sa pratique sportive sont les parents »<sup>97</sup>. Nombreux sont les exemples démontrant d'ailleurs que « l'influence du milieu familial, même sans odieuse pression, peut être grande sur l'activité sportive des jeunes »<sup>98</sup>.

Cependant, certains comportements surprotecteurs, sur-impliqués des parents peuvent briser l'enfant, tant physiquement que mentalement. Pour éviter de tels comportements, nombreux sont les clubs sportifs qui énoncent que le choix des entraînements et compétitions ne relève ni des parents, ni de l'enfant mais bien du personnel qualifié pour ce faire, à savoir les éducateurs, entraîneurs, etc.<sup>99</sup>. Il convient toutefois de ne pas exclure complètement les parents. En effet, « lorsqu'ils sont bien éduqués, les parents peuvent représenter une formidable source de motivation et de soutien »<sup>100</sup> : ils emmènent leur enfant aux entraînements et aux compétitions, ils regardent leur enfant pratiquer son sport et le motivent, etc.

Dans la pratique, nous pouvons évoquer le cas de Valentine Fauviau comme étant l'illustration parfaite d'un parent malsain à l'extrême. En effet, cette jeune fille, à l'âge de 12 ans, était la meilleure joueuse de tennis française. Cela pourrait contribuer à une histoire heureuse si son père n'avait pas été autant surinvesti et ne lui avait pas imposé des entraînements beaucoup trop poussés. Ce cas est tristement banal, si ce n'est qu'en outre, son père s'est ensuite mis à « empoisonner au Temesta les boissons de [ses] adversaires avant les matchs »<sup>101</sup>. Une de ses victimes a malheureusement perdu la vie. Il fut finalement condamné à huit ans de prison. Cela témoigne clairement d'un jeune sportif prisonnier d'un parent tout à fait malsain.

Par ailleurs, parmi les personnes que nous avons interrogées, certaines nous ont confié avoir été trop poussées, ou encore avoir été forcées par leurs parents à pratiquer leur sport, ce qui les a menées à mettre des années avant d'oser arrêter leur pratique sportive. De tels cas malsains ne sont donc pas légion mais ils existent bel et bien. Par conséquent, il est important d'ouvrir les yeux pour aborder ce problème de la manière la plus appropriée possible.

---

<sup>97</sup> J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, Paris, l'Harmattan, 1993, p. 187.

<sup>98</sup> J. PERSONNE, *Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant*, Paris, Denoël, 1987, p. 179.

<sup>99</sup> M. DEROUX, entretien écrit du 3 décembre 2015; ainsi, en cyclisme, par exemple, ce sont les directeurs sportifs qui décident des entraînements qui seront effectués.

<sup>100</sup> R. H. COX, *op. cit.*, p. 214.

<sup>101</sup> J. D. LESAY, *La triche dans le sport. Inventaire des pires méthodes pour gagner*, Collection Sport, Paris, Editions Fetjaine, 2012, p. 112.

## **CHAPITRE 4 : DROIT D'ÊTRE TRAITÉ AVEC DIGNITÉ**

« Beaucoup de sportifs ont des choses à dire. Peu sont entendus. »

(Fabien Canu)

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Il s'agit de « considérer l'enfant comme 'digne de relation' »<sup>102</sup>. Cela se manifeste notamment au travers de dialogues que peut avoir l'enfant avec son entraîneur. « Il est impératif de permettre aux enfants actifs dans le sport de compétition d'exprimer librement leurs opinions et d'exiger qu'il en soit dûment tenu compte »<sup>103</sup>.

Que dire encore de l'émotivité des enfants ? Il est normal qu'ils puissent l'exprimer. Pourtant, en haut niveau, on a tendance à dire que « l'émotivité est néfaste aux résultats »<sup>104</sup> et on contraint alors les enfants à ne point l'exprimer. Ainsi, mentionnons le cas de Nadia Comaneci (gymnaste) qui a été contrainte de ne point s'émouvoir, à tel point qu'on « avait [même] réussi à l'empêcher de s'émouvoir devant une fleur »<sup>105</sup>.

En outre, dans sa pratique du sport, l'enfant « ne peut être contraint à des pratiques déshumanisantes comme le dopage ou comme le surentraînement »<sup>106</sup> (à ce propos, voyez la section 4 des chapitres 6 et 9 de la présente partie).

Par ailleurs, l'enfant qui gagne une compétition doit également apprendre à reconnaître la valeur et la dignité de son adversaire qui sort perdant de cette même compétition. En effet, toute personne garde sa dignité, même en cas de défaite lors d'une compétition. Le respect de l'adversaire est, et doit rester, un pilier fondamental dans le domaine du sport<sup>107</sup> ! Ainsi, la dignité de l'enfant passe également par le fait d'être encouragé, qu'il soit le plus fort ou le plus faible<sup>108</sup>.

---

<sup>102</sup> L. BIZZINI, « Équilibre et Déséquilibre du sport chez l'enfant de 6 à 14 ans », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, p. 22.

<sup>103</sup> P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 43 ; cf. J. RYAN, *op. cit.*, qui aborde, tout au long du livre, la problématique des jeunes gymnastes qui n'ont rien à dire et qui doivent souffrir en silence.

<sup>104</sup> J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, *op. cit.*, p. 68.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 15.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>108</sup> J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, *op. cit.*, p. 208.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Il s'agit de l'article 12 de la CIDE : « dans toute affaire le concernant et pour laquelle il a la capacité de discernement, [l'enfant a le droit] d'exprimer son opinion et de voir cette opinion prise en considération »<sup>109</sup>.

En Suisse, outre la création de la Charte des droits de l'enfant dans le sport, le droit à l'intégrité de l'enfant est expressément consacré dans l'article 11 de la Constitution<sup>110</sup>.

## **CHAPITRE 5 : DROIT D'ÊTRE ENTOURÉ ET ENTRAÎNÉ PAR DES PERSONNES COMPÉTENTES**

*« L'entraîneur médiocre parle, le bon explique, le super  
démontre et le meilleur inspire. »  
(John Kessel)*

## SECTION 1 : DÉFINITION

L'enfant a besoin d'un entraîneur compétent pour l'aider à développer une bonne technique dans son sport et ce, dès le plus jeune âge. En effet, « les erreurs qui seront commises dans les premières séances d'entraînement, ne seront jamais totalement corrigées par la suite »<sup>111</sup>. Il apparaît pourtant, dans la pratique, que nombreuses sont les personnes estimant avoir eu des entraîneurs non qualifiés et, pour majeure partie, lors de leur plus jeune âge<sup>112</sup>. L'importance accordée à la perfection des gestes techniques semble donc avoir encore du chemin à faire...

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

A propos de l'encadrement des sportifs, l'on peut voir l'article 8, ainsi que les articles 38 et suivants du décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française<sup>113</sup>. Ce décret s'applique en effet à l'égard de tout sportif, mineur et majeur.

---

<sup>109</sup> P. ZEN RUFFINEN, *op. cit.*, p. 87.

<sup>110</sup> P. DAVID, « Enfants, sports et droits », *op. cit.*, p. 24.

<sup>111</sup> E. HAHN, *L'entraînement sportif des enfants : problèmes, théorie de l'entraînement et pratique*, Coll. Sport et enseignement, Paris, Vigot, 1987, p. 39.

<sup>112</sup> En effet, sur 152 personnes interrogées, 21 personnes estimaient que leur entraîneur n'avait pas les qualifications requises (cf. figure 10 de l'annexe 7). Une personne nous a même confié avoir eu, en basket, un entraîneur « destructeur ».

<sup>113</sup> Décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, *M.B.*, 20 février 2007 (mis à jour le 7 août 2014).

Au niveau européen, la Charte européenne du sport consacre également la formation des entraîneurs, en ses articles 6 et 7. Ainsi, selon cette Charte, des entraîneurs qualifiés favoriseraient le développement de la participation ainsi que l'amélioration de la performance.

Enfin, la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport du 21 novembre 1978 prévoit, en son article 7, que « l'enseignement, l'encadrement et l'administration de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport doivent être confiés à un personnel qualifié »<sup>114</sup>.

### SECTION 3 : FORMATIONS MISES EN PLACE

En basket-ball, chaque personne qui souhaite entraîner une équipe doit obtenir une licence de coach. Pour ce faire, il faut réussir une formation qui sera adaptée en fonction de l'âge des équipes que l'on désire entraîner. Cette licence est obligatoire et si une personne entraîne une équipe sans cette licence, elle sera sanctionnée par une amende<sup>115</sup>. À titre d'exemple, Monsieur Barbieux, ancien entraîneur du club de Belfius Mons-Hainaut, a entraîné, pendant une quarantaine d'années, de nombreux jeunes. À cet effet, il a suivi des formations d'animateur, d'initiateur, d'aide-moniteur et enfin, de moniteur<sup>116</sup>.

En rugby, il y a une obligation pour les clubs d'avoir des « entraîneurs » diplômés. Ces diplômes sont principalement orientés vers l'apprentissage en ce qui concerne l'école de rugby, qui travaille avec les plus jeunes. Il existe également des brevets spéciaux adaptés aux parents qui voudraient entraîner<sup>117</sup>.

En natation, une formation particulière existe également. Ainsi, Céline Havard, entraîneur au BOUST, témoigne de son expérience en précisant qu'elle a passé son brevet initiateur et aide-moniteur en natation<sup>118</sup>. Une formation moniteur ADEPS est également un atout considérable<sup>119</sup>.

En volleyball, des cours d'animateur, puis d'initiateur sont organisés, étant entendu que le responsable de la section 'jeunes' doit être breveté initiateur<sup>120</sup>.

---

<sup>114</sup> Article 7 de la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, adoptée par l'UNESCO le 21 novembre 1978.

<sup>115</sup> J.-P. DELCHEF, entretien écrit du 4 novembre 2015.

<sup>116</sup> A. BARBIEUX, entretien écrit du 28 janvier 2016.

<sup>117</sup> M. PETITJEAN, entretien écrit du 6 novembre 2015.

<sup>118</sup> C. HAVARD, entretien écrit du 29 janvier 2016.

<sup>119</sup> J.-B. CHARNEUX, entretien écrit du 1<sup>er</sup> février 2016.

<sup>120</sup> A. DAFPE, entretien écrit du 27 janvier 2016.

Plus généralement, au niveau européen, l'on peut également mentionner « le réseau européen des Instituts de science du sport qui a élaboré un modèle de structure européenne de cinq niveaux de formation des entraîneurs en fixant, pour chaque niveau de formation, des standards minima concernant la tâche et les domaines d'activités, les conditions d'accès, la durée minimale, l'examen et les titres de formation »<sup>121</sup>.

#### SECTION 4 : LACUNES DES FORMATIONS

Des formations d'entraîneurs sont donc organisées dans la plupart des disciplines sportives. Cependant, selon G. Crevecoeur, « on peut distinguer globalement trois grands problèmes : 1. Il n'existe pas d'obligation « légale » de les suivre et donc d'être détenteur d'un diplôme ou d'un brevet pour encadrer les sportifs [...] 2. Il n'existe pas de statut juridico-fiscal des entraîneurs et moniteurs sportifs. [...] 3. Il n'existe pas de reconnaissance légale du métier d'encadrant du sport, et donc aucun accès à la profession n'est requis. »<sup>122</sup>. Il ressort de nos nombreux entretiens et interviews que l'absence d'obligation légale de suivre une formation d'entraîneur est le problème le plus préoccupant<sup>123</sup>. Il conviendrait donc de résoudre ce problème en adoptant, par exemple, un **Code du sport**, dans lequel figurerait l'obligation de formation des entraîneurs, de manière claire et précise.

Qui plus est, lorsque les entraîneurs ont suivi les formations, ils obtiennent un diplôme mais ils n'ont bien souvent intégré qu'une infime partie de ce qui leur a été enseigné. Ils ne changent nullement leur manière d'entraîner. Ils peinent à utiliser pratiquement ce qu'ils ont appris théoriquement. Une révision de la formation dispensée aux entraîneurs semble donc nécessaire.

#### SECTION 5 : PROPOSITION DE SOLUTIONS AUX LACUNES

Premièrement, pour pouvoir imposer des formations lourdes aux entraîneurs, il faudrait qu'entraîner devienne un métier à part entière. En effet, tant que l'on reste dans le bénévolat, on ne peut pas exiger des entraîneurs qu'ils suivent des formations exigeantes<sup>124</sup>.

---

<sup>121</sup> J. VANDEN EYNDE, « La formation des jeunes sportifs et l'Union européenne », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 17.

<sup>122</sup> G. CREVECOEUR, « Les propositions des fédérations sportives », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 99 et 100.

<sup>123</sup> Cf. articles 38 et suivants du Décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, *M.B.*, 20 février 2007 (mis à jour le 7 août 2014) ; cf. C. DURANT (entretien écrit du 16 novembre 2015) qui témoigne de ce qu'à l'heure actuelle, en athlétisme, il y a des incitants à suivre des formations mais aucune obligation.

<sup>124</sup> Cf. annexe 1.

Deuxièmement, il serait nécessaire de modifier la manière qu'ont les entraîneurs d'entraîner. Pour ce faire, il est impératif de « former à l'entraînement avec un suivi, de la supervision, avec un mécanisme de feedback et de coaching »<sup>125</sup>.

Il convient donc de réfléchir à une mise en place de tous ces éléments. Pour ce faire, un support légal serait le bienvenu.

## **CHAPITRE 6 : DROIT DE SUIVRE DES ENTRAÎNEMENTS ADAPTÉS AUX RYTHMES INDIVIDUELS**

*« C'est une grave erreur que de soumettre des enfants à des programmes d'entraînements pour adultes. Après tout, les enfants ne sont pas simplement des adultes en miniature. »*

*(Tudor Bompa, 2000)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Une adaptation des entraînements en fonction des capacités de l'enfant est nécessaire. En effet, un entraînement précoce entraînera bien souvent des blessures, tant physiques que psychologiques<sup>126</sup>.

Premièrement, les entraînements doivent être adaptés pour les enfants par rapport aux entraînements des adultes. Cependant, cette adaptation ne doit pas uniquement consister en une « réduction quantitative de l'intensité et du volume d'entraînement de l'adulte [mais l'on doit également prôner] un changement qualitatif »<sup>127</sup>. En effet, l'on commet trop souvent « l'erreur de penser que le sport pour enfants est une version miniature du sport pour adultes »<sup>128</sup>. Or, « l'enfant n'est pas un adulte, ni un jeune. Il est un enfant et doit être traité comme tel »<sup>129</sup>. Il est, par essence, en perpétuelle évolution physique et psychologique et, pour ces raisons, il est souvent vulnérable<sup>130</sup>.

---

<sup>125</sup> Cf. annexe 1.

<sup>126</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 120.

<sup>127</sup> E. HAHN, *op. cit.*, p. 15 ; cf. J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 122.

<sup>128</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 17 ; cf. J. PERSONNE, *Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant*, *op. cit.*, p. 117.

<sup>129</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 24.

<sup>130</sup> P. DAVID, « Les Droits de l'Enfant dans le sport. Jeunes Athlètes en compétition : exploits et exploitations », *op. cit.*, p. 30 ; cf. P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 38.

Dans l'idée d'une adaptation des entraînements aux enfants, « Bernhard (1981), Hahn (1970), Feige (1978) et Martin (1981), ont décrit un modèle d'entraînement en trois étapes, de manière à mieux saisir les étapes supposées du développement psychologique et biologique de l'enfant, en fonction de l'entraînement : [l'entraînement de base, l'entraînement de « construction » et l'entraînement à la haute compétition] »<sup>131</sup>. La première étape est mise en place durant l'enfance et ce n'est que si l'enfant en est capable qu'on passera ensuite à la seconde, voire à la troisième étape.

Il faut toutefois remarquer que le niveau d'entraînement des enfants varie en fonction du sport pratiqué. Ainsi, par exemple, « en natation, patinage de vitesse, gymnastique artistique ou rythmique, l'entraînement des [jeunes] enfants a déjà atteint le niveau de haute compétition [tandis que] ce n'est pas le cas de l'athlétisme ou des sports collectifs, dans lesquels les [jeunes] enfants en sont encore au stade de l'entraînement de base »<sup>132</sup>.

Deuxièmement, une adaptation des entraînements en fonction des aptitudes de l'enfant est aussi nécessaire. En effet, les capacités de deux enfants du même âge ne sont pas forcément identiques mais dépendront des qualités motrices de chacun. Ainsi, il semble souhaitable d'adapter « les méthodes à utiliser, les contenus, la qualité et la quantité des charges d'entraînement »<sup>133</sup> en fonction de l'enfant. Il faut en effet limiter les risques et les dangers que peut encourir l'enfant. « Si l'entraînement est bien conduit, l'enfant demandera de lui-même une augmentation du volume de l'entraînement. [...] Si ceci ne se concrétise pas à l'intérieur de son club, l'enfant ira chercher ailleurs la réponse à ses besoins »<sup>134</sup>. L'on voit donc que chaque enfant est différent, réagit différemment, car ses capacités motrices, sa force physique ainsi que sa force psychologique varient. Il convient alors d'adapter le sport aux caractéristiques physiques et mentales de l'enfant pour qu'il joue plus souvent et éprouve plus de plaisir dans le jeu, ce qui lui permettra également de s'améliorer<sup>135</sup>.

En réalité, « l'entraînement avec des enfants doit tenir compte avant tout, des objectifs qui sont extérieurs à l'enfant lui-même (objectifs externes) »<sup>136</sup>.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Étant entendu que le droit de suivre des entraînements adaptés a pour corollaire l'interdiction du surentraînement, nous pouvons nous pencher sur l'article 19 de la CIDE.

---

<sup>131</sup> E. HAHN, *op. cit.*, pp. 59 et 60.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 129.

<sup>135</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 53.

<sup>136</sup> E. HAHN, *op. cit.*, p. 65.

En effet, cet article confère à l'enfant le droit d'être protégé contre toutes formes de violence. Or, le surentraînement est une forme de violence pour l'enfant, non seulement physique car il implique bien souvent de nombreuses blessures, mais aussi psychologique car l'enfant subit notamment un stress constant<sup>137</sup>.

### SECTION 3 : ADAPTATIONS MISES EN PLACE POUR LES JEUNES

À propos des jeunes athlètes d'élite, le Comité Olympique International a adopté, en 2005, un 'consensus statement' dans lequel on aborde les spécificités de l'entraînement de jeunes athlètes d'élite<sup>138</sup>.

En Belgique, plusieurs adaptations d'entraînement sont mises en place pour tous les jeunes. Ainsi, en basket-ball, l'on adapte les entraînements en fonction des âges de différentes manières : adaptation de la taille de la balle, de la taille du terrain, du nombre de joueurs, etc.<sup>139</sup>.

En natation, il est important de développer l'endurance du jeune nageur et de ne pas lui faire subir des séances lactiques<sup>140</sup>. Celles-ci musclent en effet le cœur, ce qui réduira la capacité d'endurance, à terme, du jeune nageur. Des entraînements lactiques doivent donc être réservés aux nageurs plus expérimentés<sup>141</sup>.

En règle générale, il convient que l'enfant ne pratique surtout pas d'intensité mais bien de l'endurance. Un entraînement intensif, de résistance, est en effet néfaste pour l'enfant et aura des effets délétères sur ses fonctions cardiaques. Par contre, si l'on entraîne l'endurance de l'enfant, cela aura moins de conséquences nuisibles pour lui<sup>142</sup>.

Attardons-nous maintenant quelque peu sur les résultats que nous avons obtenus dans le cadre de notre sondage : ceux-ci apparaissent alarmants. En effet, près de 26% des personnes que nous avons interrogées estiment n'avoir pas eu d'entraînements adaptés lorsqu'elles étaient jeunes<sup>143</sup>. Ainsi, une personne nous a fait part de ce que ses entraîneurs demandaient aux jeunes athlètes de faire des séances de musculation avec des charges lourdes alors que ceux-ci n'avaient pas encore atteint l'âge de 15 ans.

---

<sup>137</sup> D. BODIN, L. ROBENE et S. HEAS, *op. cit.*, p. 206.

<sup>138</sup> I. TRUSCAN, *op. cit.*, p. 309.

<sup>139</sup> Règlement Spécifique Jeunes U8-U10-U12, saison 2014-2015 ; Règlement Spécifique Jeunes U14, Challenge de Belgique, saison 2015-2016.

<sup>140</sup> Ce terme désigne des séances d'entraînement d'intensité élevée, produisant beaucoup d'acide lactique, c'est-à-dire un type d'acide provenant de la dégradation du glucose.

<sup>141</sup> C. HAVARD, entretien écrit du 29 janvier 2016.

<sup>142</sup> Cf. annexe 1.

<sup>143</sup> Cf. figure 11 de l'annexe 7.



Une autre personne nous a confié que dans le milieu de la danse, on a tendance à prôner la quantité plutôt que la qualité, ce qui mène forcément à une inadéquation des entraînements, même si certains changements semblent se mettre peu à peu en place. Une troisième personne encore nous a fait part de ce qu'elle se rend compte seulement actuellement de l'inadaptation des entraînements qu'elle a suivis en étant plus jeune. Selon elle, le problème est que lorsque l'on est enfant, on a tendance à se dire qu'on n'est pas assez fort pour l'entraînement plutôt que de penser que c'est l'entraînement qui est beaucoup plus dur que ce que l'on est capable de faire. Enfin, certains enfants ont connu des fractures de stress, des blessures d'«usure», preuve que leurs entraînements n'étaient point adaptés à leurs capacités.

Le problème réside, selon certains, dans le fait que les entraînements sont trop orientés vers les performances et les résultats plutôt que vers l'amusement et le plaisir initial ressenti.

#### SECTION 4 : APPLICATION DE CE DROIT DANS LES SECTIONS SPORT-ÉTUDES ET SURENTRAÎNEMENT

Premièrement, mentionnons que notre présent point concerne les sections sport-études qui sont à distinguer des humanités sportives de haut niveau. La principale différence entre les deux (qui constitue également la raison pour laquelle nous abordons uniquement les sections sport-études) tient aux conditions d'accès à ces infrastructures. En effet, tous les étudiants peuvent accéder aux sections sport-études, tandis que les humanités sportives de haut niveau sont réservées aux étudiants ayant été sélectionnés via une procédure particulière.

Cependant, d'autres différences existent entre les sections sport-études et les humanités sportives de haut niveau. Ainsi, notamment, la formation se pratique dans l'établissement scolaire par le professeur d'éducation physique dans les sections sport-études, tandis que la formation est dispensée en dehors de l'école et par un entraîneur désigné par la fédération, dans le cadre des humanités sportives de haut niveau<sup>144</sup>.

Il convient également de mentionner l'existence de programmes de type « sport-études » mis sur pied par certaines fédérations et pour lesquels le sport se pratique en dehors des horaires scolaires. Il serait préférable de dénommer cette formation « études et sport » en vue de ne pas confondre avec les sections sport-études abordées ci-dessus<sup>145</sup>.

---

<sup>144</sup> J. VANDENBERG-LOBET, *op. cit.*, pp. 38 et 39.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 43.

Deuxièmement, il nous paraît important de mentionner que les sections sport-études belges sont de la compétence de la Belgique. En effet, la Commission européenne a indiqué qu'elle respectait « la compétence des États membres quant aux choix qui sont faits de favoriser, si nécessaire, la conciliation des études et la carrière sportive professionnelle »<sup>146</sup>. Ce choix a donc été réalisé en Belgique, ce qui est une bonne chose à condition que certaines règles soient respectées. En effet, « les cas de surentraînement sont rares chez les jeunes qui font du sport mais cette situation peut survenir si le jeune athlète suit un programme d'entraînement intensif »<sup>147</sup>, ce qui est particulièrement le cas dans les sections sport-études. Cela justifie donc que l'on appelle à une grande prudence en ce domaine et à une bonne réglementation en la matière.

Étant donné que la capacité d'entraînement des enfants est difficile à définir<sup>148</sup>, l'on notera plusieurs symptômes auxquels nous devons être très attentifs, laissant présager un surentraînement. Il s'agit, notamment, de la léthargie, de la perte d'appétit, d'un sommeil troublé, de la dépression, d'une baisse d'estime de soi, d'irritabilité, de sautes d'humeur et d'autocritique, etc.<sup>149</sup>. Un tel surentraînement est évidemment très néfaste dans le sens où il entraîne des conséquences négatives multiples, telles qu'un retard de croissance, des maladies infectieuses, des tendinites, des fractures de fatigue, etc.<sup>150</sup>.

## **CHAPITRE 7 : DROIT DE SE MESURER À DES JEUNES QUI ONT LES MÊMES PROBABILITÉS DE SUCCÈS**

*« Quand un gars vous dit qu'il vient de gagner une course, il vaudrait mieux lui demander qui il a battu que le temps qu'il a réalisé. »  
(Bruno Marie Rose)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Il est important pour les jeunes sportifs de pouvoir concourir contre d'autres jeunes sportifs du même niveau. Dès lors, est-ce que l'instauration de catégories d'âge est adaptée ? Nous ne le pensons pas car, souvent, à l'adolescence, « les enfants d'une même tranche d'âge ne sont pas tous au même niveau de développement physique.

---

<sup>146</sup> J. VANDEN EYNDE, *op. cit.*, p. 15.

<sup>147</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 27.

<sup>148</sup> T. W. ROWLAND, *Physiologie de l'exercice chez l'enfant*, Coll. Sciences et pratiques du sport, 2d édition, Bruxelles, De Boeck, 2010, p. 215.

<sup>149</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 27.

<sup>150</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *Le Guide Sport et santé. Faire du sport sans se faire mal*, Issy-les-Moulineaux, Vidal, 2005, p. 112.

Les plus petits sont alors plus exposés aux accidents en essayant de se mesurer aux autres. »<sup>151</sup>. Cela ressort de la différence qui existe bel et bien entre l'âge chronologique et l'âge biologique (à propos de ces notions, voyez la section 2 du chapitre 1 de la troisième partie de notre étude).

Par ailleurs, « dans le sport, les expériences de victoire et de défaite sont des occasions très utiles à la construction de l'estime de soi et du respect de l'autre. Or, chacun saisira facilement le caractère peu éducatif des situations favorisant soit le sentiment d'impuissance liée à l'expérience répétée de perdre, soit le sentiment de toute puissance liée à l'expérience répétée de gagner »<sup>152</sup>.

Mentionnons toutefois que chez certains enfants, concourir contre plus fort que soi peut s'avérer bénéfique et renforcer la motivation. Il ne convient toutefois pas d'en faire une généralité, raison pour laquelle une approche individualisée nous semblerait appropriée.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Nous n'avons connaissance d'aucune base légale qui pourrait constituer le fondement du 'droit de se mesurer à des jeunes ayant les mêmes probabilités de succès'. Toutefois, comme cela implique notamment de ne pas participer à des compétitions pour adultes qui sont de niveau international, l'on pourrait raccrocher ce droit à la base légale que nous allons évoquer dans le chapitre suivant. Nous renvoyons donc, concernant ce raisonnement, à la section 2 du chapitre 8.

## SECTION 3 : CATÉGORIES D'ÂGE INSTAURÉES DANS LES COMPÉTITIONS

Au niveau international, l'on peut mentionner les Jeux olympiques de la jeunesse (voyez le chapitre suivant) qui se déroulent depuis 2010 et qui permettent aux jeunes de se mesurer entre eux, par groupes d'âge, selon les sports et les disciplines. Cela permet aux jeunes d'avoir des adversaires « à leur taille ». En effet, les jeunes concourent par catégories d'âge, ce qui n'est pas le cas dans les compétitions internationales pour adultes, telles que les Jeux olympiques. Cela permet aux jeunes d'être plus motivés car ils ont leur chance de gagner (ce qui n'est souvent pas le cas dans le cadre de compétitions pour adultes).

En outre, dans les compétitions belges, la concurrence diffère selon le sport : c'est ce qui ressort de notre sondage. Ainsi, lorsque peu de personnes pratiquent le sport en question, des sportifs de tous les âges entrent en concurrence. Nous pensons notamment au baseball. Par ailleurs, certains sports voient s'aligner des concurrents d'âges différents car l'organisation de la compétition dépend du classement de la personne et non de son âge.

---

<sup>151</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *op. cit.*, p. 113 ; cela ressort également du sondage que nous avons réalisé.

<sup>152</sup> L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 23.

En outre, il est fréquent que dans les sports collectifs (tels que le volley-ball, handball, etc.), certains enfants soient amenés à concourir contre des adversaires plus âgés car ils sont appelés en renfort pour compléter une équipe plus âgée.

Au niveau des chiffres, l'on peut constater que 49% des personnes interrogées estiment concourir contre des enfants du même âge, 20% estiment concourir contre des personnes plus âgées et 31% estiment que cela dépend des cas (en natation, par exemple, les championnats open voient s'aligner des personnes de tout âge, pour autant qu'ils aient les temps de qualification requis)<sup>153</sup>.

En outre, une personne pratiquant le football nous a fait part que même lorsque l'on croit jouer un match contre des adversaires du même âge, cela n'est pas toujours le cas car certains joueurs jouent sous une fausse carte d'identité !

#### SECTION 4 : EXCEPTION PRÉSENTE DANS LES COMPÉTITIONS INTERNATIONALES

A ce propos, voyez la section 4 du chapitre suivant.

#### SECTION 5 : COUR BELGE D'ARBITRAGE POUR LE SPORT, 13 AVRIL 2015

La décision prise par la C.B.A.S., le 13 avril 2015, nous paraît intéressante à examiner. En effet, elle nous permet de parler brièvement de la C.B.A.S. mais aussi d'aborder la problématique dédiée à notre chapitre, à savoir le droit de l'enfant de se mesurer à des jeunes qui ont les mêmes probabilités de succès.

Premièrement, si l'on regarde les statuts<sup>154</sup> de la C.B.A.S., l'on peut voir qu'elle est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif (article 1) et qu'elle « a pour objet de statuer en tant que collège arbitral conformément aux règles de la partie VI du Code judiciaire sur les litiges soumis en matière sportive et d'intervenir en tant qu'instance de médiation en matière sportive » (article 4). Ainsi, dans l'arrêt dont il est question en l'espèce, l'on peut voir que la C.B.A.S. intervient pour trancher le litige des parties « relatif à [une décision rendue] par le Conseil de Discipline du District de Hainaut »<sup>155</sup>, en vertu d'une convention d'arbitrage préalablement signée par les parties.

Deuxièmement, ce litige concernait deux entraîneurs qui avaient remplacé une nageuse d'un relais 2000-2001 par une nageuse de 2003 (plus jeune et moins rapide), suite à l'indisponibilité de dernière minute d'une des quatre nageuses du relais initial, en ne prévenant personne.

---

<sup>153</sup> Cf. figure 12 de l'annexe 7.

<sup>154</sup> Statuts de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport du 23 janvier 2012.

<sup>155</sup> C.B.A.S., 13 avril 2015, disponible sur <http://www.bas-cbas.be/uploads/1429528185sentence%20arbitral%20web.pdf>, p. 1.

Ces entraîneurs arguent avoir agi de la sorte en vue de « permettre au relais de concourir et donc de permettre aux nageuses de ‘s’épanouir’ lors d’une course ‘au lieu de les laisser au bord de la piscine’ »<sup>156</sup>. Le Conseil de Discipline du District du Hainaut les a toutefois sanctionnés lourdement pour ‘tricherie (usurpation d’identité)’ et pour avoir bafoué ‘l’éthique sportive’<sup>157</sup>. La décision arbitrale finalement prononcée par la C.B.A.S. nous semble alors appropriée en ce qu’elle considère qu’en effet, les entraîneurs ont adopté un comportement fautif, mais qu’ils ne doivent pas être sanctionnés aussi lourdement en raison de plusieurs facteurs, tels que l’absence d’antécédents disciplinaires, l’admission et la reconnaissance sincère des faits, etc.<sup>158</sup>.

Dans ce litige, il s’agit d’une nageuse qui n’a pas concouru contre des adversaires ayant les mêmes probabilités de succès, notamment en raison de son plus jeune âge, mais est-ce toutefois néfaste pour cette nageuse dans le sens où elle participe quand même à la course avec d’autres et se sent ainsi valorisée (car, sans elle, le relais n’aurait pu avoir lieu) ? Nous pouvons nous poser la question, quoique le relais ait toutefois été disqualifié en raison de la tricherie. Selon nous, permettre à l’enfant de concourir dans un tel cadre ne pouvait être que bénéfique pour elle, même s’il est évident que les règlements doivent être respectés et que les entraîneurs auraient dû avertir les personnes compétentes.

## **CHAPITRE 8 : DROIT DE PARTICIPER À DES COMPÉTITIONS ADAPTÉES**

*« La compétition sportive est une parabole qui illustre  
parfaitement la grande course de la vie. »  
(Claude Lelouch)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Il est nécessaire d’instaurer des formes de compétition qui soient adaptées aux enfants car sans cela, l’entraînement des enfants n’aurait pas de sens. Cependant, il ne faut pas en déduire que le mieux est de supprimer les compétitions pour les enfants. En effet, si tel était le cas, les enfants éprouveraient de la frustration ainsi que de la déception de s’être entraînés et de ne pas pouvoir montrer leurs capacités. Ce qui apparaît être le plus intéressant pour les enfants, ce sont les compétitions à caractère polyvalent qui mesurent les différentes habiletés de l’enfant<sup>159</sup>.

---

<sup>156</sup> C.B.A.S., 13 avril 2015, précité, p. 10.

<sup>157</sup> C.B.A.S., 13 avril 2015, précité, p. 3.

<sup>158</sup> C.B.A.S., 13 avril 2015, précité, p. 12.

<sup>159</sup> E. HAHN, *op. cit.*, p. 109.

L'on peut déterminer des catégories d'âge en fonction desquelles l'existence et la forme des compétitions diffèrent. Jusqu'à l'âge de 6 ans environ, l'enfant n'est pas en mesure de participer à des compétitions car sa capacité de concentration est très limitée. Ensuite, vers 7-8 ans, sa capacité de concentration augmente et l'on peut donc commencer à imaginer certaines formes de compétitions : jeux collectifs, relais (qui sont très bénéfiques pour l'épanouissement de l'enfant<sup>160</sup> car l'équipe dont il fait partie compte sur sa performance pour faire de bons résultats. Il se bat alors non seulement pour lui-même mais aussi pour son équipe !), etc. Entre 8 et 10 ans, les compétitions peuvent prendre place mais elles doivent avoir pour objectifs principaux de permettre à l'enfant de se comparer aux autres et de mieux se juger, alors que vers l'âge de 10-12 ans, les objectifs principaux des compétitions sont l'apprentissage et le progrès<sup>161</sup>.

Il est en tout cas certain qu' « à chaque catégorie d'âge, sont censées correspondre des compétitions adaptées aux capacités physiologiques et psychologiques des sportifs »<sup>162</sup>.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Même si cela n'a pas de valeur contraignante (car il s'agit seulement de donner « des directives pour les législations nationales ou la politique à suivre »<sup>163</sup>), l'on peut mentionner la Recommandation 1292 relative à la participation des jeunes au sport de haut niveau de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe de 1996. « Dans cette Recommandation, l'Assemblée Parlementaire se dit soucieuse des jeunes qui à un âge précoce font du sport à un haut niveau. [...] Comme recommandations concrètes, l'Assemblée préconise une plus grande différence entre les compétitions pour les adultes et celles pour les jeunes »<sup>164</sup>.

## SECTION 3 : ADAPTATIONS MISES EN PLACE POUR LES JEUNES

Depuis 1991, le Festival olympique de la jeunesse européenne a été mis en place. Ce dernier se décline en une édition d'été et en une édition d'hiver. Cela se déroule donc au niveau européen.

Plus notoire encore, et à l'initiative de Jacques Rogge également, nous avons, depuis 2010, le concept de Jeux olympiques de la jeunesse qui se déclinent également en éditions d'été et d'hiver. Ces Jeux olympiques de la jeunesse sont une adaptation des Jeux olympiques pour adultes.

---

<sup>160</sup> C.B.A.S., 13 avril 2015, précité, p. 10.

<sup>161</sup> E. HAHN, *op. cit.*, pp. 112 et 113.

<sup>162</sup> Cf. annexe 4.

<sup>163</sup> CLEARING HOUSE, *op. cit.*, p. 10.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 12.

En effet, tout comme ces derniers, il s'agit d'une compétition sportive mais qui intègre par ailleurs une dimension éducative et culturelle en prônant les valeurs de l'olympisme. Ce fut d'ailleurs le projet initial de Pierre de Coubertin<sup>165</sup>.

Pourquoi avoir développé un tel concept de Jeux olympiques de la jeunesse ? Il s'agit en réalité de « susciter l'intérêt des jeunes pour les valeurs olympiques [...] et de] placer les meilleurs d'entre eux, dès l'adolescence, dans la perspective des Jeux olympiques »<sup>166</sup>. Ainsi, « ce seront plus de 3 500 jeunes athlètes de talent, âgés de 14 à 18 ans (groupes d'âge 14/15, 15/16 ou 17/18, selon les sports et les disciplines), qui seront sélectionnés selon les règles de l'universalité, de la performance et de la représentation continentale »<sup>167</sup>. Cette initiative est à saluer vivement car elle permet aux jeunes de se mesurer à des jeunes qui ont les mêmes probabilités de succès (voyez, à ce propos, le chapitre précédent).

Ces Jeux olympiques de la jeunesse furent notamment « l'occasion d'introduire des formes de compétition tout à fait spécifiques [...] Par exemple, les équipes mixtes, remplacer le basketball classique par le 3 contre 3 sur un demi-terrain »<sup>168</sup>, etc.

Analysons maintenant plus avant les adaptations mises en place, en Belgique, dans les différents sports.

Selon l'article 5.1 des Règles du Jeu en rugby, « chaque mi-temps d'un match de moins de 19 ans dure 35 minutes de temps de jeu. Le match ne dure pas plus de 70 minutes. Après un total de 70 minutes de temps de jeu, l'arbitre ne doit pas autoriser de prolongation en cas de match nul dans le cadre d'une compétition par élimination directe »<sup>169</sup>. L'on voit donc bien une adaptation du temps de compétition lorsqu'elle se déroule entre jeunes. En effet, pour les matches se déroulant entre équipes de plus de 19 ans, la durée est de quatre-vingt minutes.

En basket-ball, le temps de jeu passe du simple au double entre 8 ans et 14 ans : l'on passe de 30 minutes de jeu à deux fois 30 minutes de jeu<sup>170</sup>. Ensuite, la durée du jeu reste identique pour les moins de 16 ans et augmente sensiblement pour les moins de 19 ans : deux fois 35 minutes<sup>171</sup>.

---

<sup>165</sup> E. BAYLE, « En 2010, les premiers jeux olympiques de la jeunesse. Entretien avec Thierry Zintz », *Rev. jur. et éco. du sport*, supplément 2 au no 85, Paris, Dalloz, 2007, pp. 1 et 2 ; cf. annexe 4.

<sup>166</sup> E. BAYLE, *op. cit.*, p. 2.

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Cf. annexe 4.

<sup>169</sup> <http://laws.worldrugby.org/?variation=1&law=5> (2 février 2016).

<sup>170</sup> Règlement Spécifique Jeunes U8-U10-U12, saison 2014-2015 ; Règlement Spécifique Jeunes U14, Challenge de Belgique, saison 2015-2016 ; Règlement Spécifique Jeunes U16, Championnat de Belgique, saison 2015-2016.

<sup>171</sup> Règlement Spécifique Jeunes U19, Championnat de Belgique, saison 2015-2016.

En natation, « la non-immobilité au départ n'implique pas la disqualification »<sup>172</sup> pour les nageurs de 8 à 11 ans, alors que dès 12 ans, l'enfant sera disqualifié s'il bouge sur le plot de départ. Par ailleurs, les nageurs de 8 et 9 ans ne peuvent pas nager certaines courses en compétition, telles que les longues distances et le papillon<sup>173</sup>.

En athlétisme, une nouvelle catégorie d'âge a été instaurée avec le rabaissement de l'âge minimum pour participer à des compétitions : il s'agit de la catégorie des kangourous. Pour ceux-ci, les épreuves sont limitées et, à tout le moins, adaptées<sup>174</sup>.

#### SECTION 4 : LE CAS DES JEUNES PARTICIPANT AUX COMPÉTITIONS INTERNATIONALES ADAPTÉES AUX ADULTES

« En 1996, le Conseil de l'Europe, à la suite du rapport Elo<sup>[175]</sup>, propose des recommandations propres au haut niveau : un « rythme de compétitions raisonnable », introduire « des âges minimaux de compétitions internationales (entre 16 et 18 ans) »<sup>176</sup>. Cela a été mis en place via les fédérations sportives internationales<sup>177</sup>. Ces dernières élaborent en effet les règlements qui sont d'application pour les compétitions sportives de haut niveau. Ces règlements constituent des 'règles du jeu' mais, parfois, on peut les considérer comme de véritables 'règles de droit'<sup>178</sup>.

Une réglementation sportive existe donc pour chaque discipline, au niveau international, mais elle n'est malheureusement pas toujours respectée. Ainsi, récemment, lors des championnats du monde de natation à Kazan, en août 2015, une jeune fille de dix ans a participé. Sa participation a fait polémique. Pour cause, la FINA avait fixé la limite d'âge à 15 ans pour la participation aux Jeux Olympiques et aux Championnats du Monde. Elle a donc elle-même violé son règlement en laissant participer cette enfant. Suite à cet événement malencontreux, plusieurs personnes (et notamment le Panathlon) ont fait entendre leur voix.

---

<sup>172</sup> Règlement de la natation d'après le manuel FINA 2013-2017 (mis à jour le 2 mai 2016), p. 41.

<sup>173</sup> Règlement de la natation d'après le manuel FINA 2013-2017 (mis à jour le 2 mai 2016), p. 41.

<sup>174</sup> C. DURANT, entretien écrit du 16 novembre 2015.

<sup>175</sup> Rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la participation des jeunes au sport de haut niveau du 18 janvier 1996, Doc. 7459.

<sup>176</sup> D. BODIN, L. ROBENE et S. HEAS, *op. cit.*, p. 207.

<sup>177</sup> Ainsi, l'article 42 de la Charte Olympique prévoit qu'« il ne peut y avoir pour les concurrents aux Jeux Olympiques aucune limite d'âge autre que celles stipulées dans les règles de compétition d'une FI telles qu'approuvées par la commission exécutive du CIO ».

<sup>178</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit, op. cit.*, p. 83.



Ainsi, Vic De Donder (Président de la Commission Culturelle et Scientifique du Panathlon International), s'est adressé au Président du Panathlon International en vue de lui demander s'il n'était pas possible d'« envisager de protester dans les médias mondiaux contre un tel comportement [... et de] demander à la FINA d'adapter les statuts du championnat mondial de sorte que l'âge minimum pour participation soit 16 ans comme dans les Jeux Olympiques »<sup>179</sup>.

En outre, pour échapper aux âges minimums fixés, certains ne manquent pas d'imagination. Ainsi, en gymnastique, la limite est fixée à 16 ans. Pour faire concourir de plus jeunes gymnastes, certains Chinois avaient alors une technique particulière, à savoir la falsification des passeports des gymnastes. Cela fut le cas, notamment, de la gymnaste Yang Yun qui n'avait que 14 ans lors de sa participation aux Jeux Olympiques de Sydney en 2000. Afin de contrer ce phénomène, le CIO « demande désormais à la Fédération Internationale de Gymnastique (la FIG) de procéder à un contrôle plus poussé de l'âge des athlètes et d'ouvrir une enquête si besoin est »<sup>180</sup>.

## **CHAPITRE 9 : DROIT DE PRATIQUER SON SPORT EN TOUTE SÉCURITÉ**

*« Que les sportifs arrêtent le doping... On aura l'air malin  
devant nos téléviseurs en attendant qu'ils battent les records. »  
(Coluche)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

« Il s'agit d'adapter les infrastructures, les surfaces voire la durée, aux réalités physiques et psychiques de l'enfant »<sup>181</sup>. En effet, selon Jean-Pierre Legrand, dans le domaine du sport-détente, « l'organisateur ou l'exploitant d'une activité est tenu à une obligation de sécurité à l'égard [...] des participants à l'activité de détente : à ce titre, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que survienne un accident. On conçoit dès lors aisément que l'obligation de sécurité débouche sur des devoirs nombreux et variés, que ce soit au niveau du bon aménagement des lieux, de la qualité et de l'adéquation du matériel avec l'activité proposée, de la pertinence et du suivi des consignes de sécurité, ou encore de la vérification des aptitudes des participants en cas d'activités plus risquées »<sup>182</sup>.

---

<sup>179</sup> Y. VANDEN AUWEELE, entretien écrit du 19 novembre 2015.

<sup>180</sup> R. COPPENS *et al.*, *L'important, c'est de gagner ! 30 incroyables arnaques du sport*, Coll. Actualité, Waterloo, Renaissance du Livre, 2010, p. 101.

<sup>181</sup> L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 23.

<sup>182</sup> J.-P. LEGRAND, « L'obligation de sécurité dans les activités de loisir », note sous Mons (22<sup>e</sup> ch.), 26 juin 2012, *For. ass.*, n°127, 2012, p. 160.

Cette obligation de sécurité est généralement considérée comme une obligation de moyen, quoique cela dépende en grande partie du rôle de la victime et de la nature de l'activité<sup>183</sup>. Ainsi, lorsque la victime est un enfant, l'obligation se rapprochera plus aisément de l'obligation de résultat dans la mesure où l'enfant n'a bien souvent qu'un rôle passif.

Ce droit peut être facilement appréhendé en raison des nombreuses formes de violence perpétrées à l'encontre d'enfants, notamment les abus sexuels<sup>184</sup> et le harcèlement perpétré par les parents, proches, entraîneurs, médias, etc. Une violence verbale est également à proscrire car nombreux sont les entraîneurs qui « se servent d'insultes et d'autres formes d'humiliation afin de provoquer la colère chez les athlètes »<sup>185</sup>, ce qui est un grand simulateur, selon eux. Ces déviances violent assurément le droit de l'enfant à la sécurité dans le cadre de sa pratique sportive.

Cependant, la sécurité recouvre également le droit de l'enfant à ne pas se blesser en faisant de mauvais mouvements, en s'entraînant de manière trop intensive, etc. Nous ne nous pencherons pas plus avant sur les différents types de lésions que peuvent subir les enfants dans le cadre de la pratique de chaque sport en particulier mais nous renvoyons le lecteur, à ce propos, à un ouvrage de J. Gaubert et J. Bortolaso<sup>186</sup>. Quoiqu'il en soit, un bon échauffement, de bons étirements et une bonne récupération sont les règles de base pour que la pratique d'un sport se réalise en toute sécurité<sup>187</sup>, à tout le moins en ce qui concerne l'entraînement en lui-même.

Nous n'aborderons pas non plus la problématique des troubles alimentaires survenant chez l'enfant qui pratique certains sports en particulier, tels que la gymnastique, la danse, etc. Il est toutefois pertinent de le mentionner étant donné que cela affecte particulièrement la santé de l'enfant qui est, nous le verrons ci-dessous, fortement liée à la sécurité à laquelle l'enfant a droit.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Les articles 19, 24, 33 et 34 de la CIDE visent assurément ce droit à la sécurité dont bénéficie l'enfant. L'article 19 vise à protéger l'enfant contre toute forme de maltraitance, d'abus, de violence et de négligence lorsqu'il est sous la garde d'une personne à qui il est confié. L'article 24 concerne le droit de l'enfant de jouir de l'état de santé qui soit le meilleur possible.

---

<sup>183</sup> J.-P. LEGRAND, *op. cit.*, p. 160.

<sup>184</sup> À ce propos, l'on peut voir le scandale footballistique survenu au milieu des années nonante en raison d'abus sexuels perpétrés à l'encontre d'enfants, au sein de clubs de football, comme l'énonce P. DAVID, « Enfants, sports et droits », *op. cit.*, pp. 26 et 27.

<sup>185</sup> P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 39 ; cf. J. RYAN, *op. cit.*, p. 21.

<sup>186</sup> J. GAUBERT et J. BORTOLASO, *Traumatologie sportive et ludique de l'enfant*, Coll. de Monographies de Médecine du Sport, Paris, Masson, 1990.

<sup>187</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *op. cit.*, p. 111.

En ce sens, cet article enjoint aux États de prendre « toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants » (article 24.3 de la CIDE). En outre, l'article 33 vise à protéger l'enfant « contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ». Enfin, l'article 34 confère le droit à l'enfant d'être protégé contre toute exploitation sexuelle.

L'on peut également mentionner les articles 2, 3 et 4 du décret du 8 décembre 2006<sup>188</sup> qui visent expressément ce droit à la sécurité pour tout sportif, qu'il soit mineur ou majeur.

Au niveau européen, nous pouvons évoquer la Charte européenne du sport (qui n'a, rappelons-le, aucune valeur contraignante) qui vise dans de nombreux articles le droit à la sécurité au travers, notamment, du droit à des installations sportives adaptées : il s'agit des articles 1, 4, 6, 7 et 8.

Enfin, l'article 8 de la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, même s'il n'a aucune valeur juridique contraignante, prévoit que « la qualité de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport exige des espaces, des équipements et des matériels appropriés et sans risque »<sup>189</sup>. Cette Charte poursuit ensuite avec son article 9, en vertu duquel « la sécurité et la gestion des risques sont des éléments nécessaires d'une offre de qualité »<sup>190</sup>.

### SECTION 3 : RESPECT DE LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

Ce respect de la sécurité physique de l'enfant peut se voir consacré dans le respect de la santé de l'enfant, notamment. Or, l'on peut voir qu'à ce niveau, elle n'est pas toujours prise en considération comme un élément primordial à respecter. En effet, il n'est pas rare de voir, en Belgique, des entraîneurs qui ne considèrent pas que des blessures soient de vrais problèmes<sup>191</sup> et qui poussent alors les enfants à continuer à s'entraîner. Existente également des « enfants-gymnastes manipulés par leur médecin pour ne pas grandir trop vite ou inversement pour connaître un développement musculaire extraordinaire »<sup>192</sup>, ce qui est assurément très nocif pour leur santé.

---

<sup>188</sup> Décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, *M.B.*, 20 février 2007 (mis à jour le 7 août 2014).

<sup>189</sup> Article 8 de la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, adoptée par l'UNESCO le 21 novembre 1978.

<sup>190</sup> Article 9 de la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, adoptée par l'UNESCO le 21 novembre 1978.

<sup>191</sup> CLEARING HOUSE, *op. cit.*, p. 34.

<sup>192</sup> J. ZERMATTEN, *op. cit.*, p. 2.

Or, comme le dit pertinemment le professeur A. Delmas, « le prestige que rapporte une médaille à une équipe, un club, à une nation, ne mérite pas que soient mis en jeu la santé et l'avenir de nombreux enfants »<sup>193</sup>.

À propos de sécurité physique, la fédération américaine de football (US soccer) a décidé d'interdire aux enfants de moins de 10 ans de faire des têtes à l'entraînement et lors de matches en vue de réduire les risques de commotions cérébrales, tandis qu'elle limite les jeux de tête dans la catégorie des joueurs de 11-13 ans<sup>194</sup>. En effet, il appert de récentes études qu'une exposition cumulée dans les sports de contact peut mener à certaines conséquences neurophysiologiques pathologiques<sup>195</sup>. Cette décision survient suite à un article publié le 15 octobre 2015 qui doit toutefois être nuancé.

En effet, l'expérience menant à cette décision tendait à mesurer les chocs survenus sur la tête de joueuses d'âges différents (collégiennes *versus* étudiantes). Or, un choc était défini dès qu'une pression de 10g était exercée, ce qui est assez peu. Par ailleurs, le test n'est pas capable de différencier l'origine des chocs (chutes, chocs avec un adversaire, chocs avec la balle, etc.). Prendre une telle décision d'interdiction n'est donc pas forcément approprié car ce n'est pas uniquement le jeu de tête qui est en cause<sup>196</sup>. Les auteurs énoncent d'ailleurs que de futures études devront examiner l'importance du niveau de jeu, du port d'un équipement protecteur, de la rigidité de la balle, etc.<sup>197</sup>.

Les éducateurs doivent également « veiller à la sécurité des joueurs », ce qui est ancré dans la Charte de la rugby attitude.

Mentionnons également la nouvelle exigence d'infrastructures sportives équipées d'un défibrillateur externe automatique et de formations visant à l'usage de ce DEA<sup>198</sup>. Cela résulte du décret du 25 octobre 2012<sup>199</sup>, en ses articles 2 et 3.

---

<sup>193</sup> Bulletin de l'Académie nationale de médecine, 1983, cité par J. PERSONNE, « De l'activité physique au surmenage », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, p. 29.

<sup>194</sup> B. STRAUSS, « U.S. Soccer, Resolving Lawsuit, Will Limit Headers for Youth Players », *Sport Foot Magazine*, 18 novembre 2015, n°47, p. 62.

<sup>195</sup> E. MCCUEN *et al.*, « Collegiate women's soccer players suffer greater cumulative head impacts than their high school counterparts », *Journal of Biomechanics*, Elsevier, 2015, p. 3722.

<sup>196</sup> M. FRANCAUX, entretien écrit du 21 novembre 2015.

<sup>197</sup> E. MCCUEN *et al.*, *op. cit.*, p. 3722.

<sup>198</sup> Cf. annexe 5.

<sup>199</sup> Décret de la Communauté française du 25 octobre 2012 relatif à la présence de défibrillateurs externes automatiques de catégorie 1 dans les infrastructures sportives, *M.B.*, 5 décembre 2012.

En outre, cette exigence est reprise dans de nombreux règlements, et notamment dans le Règlement d'ordre intérieur de la FfG<sup>200</sup>, quoique ce dernier n'ait qu'une valeur de contrat et non d'instrument juridique contraignant pour les tiers.

Plus généralement, « la sécurité peut et doit être considérée comme une valeur commune qui doit être respectée dans toutes les activités humaines, sociales »<sup>201</sup>. Par conséquent, « les organisateurs d'une activité sportive qui, consciemment et délibérément, ou par négligence, ne prennent pas les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des sportifs et des spectateurs, commettent une faute grave qui doit être condamnée moralement et pénalement »<sup>202</sup>.

#### SECTION 4 : LES JEUNES ET LE DOPAGE

Nous ne pouvons raisonnablement pas aborder une problématique sportive sans nous arrêter quelque peu sur le dopage.

Etant entendu que le décret du 19 mars 2015<sup>203</sup> ne définit pas le dopage (ce qui est pour le moins étonnant car il est justement relatif à la lutte contre le dopage), on se référera au décret du 8 mars 2001<sup>204</sup> pour le définir. Ainsi, selon l'article 1 de ce dernier, le dopage est considéré comme « l'usage de substances ou application de méthodes susceptibles d'améliorer artificiellement les performances des sportifs, qu'elles soient ou non potentiellement dangereuses pour leur santé, ou usage de substances ou application de méthodes figurant sur la liste arrêtée par le Gouvernement en vertu de l'article 10 ».

L'on pourrait croire que le dopage ne concerne que les athlètes de haut niveau mais c'est faux. Aux États-Unis, principalement, les stéroïdes « posent un véritable problème de santé publique.

---

<sup>200</sup> Règlement d'ordre intérieur de la Fédération francophone de Gymnastique et de Fitness, adopté en séance du 13 juin 2015.

<sup>201</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 31.

<sup>202</sup> *Ibid.*; cf. Mons (22<sup>e</sup> ch.), 26 juin 2012, *For. ass.*, 2012, n°127, p. 158, à propos de l'obligation de sécurité mise à charge de l'exploitant d'une activité de détente ou de loisir (qui peut donc être une activité sportive) et le comportement normalement prudent et diligent qu'on attend de lui.

<sup>203</sup> Décret de la Communauté française du 19 mars 2015 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, *M.B.*, 30 avril 2015.

<sup>204</sup> Décret de la Communauté française du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, *M.B.*, 27 mars 2001.

Via Internet, on peut en effet se les procurer très facilement ; la tentation est donc grande de recourir à ces drogues, soit pour soigner un problème lié à l'apparence physique – on se trouve trop maigre –, soit pour pallier un manque de confiance en soi »<sup>205</sup>. Ce phénomène est un peu moins répandu en Europe mais il existe toutefois bel et bien.

Par ailleurs, « le dopage d'enfants n'a lieu, ne peut avoir lieu, que dans le domaine de l'intensif précoce, lui-même situé dans le cadre de la recherche effrénée des résultats, au mépris... de tout le reste »<sup>206</sup>, selon Jacques Personne. Cette affirmation doit toutefois, selon nous, être nuancée. En effet, il n'est pas rare d'être confronté à des jeunes qui usent de substances dopantes interdites pour améliorer leurs résultats, quel que soit leur niveau<sup>207</sup>. Certaines personnes que nous avons interrogées nous ont d'ailleurs confié connaître des enfants qui se dopent, quel que soit leur niveau<sup>208</sup>. Cela peut être dû au fait que le club même demande aux enfants de prendre des substances en prétendant que ce sont des vitamines, cela peut aussi consister en la prise de cocaïne (principalement dans le milieu de la danse) ou de cannabis, etc.

Le dopage est nocif car il mène à une « kyrielle d'effets secondaires, parfois bénins, parfois gravissimes [tels que] le cancer, le diabète ou toutes les infections qui profitent de l'immunité faible du sujet pour prendre leurs quartiers dans l'organisme »<sup>209</sup>, les dépressions graves en fin de carrière, les problèmes de toxicomanie, les suicides, les risques de malformations sur la descendance, etc.

L'interdiction du dopage est reprise à de multiples reprises dans de nombreux instruments<sup>210</sup>, juridiques et non juridiques, et est certainement la problématique la plus connue en matière de sport chez les jeunes et moins jeunes (voyez les cas de Charline Van Snick, de Maria Sharapova,...). Le dopage est à proscrire absolument car, en plus d'être dangereux pour la santé, il contrevient au fair-play qui est une valeur fondamentale du sport de compétition. En effet, « vouloir sincèrement que l'adversaire puisse combattre avec des armes égales »<sup>211</sup> relève du fair-play.

---

<sup>205</sup> G. GOETGHEBUER, *Dopage. Le livre qui fait le point sur les mythes, les mensonges et sur ce scandale permanent*, Paris, La Boîte à Pandore, 2014, p. 77.

<sup>206</sup> J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, op. cit., p. 84.

<sup>207</sup> Cf. P. DAVID, *Human Rights in Youth Sport*, op. cit., p. 11.

<sup>208</sup> Cf. figure 9 de l'annexe 7 : environ 7% des personnes interrogées estiment avoir été confrontées directement au dopage lorsqu'elles étaient jeunes.

<sup>209</sup> G. GOETGHEBUER, op. cit., p. 72.

<sup>210</sup> Cf. article 1 du chapitre consacré à la lutte contre le dopage dans le Règlement d'ordre intérieur de la Fédération francophone de Gymnastique et de Fitness, adopté en séance du 13 juin 2015.

<sup>211</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit*, op. cit., p. 55.

Cependant, « à ce jour, la CIDD, dans sa sphère de compétence, n'a pas eu à juger de cas de sportifs mineurs contrôlés positifs, si ce n'est un cas de refus de se soumettre au contrôle »<sup>212</sup>. Nous pouvons toutefois communiquer les chiffres que nous a transmis Julien Magotteaux à propos du dopage chez les jeunes : en 2015, aucun mineur n'a été contrôlé positif, tandis que deux cas positifs ont été relevés en 2014, de même qu'en 2013<sup>213</sup>.

En France, une loi du 28 juin 1989 prend bien conscience de la vulnérabilité des jeunes et prévoit que les sanctions pénales « pour ceux qui auraient administré, appliqué, incité à utiliser ou facilité l'usage ou l'utilisation de produits ou procédés dopants »<sup>214</sup> seront doublées lorsque la victime du dopage est un enfant mineur. En effet, il est souvent tentant « pour les entraîneurs, en qui les jeunes athlètes ont toute confiance, d'abuser de leur bonne foi en les poussant à prendre des substances dopantes interdites – très certainement néfastes pour la santé de l'enfant – en prétendant qu'il s'agit de simples vitamines »<sup>215</sup>, raison pour laquelle les jeunes athlètes doivent absolument être particulièrement protégés. Il ne faut cependant pas exclure les cas où de jeunes athlètes décident en connaissance de cause de prendre des substances dopantes interdites. Dans de tels cas, il convient de prononcer une sanction appropriée qui leur ferait prendre conscience de tous les effets néfastes que cela représente pour eux.

## SECTION 5 : LA PROBLÉMATIQUE DES ABUS SEXUELS DANS LE MILIEU SPORTIF

Il nous paraît nécessaire d'aborder ce point car un jugement récent a été rendu en la matière (pour plus de détails à propos de ce jugement, l'on peut se référer à la section 2 du chapitre 2 de la première partie). Cette problématique est récurrente dans le monde du sport et plus encore chez les enfants<sup>216</sup>. En effet, les abuseurs potentiels se retrouvent facilement en contact avec des « jeunes athlètes obéissants qui peuvent avoir de la difficulté à dire « non » à des avances non sollicitées »<sup>217</sup>.

---

<sup>212</sup> L. DE WITTE, entretien écrit du 2 février 2016.

<sup>213</sup> J. MAGOTTEAUX, entretien écrit du 19 avril 2016.

<sup>214</sup> J.-C. BREILLAT, « Questions des lecteurs », *Rev. jur. et éco. du sport*, 1997, issue 45, p. 55.

<sup>215</sup> P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 40.

<sup>216</sup> Ainsi le Rapport fait au nom de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église, *Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2010-2011, n°53-0520/002, en page 177, énonce que « les abus sexuels ne sont pas une exception dans le sport ». On a tendance à croire que le sport n'est point touché par cette problématique en raison des valeurs positives auxquelles le sport est souvent associé. Cependant, il convient de ne point se voiler la face et de prendre conscience de ces problèmes en vue de protéger au mieux les jeunes sportifs qui y seraient confrontés.

<sup>217</sup> R. WAY *et. al.*, « Au Canada, le sport c'est pour la vie ». *Guide du parent de l'athlète*, disponible sur [http://www.skidefondquebec.ca/publications/w\\_doc\\_guide\\_du\\_parent\\_de\\_athlete.pdf](http://www.skidefondquebec.ca/publications/w_doc_guide_du_parent_de_athlete.pdf) (4 mai 2016), p. 20.

Ainsi, lorsque de tels abus sont perpétrés par l'entraîneur de l'enfant, il est fréquent que cela soit lié à la confiance que lui accorde l'enfant ainsi qu'à l'autorité qu'il a envers lui<sup>218</sup>. Selon Karine Lalieux, « tous les domaines où il existe un rapport d'autorité sont [d'ailleurs] touchés par la problématique des abus sexuels »<sup>219</sup>.

Il est important de prendre conscience que ce phénomène se déroule non seulement dans le sport de haut niveau mais aussi dans le « sport de masse »<sup>220</sup>. En vue d'essayer d'éradiquer ce problème, « les conclusions [du Colloque du COIB] ont invité toutes les fédérations à souscrire à la charte élaborée par Child Focus et à rejoindre aussi l'initiative Panathlon, plate-forme de référence en matière d'éthique sportive »<sup>221</sup>.

## SECTION 6 : LA THÉORIE DE L'ACCEPTATION DES RISQUES

La théorie de l'acceptation des risques implique que « la victime d'un dommage doit le supporter en tout ou partie dès lors qu'elle s'est volontairement exposée au danger »<sup>222</sup>. Cette théorie « trouve, dans le droit du sport, un champ d'application privilégié »<sup>223</sup> et notamment dans des sports où les risques sont plus importants, tels que les sports de combat ou encore les sports de contacts. En effet, dans le domaine sportif, un acte qui constituerait une faute en droit commun sera bien souvent considéré comme « un incident faisant partie des risques normaux inhérents à la pratique du sport »<sup>224</sup>, étant entendu que seuls sont visés les risques connus et non les risques non-prévisibles<sup>225</sup>.

Si la jurisprudence est incertaine quant à la portée de cette théorie, l'on peut également s'interroger sur son application aux enfants. En effet, l'auteur d'un dommage subi par un enfant sportif dans le cadre normal de ce sport peut-il opposer au mineur cette théorie ? Cette question mérite d'être soulevée étant donné que l'enfant n'a pas la capacité juridique mais est représenté par ses parents. Est-ce que cela signifierait que les parents pourraient accepter les risques connus encourus par leurs enfants à la place de leurs enfants eux-mêmes ?

---

<sup>218</sup> I. TRUSCAN, *op. cit.*, p. 306; cf. P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 39 ; cf. Rapport fait au nom de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église, *Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2010-2011, n°53-0520/002, en page 179.

<sup>219</sup> Karine Lalieux, citée par D. MALEMPRE, *Combattre les abus sexuels dans le sport*, 2011, disponible sur [http://www.lavenir.net/cnt/dmf20111203\\_00088106](http://www.lavenir.net/cnt/dmf20111203_00088106) (13 avril 2016) ; cf. Rapport fait au nom de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église, *Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2010-2011, n°53-0520/002 qui traite des abus sexuels dans les différentes relations d'autorité pouvant exister.

<sup>220</sup> P. DAVID, *Human Rights in Youth Sport*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>221</sup> D. MALEMPRE, *op. cit.*

<sup>222</sup> L. DERWA, *op. cit.*, p. 283.

<sup>223</sup> A. FRY, « La responsabilité en droit du sport », *Droit de la responsabilité - Domaines choisis*, sous la direction de F. GLANSDORFF et P. HENRY, Coll. CUP, Liège, Anthémis, 2010, p. 116.

<sup>224</sup> E. MONTERO et R. MARCHETTI, *op. cit.*, p. 10.

<sup>225</sup> A. FRY, *op. cit.*, p. 116.



Nous le pensons, moyennant un certain tempérament. En effet, selon nous, les parents devraient pouvoir être tenus responsables dans le cas où leurs enfants subissent des dommages liés à la pratique normale de leur sport alors qu'ils n'étaient pas à même de pratiquer ce sport, à une telle intensité, etc. Les parents doivent, selon nous, se comporter en bons pères de famille et évaluer la capacité de leurs enfants à pratiquer leur sport en vue de réduire au mieux les risques que ces derniers pourraient encourir.

Par ailleurs, mentionnons que la théorie de l'acceptation des risques est considérée, en Belgique, comme une cause exonératoire de responsabilité, à la différence du consentement de la victime, même si les deux notions ne sont pas très éloignées<sup>226</sup>.

Il y a toutefois des conditions d'application liées à cette théorie : elle ne concerne que « les risques prévisibles, c'est-à-dire les risques inhérents à la pratique normale du sport »<sup>227</sup>, le responsable du dommage ne doit pas violer les règles du jeu en adoptant le comportement causant le dommage, la théorie de l'acceptation des risques peut être soulevée si la victime a commis une imprudence que n'aurait pas commise un bon père de famille<sup>228</sup>.

## **CHAPITRE 10 : DROIT D'AVOIR DES TEMPS DE REPOS**

*« Fais ton sport comme un athlète. Dors comme un bébé. Mange  
comme une nutritionniste et gagne comme un champion. »*

(X)

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Tout enfant, comme tout adulte d'ailleurs, a besoin de repos pour pouvoir s'entraîner correctement et pour pouvoir réaliser de bonnes performances. Ainsi, « l'entraînement physique dont les charges sont maximales (solicitation du système anaérobie<sup>[229]</sup> et dette d'oxygène), doit être entrecoupé de pauses de récupération suffisamment longues »<sup>230</sup>. Le repos est essentiel car si l'enfant arrive à alterner correctement l'effort et le repos, il sera en mesure de supporter des charges d'entraînement plus élevées.

---

<sup>226</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit*, op. cit., p. 248.

<sup>227</sup> A. FRY, op. cit., p. 116.

<sup>228</sup> *Ibid.*, pp. 116 à 119.

<sup>229</sup> Système qui produit de l'acide lactique. À propos de cette notion, voyez la section 3 du chapitre 6 de notre deuxième partie.

<sup>230</sup> E. HAHN, op. cit., p. 114.

Au contraire, « les entraînements trop fréquents, trop intenses, trop longs ou qui ne comprennent pas suffisamment de périodes de repos peuvent entraîner une fatigue physique et mentale chez les athlètes de tous les âges »<sup>231</sup>.

Mentionnons également que c'est à l'adulte d'inviter l'enfant à se reposer car un jeune, par nature, ne se dira jamais fatigué et voudra, la plupart du temps, s'entraîner davantage sans ressentir forcément le besoin du repos<sup>232</sup>.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Si l'on se penche sur la CIDE, l'on peut prendre connaissance de son article 31 qui, outre le fait de consacrer un droit au jeu et aux loisirs (comme mentionné ci-dessus), vise également expressément un droit de l'enfant au repos.

La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, en son article 24, prévoit également que « toute personne a droit au repos et aux loisirs ». Ce texte vise en réalité le sport de manière indirecte.

## SECTION 3 : ESSAI DE QUANTIFICATION DU TEMPS DE REPOS NÉCESSAIRE PAR RAPPORT À L'EFFORT FOURNI

Selon L. Bizzini (psychologue) et P. B. Mahler (médecin spécialisé en médecine du sport), « un enfant jusqu'à 12 ans ne devrait pas pratiquer plus de 10-12 heures par semaine de sport organisé »<sup>233</sup>. Selon Philippe Godin, jusqu'à 10 ans, on ne devrait pas amener l'enfant à pratiquer plus de 5 heures de sport institutionnalisé par semaine<sup>234</sup>. Selon d'autres auteurs encore, « le critère retenu [pour déterminer un surentraînement] généralement [...] est la pratique supérieure à 6 heures par semaine en plus du sport scolaire pour l'enfant de 12 ans et supérieure à 8 heures pour le jeune de 14 ans »<sup>235</sup>.

Dans la pratique, nous avons remarqué que sur la totalité des personnes interrogées, seulement 25% d'entre elles avaient commencé à pratiquer leur sport de compétition avant l'âge de 12 ans<sup>236</sup>. De plus, pour ces 25% interrogés, le nombre d'entraînements par semaine variait.

---

<sup>231</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 27.

<sup>232</sup> L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 23.

<sup>233</sup> L. BIZZINI et P. MAHLER, *op. cit.*, p. 11.

<sup>234</sup> Cf. annexe 1.

<sup>235</sup> D. BODIN, L. ROBENE et S. HEAS, *op. cit.*, p. 204 ; cf. J. RYAN, *op. cit.*, p. 39 qui énonce que la plupart des gymnastes d'élite s'entraînent entre 30 et 45 heures par semaine!

<sup>236</sup> Cf. figure 3 de l'annexe 7.

Ainsi, dans des sports comme la natation ou la gymnastique, le nombre d'heures passées à l'entraînement avoisinait les 8 heures (auxquelles il faut ajouter le sport scolaire), tandis que dans d'autres sports comme le football ou le judo, la charge d'entraînement par semaine était nettement inférieure. Est-ce à dire que certains sports empêchent plus l'enfant de se reposer que d'autres ? Ou bien cela est-il lié à l'intensité du sport en compétition ?

Pour notre part, nous pensons que chaque enfant est différent et que le repos qui lui est nécessaire ne dépend donc point de son âge mais d'autres éléments à prendre en compte. Ainsi serait-il, selon nous, plus pertinent de pointer certains symptômes que les parents devraient reconnaître et qui leur indiqueraient que leur enfant est surchargé et a besoin de repos. Cela relèverait donc d'une approche individualisée à l'enfant, ce qui nous semble plus souhaitable.

Philippe Godin parle de « symptômes classiques sur le plan physique, psychologique, psychique, comportemental, social, affectif, relationnel, scolaire. [Il en va ainsi] si l'enfant commence à être plus irritable, dort moins ou moins bien, se dispute plus souvent avec ses frères et sœurs, a de moins bons résultats à l'école, est plus puni à l'école, a des notes dans son journal de classe, est grincheux, a un visage moins calme, serein et épanoui,... »<sup>237</sup>.

Par ailleurs, le temps de repos nécessaire dépend également du nombre d'entraînements, du niveau de l'entraînement, etc. Mais seuls des spécialistes peuvent évaluer tout cela.

Selon Thierry Zintz, il y a deux éléments auxquels nous devons être attentifs pour déterminer si un enfant ne s'entraîne pas trop : « le respect de l'enfant dans sa croissance et dans son évolution et le désir de l'enfant »<sup>238</sup>. Si les deux critères sont respectés, il n'est pas question d'un surentraînement dans le chef de l'enfant.

## **CHAPITRE 11 : DROIT D'ÊTRE OU DE NE PAS ÊTRE UN CHAMPION**

*« L'important dans ces olympiades, c'est  
moins d'y gagner que d'y prendre part »  
(Ethelbert Talbot)*

### **SECTION 1 : DÉFINITION**

Il est essentiel pour les enfants de s'amuser dans leur pratique du sport. Ainsi, ils essaieront de gagner contre leurs adversaires lors de compétitions mais le fait de ne pas être vainqueur ne doit nullement affecter leur amour du sport.

---

<sup>237</sup> Cf. annexe 1.

<sup>238</sup> Cf. annexe 4.

L'important c'est bien de participer, de donner le meilleur de soi, mais sans se rendre malade en cas de défaite. Les enfants devraient d'ailleurs « faire du sport par plaisir et ne voir la victoire ou la défaite que comme une conséquence secondaire de la participation »<sup>239</sup>. Or, lorsqu'un enfant pratique un sport à du haut niveau, il vise exclusivement des performances de haut niveau, « que seul un tout petit nombre peut espérer atteindre, et [cela] comporte des risques supplémentaires »<sup>240</sup>, tels que des risques physiques et physiologiques, psychologiques, et scolaires (l'enfant suivra en effet plus difficilement une scolarité normale). Il convient donc de reconsidérer les bienfaits d'un sport pratiqué à du haut niveau par de jeunes enfants.

## SECTION 2 : BASES LÉGALES

Les Directives des *European Non Governmental Sport Organisations* ont été modifiées et approuvées lors de l'Assemblée Générale d'avril 1998. La recommandation 3b en fait partie et elle est intéressante, même si elle n'est pas contraignante, en ce qu'elle a pour objectif d'atténuer la pression que l'on met sur les jeunes dans le cadre de leur pratique sportive.

Selon Pierre Delahaye, on peut également citer l'article 31 de la CIDE comme base légale au droit d'être ou de ne pas être un champion. En effet, « l'essentiel réside dans la pratique d'une activité physique et/ou sportive, quel que soit le niveau atteint par le jeune. L'important, c'est de bouger en s'épanouissant »<sup>241</sup>.

## SECTION 3 : HYPOCRISIE DE L'ENTOURAGE DU JEUNE SPORTIF

Beaucoup de parents et d'entraîneurs d'enfants sportifs prétendent vouloir le meilleur de l'enfant. Ils disent ainsi être comblés si l'enfant s'amuse. Cependant, ne sont pas rares les cas dans lesquels l'entourage du jeune sportif ne désire en fait que la victoire de ce dernier<sup>242</sup>. Cela peut alors mener à des conséquences désastreuses. En effet, « la compétition sportive devient trop stressante lorsque les circonstances amènent l'enfant à croire que l'estime qu'on lui porte varie selon la qualité de sa prestation »<sup>243</sup>.

---

<sup>239</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 135.

<sup>240</sup> D. BODIN, L. ROBENE et S. HEAS, *op. cit.*, p. 120.

<sup>241</sup> P. DELAHAYE, entretien écrit du 13 novembre 2015.

<sup>242</sup> À titre d'illustration, cf. J. RYAN, *op. cit.*, p. 144.

<sup>243</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 37.

L'enfant ressent stress et anxiété « liés à la peur de perdre et de décevoir les autres »<sup>244</sup> et cela résulte principalement d'une « importance excessive accordée à la compétition et à la victoire »<sup>245</sup>. Il en résulte alors, dans certains cas, un abandon du sport par l'enfant concerné en raison d'une usure physique et psychologique, lorsque ses parents l'ont trop conditionné à devenir champion<sup>246</sup>. La trop grande importance accordée à la victoire sape en effet « la motivation intrinsèque ou le goût [de l']enfant pour une activité. Il n'a [alors] plus aucune raison intrinsèque de continuer à faire du sport »<sup>247</sup>. Or, la motivation intrinsèque est essentielle pour que l'enfant puisse acquérir, entre autres, des compétences motrices ou sociales<sup>248</sup>.

Au contraire, des encouragements mesurés et un petit stress ne sont pas néfastes du tout mais « permettent à l'enfant d'apprendre à utiliser son angoisse à son avantage au lieu d'en subir les conséquences »<sup>249</sup>. Le tout réside donc dans un subtil dosage !

### **CONCLUSION : QUE PENSER FINALEMENT DE CETTE CHARTE ?**

Pour conclure, il apparaît de nos recherches que cette Charte est particulièrement bien considérée par de nombreux acteurs sportifs. En effet, même si elle n'a pas de valeur contraignante, elle permet de poser certaines bases concernant les droits de l'enfant dans le sport. Pour beaucoup, elle constitue une base non négligeable à de futures actions législatives qui auraient alors valeur contraignante.

Nous prôtons donc l'adoption, en Belgique, d'un Code du sport. Selon nous, un chapitre de ce Code devrait être spécialement consacré aux enfants et c'est dans ce dernier que l'on reprendrait la Charte du Panathlon International, tout en la complétant. En effet, certains points pourraient être modifiés, voire complétés, pour que la protection des enfants dans le cadre de leur pratique sportive soit la plus optimale possible. Ainsi, Pierre Delahaye nous a fait remarquer qu'un point concernant « l'accès au sport quels que soient les niveaux socio-économique, socioculturel,... » serait le bienvenu en vue de compléter le 'droit de faire du sport'.

---

<sup>244</sup> R. H. COX, *op. cit.*, p. 98.

<sup>245</sup> *Ibid.*; cf. P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 39. Notons que cette importance excessive accordée à la victoire peut avoir différentes causes dont, notamment, une cause financière. Ainsi, « des parents qui s'endettent pour payer l'entraînement sportif de leur enfant ne sont pas une exception. Le problème survient dès lors qu'il en résulte des pressions accrues pour l'enfant et un sentiment de culpabilité lorsque les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes », comme l'énonce P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », *op. cit.*, p. 44 ; cf. J. RYAN, *op. cit.*, pp. 136 et 138.

<sup>246</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *op. cit.*, p. 116 ; cf. L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 24.

<sup>247</sup> R. H. COX, *op. cit.*, p. 99.

<sup>248</sup> R. TELAMA, « Le Sport et l'Enfant : un mariage heureux ? », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 7 et 9.

<sup>249</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 37.



## **TROISIÈME PARTIE : ANALYSE CRITIQUE DU DROIT BELGE**

Dans cette partie plus critique, nous nous concentrerons sur le droit belge en analysant, dans un premier chapitre, les textes juridiques applicables. Nous aborderons ensuite la question, dans un deuxième chapitre, de savoir si une approche individualisée ne serait pas souhaitable dans le milieu du sport, et notamment concernant les enfants. Enfin, nous proposerons modestement nos propres critères (chapitre 3).

### **CHAPITRE 1 : LES TEXTES JURIDIQUES APPLICABLES**

Il convient de mentionner l'existence de textes juridiques applicables au monde du sport belge et réglant notamment la situation des enfants dans le cadre de leur pratique sportive. En effet, cette attention juridique portée au sport n'existait pas ou peu il y a quelques années, comme en témoigne André Barbieux, ancien entraîneur du club Belfius Mons-Hainaut. Selon lui, si cette réglementation n'était pas présente auparavant, c'est qu'elle n'était peut-être pas nécessaire. Or, avec toutes les dérives que l'on connaît actuellement, il devient de plus en plus urgent de réglementer précisément la situation, qui plus est concernant les enfants dont l'intérêt doit toujours prévaloir.

Il est également important de s'attarder sur cette réglementation juridique, dans la mesure où peu de personnes dans le monde du sport en ont connaissance, même lorsqu'ils ont suivi des formations. Il apparaît en effet, selon les interviews réalisées, que les formations n'abordent que peu, voire pas du tout, les aspects juridiques de la question du sport chez les enfants.

Nous dresserons donc une vue d'ensemble des différents textes juridiques belges s'appliquant aux enfants dans le monde du sport (section 1) avant de dégager le critère principal qui ressort de ces textes, à savoir l'âge minimal pour pratiquer un sport en compétition (section 2).

#### **SECTION 1 : VUE D'ENSEMBLE**

Lorsque l'on s'intéresse au sport et aux textes juridiques qui s'y appliquent, l'on doit faire la distinction, au niveau législatif, entre législation sportive et législation générale. « La législation sportive est une législation où le sport est expressément nommé »<sup>250</sup>. L'on peut notamment citer, en Belgique, à titre d'exemple, la loi du 24 février 1978<sup>251</sup> relative au contrat de travail du sportif rémunéré qui, en son article 6, vise expressément le cas de sportifs mineurs, en disposant que « le contrat de travail du sportif rémunéré ne peut être conclu valablement, et au plus tôt, que lorsque le sportif a accompli entièrement sa scolarité obligatoire à temps plein ».

---

<sup>250</sup> CLEARING HOUSE, *op. cit.*, p. 7.

<sup>251</sup> Loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, *M.B.*, 9 mars 1978.

Ce texte vise effectivement les sportifs mineurs dans la mesure où la période d'obligation scolaire à temps plein s'étend « jusqu'à la fin de l'année scolaire pendant laquelle on atteint 15/16 ans »<sup>252</sup> et comprend au maximum sept années d'enseignement primaire et au minimum les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. Il est à noter que dans certains sports, cet âge minimal est toutefois rehaussé à 16 ans. Il s'agit, principalement, du basketball, du football, du volleyball et du cyclisme<sup>253</sup>.

Cependant, tous les pays ne possèdent pas de législation sportive et la question du sport est alors réglée au travers d'une législation générale. Ainsi, « dans les pays sans législation sportive, la protection des enfants peut venir uniquement d'une législation visant la protection des enfants »<sup>254</sup>.

En Belgique, les questions liées au sport sont réglées dans des décrets. Cela est lié au fait que le sport est de la compétence des communautés car il « a été rangé, avec l'éducation physique et la vie en plein air, parmi les matières culturelles »<sup>255</sup>. En effet, « aux termes de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, la matière sportive appartient aux entités fédérées qui ont édicté chacune un décret organisant le sport »<sup>256</sup>.

Il reste toutefois de nombreuses problématiques sportives qui demeurent non-abordées au niveau législatif. En ce sens, un Code du sport nous paraît souhaitable, tel qu'il en a été édicté un dans notre pays voisin qu'est la France.

Par ailleurs, la plupart des questions d'ordre pratique sont réglées au niveau réglementaire. Ainsi, en Belgique, l'on dispose des règlements des fédérations sportives. Ceux-ci établissent différents critères<sup>257</sup> de compétition qui varient d'un sport à l'autre. L'on peut également citer les règlements d'ordre intérieur, présents dans certains sports comme la gymnastique.

## SECTION 2 : LA FIXATION D'UN ÂGE MINIMAL

La fixation d'un âge minimal en vue de pratiquer un sport en compétition est assez récurrente. Ainsi, en rugby, il faut être âgé de 5 ans et 1 jour pour pouvoir prendre part aux entraînements, tandis qu'il faut avoir 6 ans et 1 jour pour pouvoir participer aux tournois (qui sont de petits matches). Il n'y a toutefois pas de véritable championnat avant l'âge de 14 ans<sup>258</sup>.

---

<sup>252</sup> R. BLANPAIN, *op. cit.*, p. 84.

<sup>253</sup> J. MAESCHALCK *et al.*, *Sportrecht*, Brugge, die Keure, 2013, p. 134.

<sup>254</sup> CLEARING HOUSE, *op. cit.*, p. 8.

<sup>255</sup> M. VERDUSSEN et L. GALLET, *op. cit.*, p. 173.

<sup>256</sup> L. MISSON et G. ERNES, *op. cit.*, p. 135.

<sup>257</sup> Cf. section 3 du chapitre 1 de la troisième partie.

<sup>258</sup> M. PETITJEAN, entretien écrit du 6 novembre 2015.



En athlétisme, l'âge minimal a été récemment revu à la baisse et il est actuellement de 6 ans, avec l'instauration d'une nouvelle catégorie d'âge, à savoir les kangourous<sup>259</sup>.

En football, c'est à l'âge de 6 ans que l'on peut commencer à participer à des matches.

En natation, les compétitions provinciales ne sont accessibles qu'aux enfants âgés de 8 ans minimum<sup>260</sup>. Pour ce qui est du championnat de Belgique, l'âge minimum est quant à lui de 11 ans.

En basketball, les enfants peuvent commencer dès l'âge de 5 ans en initiation mais ils devront attendre l'âge de 6 ans pour participer aux compétitions.

En gymnastique, l'âge pour participer à des compétitions varie entre 6 et 9 ans car il dépend de la discipline exercée.

Une limite d'âge n'existe toutefois pas dans certains sports. Ainsi, en tennis, il est possible de faire des tournois mixtes avec des balles en mousse en catégorie de moins de 7 ans<sup>261</sup>, sans avoir un âge minimal<sup>262</sup>. De même, en volleyball, il n'existe pas d'âge minimal pour participer à des matches mais l'enfant doit bien évidemment pouvoir lancer un ballon<sup>263</sup> !

Remarquons que tous les âges minimums pour participer aux compétitions ne sont pas toujours accompagnés d'un nombre maximum d'entraînements que l'on peut suivre. Il convient, par exemple, d'après Monsieur Maxheleau, Président du Spirou Basket Jeunes, de commencer la pratique intensive du basketball à l'âge de 12 ans<sup>264</sup>, même si l'on peut se mettre à la compétition dès l'âge de 6 ans. Mais qu'en est-il si l'enfant (et ses parents) veut absolument s'entraîner intensivement bien avant cet âge ? Il faudra compter sur la bienveillance des entraîneurs de cet enfant, etc. pour lui interdire. Un cadre légal en la matière serait, par conséquent, souhaitable. Ainsi, Eva Bonnet (16 ans), nageuse belge de niveau international, nous a confié qu'il était, selon elle, impératif de fixer un nombre d'entraînements maximum car il ne faut pas pousser les jeunes trop vite de peur de les dégoûter. Elle témoigne d'ailleurs de ce que certains nageurs ont abandonné car leur nombre d'entraînements était déjà trop important vers l'âge de 11-12 ans.

---

<sup>259</sup> C. DURANT, entretien écrit du 16 novembre 2015.

<sup>260</sup> Règlement de la natation d'après le manuel FINA 2013-2017 (mis à jour le 2 mai 2016), p. 41. Il s'agit de la catégorie des canetons.

<sup>261</sup> J. CLARENNE, entretien écrit du 26 janvier 2016.

<sup>262</sup> Cf. Règles applicables à tous les tournois AFT jeunes, disponible sur <http://www.aftnet.be/Portail-AFT/A-propos-de-l-AFT/Documents/Officiel-AFT/Regles-tournois-AFT-jeunes.aspx> (14 octobre 2015). Au contraire, en France, tout enfant de moins de 7 ans est interdit de participer à des compétitions ou matchs de tennis.

<sup>263</sup> A. DAFPE, entretien écrit du 27 janvier 2016.

<sup>264</sup> Selon A. DAFPE, entretien écrit du 27 janvier 2016, la pratique intensive du volleyball devrait également commencer, au plus tôt, vers l'âge de 12 ans, avec toutes les précautions nécessaires.

Mentionnons également, à titre informatif, que des catégories d'âge sont arrêtées, dans certaines disciplines, par le Gouvernement, en vue de procéder à la reconnaissance de « sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs ou de partenaires d'entraînement », tel que le mentionne l'article 11 du décret du 8 décembre 2006<sup>265</sup>. En vue de connaître précisément les modalités pratiques de cette reconnaissance, il convient de renvoyer aux articles 12 et suivants du décret précité. Précisons toutefois que « l'âge à partir duquel le sportif peut bénéficier du statut est fonction de la discipline sportive et du statut (espoir sportif, sportif de haut-niveau, partenaire d'entraînement). Il va de minimum 9 ans à maximum 18 ans »<sup>266</sup>.

Il nous paraît également important, mis à part la question de l'âge pour commencer une pratique intensive (pour laquelle nous prônons une réglementation claire et précise), de nous interroger sur l'âge minimum pour pratiquer la compétition dont il est fait mention dans les différents décrets et règlements. En effet, il s'agit de l'âge chronologique (c'est-à-dire le nombre d'années et de jours qui s'écoulent depuis la naissance de l'enfant), et non de l'âge biologique<sup>267</sup> (c'est-à-dire l'âge du corps déterminé selon le fonctionnement des organes<sup>268</sup>), ce qui serait pourtant bien plus adapté<sup>269</sup>. En effet, « l'âge biologique est le premier élément à considérer car les organes les plus sensibles aux effets de l'âge biologique sont ceux sollicités par le sport : cœur, vaisseaux, squelette, muscles, articulations, yeux, etc. »<sup>270</sup>. Cependant, si l'on favorisait le critère de l'âge biologique, cela mènerait à une **approche individualisée**. Qu'en penser alors ?

## **CHAPITRE 2 : ENTRE CRITÈRES PRÉDÉFINIS ET APPROCHE INDIVIDUALISÉE, QU'EST-CE QUI EST LE PLUS ADAPTÉ ?**

Dans ce chapitre, nous essayerons de déterminer si une approche individualisée ne serait pas souhaitable, tant d'un point de vue psychologique (section 1), que médical (section 2), légal (section 3) et pratique (section 4). Nous donnerons ensuite un aperçu du point de vue des sportifs de haut niveau (section 5) avant de donner notre propre avis sur la question (section 6).

---

<sup>265</sup> Décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, *M.B.*, 20 février 2007 (mis à jour le 7 août 2014).

<sup>266</sup> L. DERWA, *op. cit.*, p. 146.

<sup>267</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 17.

<sup>268</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *op. cit.*, p. 34 ; cf. T. W. ROWLAND, *op. cit.*, p. 26 qui définit l'âge biologique comme représentant « le degré de maturation biologique atteint par un enfant à un certain point de sa croissance ».

<sup>269</sup> Cf. annexe 4.

<sup>270</sup> G. PERES et D. BARRAULT, *op. cit.*, p. 35.

## SECTION 1 : ASPECT PSYCHOLOGIQUE

La psychologie du sport est « l'étude des effets des facteurs psychologiques et émotionnels sur les performances et de l'influence de la pratique sportive sur ces mêmes facteurs »<sup>271</sup>. Il est à noter que plus les exigences quantitatives et qualitatives de l'entraînement augmentent, plus l'aspect psychologique va devenir important pour l'enfant car il va se rapprocher fortement de ses limites<sup>272</sup> et peut-être même les dépasser.

De l'avis de Philippe Godin<sup>273</sup>, psychologue du sport, ce qui compte n'est pas la quantité mais la qualité. Et la seule personne capable d'évaluer cela, c'est un spécialiste qui analyserait chaque enfant en fonction de ses capacités (déterminées par sa taille, sa croissance, etc.). Mais nous n'avons pas les moyens d'avoir un spécialiste qui se rende dans tous les clubs sportifs. Cela est vraiment dommage car une approche individualisée resterait souhaitable.

## SECTION 2 : ASPECT MÉDICAL

Selon Henri Nielens, Chef de service associé en médecine du sport aux Cliniques universitaires Saint-Luc, les limites d'âge devraient être déterminées sur base individualisée, d'un point de vue médical, en vue d'éviter au maximum les différentes blessures auxquelles sont confrontés le plus souvent les jeunes enfants. Cependant, toujours selon le Docteur Nielens, une telle individualisation est impossible à mettre en place dans la pratique. Dès lors, les limites d'âge fixées en fonction de l'âge chronologique semblent être une bonne solution.

## SECTION 3 : ASPECT LÉGAL

La fixation d'un âge minimal (c'est-à-dire un âge chronologique minimal) pour pratiquer de la compétition est appropriée (même si elle n'est pas établie dans tous les sports), d'un point de vue légal, dans le sens où elle permet d'éviter une discrimination. En effet, avec cet âge minimal adapté pour les différents sports, « on essaye de prendre un critère objectif »<sup>274</sup> qui paraît moins discutable qu'un critère de taille ou de poids. De tels critères pourront toutefois être adoptés pour poser des limites dans des sports de contact, tels que la boxe, la lutte, etc.<sup>275</sup>.

---

<sup>271</sup> P. GODIN, *op. cit.*; cf. R. H. COX, *op. cit.*, p. 19, qui définit la psychologie du sport de la même manière.

<sup>272</sup> P. GODIN, *op. cit.*

<sup>273</sup> Cf. annexe 1.

<sup>274</sup> Cf. annexe 2.

<sup>275</sup> Cf. annexe 2.

En outre, le critère de l'âge qui est objectif devrait être complété par un autre critère qu'est celui du « bon père de famille pour les éducateurs qui sont supposés avoir été formés, voire diplômés »<sup>276</sup>. En effet, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, « toute personne physique ou morale est tenue à une obligation générale de prudence »<sup>277</sup>. Tous les intervenants sportifs ont donc l'obligation d'adopter un comportement qui soit considéré comme raisonnablement prudent et diligent. À cet égard, la Cour de Cassation a précisé, dans un arrêt du 5 juin 2003, que « le juge peut prendre comme terme de référence le comportement qu'aurait dû avoir normalement une personne exerçant la même fonction et ayant la même qualification que celle dont la responsabilité est recherchée »<sup>278</sup>.

Ainsi, on aboutirait finalement à une approche individualisée, dans la pratique, qui serait pourtant basée sur un critère objectif. Mais alors, dès lors que l'on aboutirait à une telle approche individualisée, ne reviendrait-on pas à une forme de discrimination entre les enfants ? Nous ne le pensons pas. Selon nous, le critère de l'âge devrait subsister dans la loi, tout en étant accompagné d'autres critères en fonction du sport considéré (taille, poids,...). La loi comporterait donc uniquement des critères objectifs. Cependant, une individualisation aurait lieu dans la pratique, en ce sens que la responsabilité de l'entraîneur et des parents de l'enfant sportif pourrait être engagée s'il apparaît que l'enfant n'était pas apte à pratiquer son sport, de manière aussi intensive, ... eu égard à son développement physique et psychique personnel. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné ci-avant, une obligation générale de prudence incombe à l'entourage du jeune sportif. Cette individualisation ne consisterait pas en une discrimination mais serait effectuée dans un objectif de protection de l'enfant.

De plus, selon Louis Derwa<sup>279</sup>, pratiquer un sport est également une école de vie. Cette idée est confirmée dans la Charte de la rugby attitude qui énonce que les parents et supporters doivent « considérer l'école de rugby et ses règles comme un lieu d'éducation et de formation ».

#### SECTION 4 : ASPECT PRATIQUE

« Prôner une approche individualisée semble délicat pour un sport collectif », selon Jean-Pierre Delchef, Président de l'Association Wallonie-Bruxelles de Basketball.

---

<sup>276</sup> Cf. annexe 2.

<sup>277</sup> L. DERWA, *op. cit.*, p. 282.

<sup>278</sup> Cass. (1<sup>ère</sup> ch.), 5 juin 2003, *Pas.*, 2003, p. 1129.

<sup>279</sup> Cf. annexe 2.

En effet, si l'on prône une approche individualisée, on va se retrouver face à l'incompréhension des parents quant à la question de savoir pourquoi leur enfant ne peut pas faire de compétition alors qu'un autre du même âge le peut<sup>280</sup>. Cela poserait problème et donc, fixer un âge minimal est un critère objectif qui ne laisse aucune place à une quelconque appréciation subjective. L'appréciation s'effectuerait toutefois dans la pratique via l'engagement de la responsabilité de l'entourage du jeune sportif si l'enfant n'est manifestement pas capable de pratiquer son sport, ou, à tout le moins, avec l'intensité demandée, même s'il répond aux critères objectifs édictés dans la loi.

#### SECTION 5 : POINT DE VUE DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

Selon Eva Bonnet, une approche individualisée serait plus appropriée car, notamment, les filles sont souvent plus vite mûres que les garçons. Cependant, nous ne pouvons tirer de conclusions de l'avis d'un seul sportif de haut niveau. Nous en avons interrogé plusieurs mais n'avons malheureusement eu aucune réponse...

#### SECTION 6 : QUELLE APPROCHE EST LA PLUS APPROPRIÉE ?

Cette approche individualisée est déjà défendue par certains auteurs depuis une vingtaine d'années. Ainsi, Luc Silance, en 1998, énonçait déjà que « les décrets [...] fixent des limites d'âge, sans vraiment tenir compte de l'enfant lui-même. Or, l'enfant peut avoir un développement très rapide ou très lent. Tout dépend de l'individu »<sup>281</sup>.

L'on peut voir qu'en rugby, en Nouvelle-Zélande, on base les catégories de jeunes sur le poids et la taille et que cela favorise un meilleur jeu des enfants qui n'ont ainsi pas peur du contact<sup>282</sup>.

Qui plus est, bon nombre d'intervenants dans le milieu sportif disent que la fixation d'un âge minimal est approprié, tout en énonçant qu'une approche individualisée est mise en œuvre dans la pratique lors des entraînements. Par exemple, Stephan Carnol, Entraîneur au Rugby Club Soignies, nous a expliqué qu'une approche individualisée était mise en œuvre par les entraîneurs en ce qui concerne le type d'exercices à réaliser mais aussi en proposant à l'enfant de s'entraîner avec une catégorie inférieure ou supérieure, selon ses capacités. En football, Michel Deroux, Secrétaire et Correspondant Qualifié du Royal Stade Brainois, énonce que l'on a une approche individualisée qui se manifeste à travers un examen médical individuel avec certificat pour chaque enfant. Ce n'est pas obligatoire mais c'est toutefois recommandé.

---

<sup>280</sup> F. BLONDEEL, entretien écrit du 5 décembre 2015.

<sup>281</sup> L. SILANCE, *Les sports et le droit, op. cit.*, p. 76.

<sup>282</sup> M. PETITJEAN, entretien écrit du 6 novembre 2015.

Par conséquent, ne pourrait-on pas dire qu'il vaudrait mieux se donner les moyens de recourir à une **approche individualisée** ? Nous le pensons.

### **CHAPITRE 3 : CRITÈRES À PROPOSER DANS LE CADRE D'UNE APPROCHE INDIVIDUALISÉE**

En vue de faciliter la tâche du législateur, dans l'hypothèse où il édicterait un Code du sport, conformément à notre souhait, nous proposons plusieurs critères qui seraient, selon nous, plus adéquats en vue de réglementer la participation aux compétitions sportives. Ainsi, la motivation et le plaisir sont des éléments qui nous semblent essentiels à prendre en considération (section 1), de même que le stade de développement physique de l'enfant (section 2). Mais ces éléments ne serviraient à rien sans une formation solide des intervenants sportifs (section 3) et sans un examen médical approfondi (section 4). Enfin, une certaine connaissance du sport que l'on veut pratiquer en compétition nous paraît également essentielle (section 5).

#### **SECTION 1 : MOTIVATION ET PRISE DE PLAISIR DANS LE SPORT**

La volonté de l'enfant doit toujours être bien présente. Si l'on constate que l'enfant est trop poussé par son entourage, il faudra réagir et l'empêcher de participer à des compétitions. Toutefois, la présence d'un entourage encourageant l'enfant est souhaitable. Il apparaît, en effet, selon de nombreuses études, que « les parents ont [...] un rôle important à jouer dans la motivation »<sup>283</sup>. Cela résulte probablement du fait que l'enfant a « un libre arbitre flottant, dépendant des autres »<sup>284</sup>. Par conséquent, tout réside dans un bon dosage du soutien que l'on apporte à l'enfant. Il en faut un minimum mais pas trop, de peur de « casser » l'enfant. En tout cas, il est évident que l'enfant doit être motivé pour pratiquer son sport.

En vue d'entretenir la motivation des enfants pour leur pratique sportive, il convient de leur laisser « la possibilité d'essayer un certain nombre d'activités, voire d'en pratiquer plusieurs dans un climat qui ne perde pas son aspect ludique »<sup>285</sup>. Cela est d'autant plus justifié qu'une spécialisation sportive précoce<sup>286</sup> est néfaste pour le développement des enfants<sup>287</sup>, tout en n'étant nullement « indispensable à l'accession à la haute performance »<sup>288</sup>.

---

<sup>283</sup> E. HAHN, *op. cit.*, p. 37.

<sup>284</sup> M. BINDER, « Aptitude de l'enfant au sport, de l'école à la compétition », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, p. 11.

<sup>285</sup> C. LACOSTE *et al.*, *La pratique du sport*, Coll. Repères pratiques, Paris, Nathan, 1996, p. 113.

<sup>286</sup> La spécialisation sportive précoce est bien souvent la conséquence logique d'une détection précoce, comme nous l'explique parfaitement J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, *op. cit.*, pp. 144 et s.

<sup>287</sup> Il convient, en effet, de développer d'abord chez l'enfant l'acquisition d'habiletés motrices de base qui lui permettront ensuite de posséder des habiletés sportives de base. À ce propos, cf. L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 19 ;

Dans la pratique, nous avons toutefois pu remarquer que 7% des personnes que nous avons interrogées ont atteint un niveau international<sup>289</sup> et que chacune d'entre elles a débuté son sport avant l'âge de 10 ans. L'importance de ne pas commencer son sport trop tard apparaît donc clairement.

En quoi consiste réellement la motivation de l'enfant ? Il apparaît que les enfants ont des facteurs de motivation bien différents des adultes. Ainsi, les enfants trouvent leur motivation dans le fait de participer au jeu, de s'améliorer continuellement, au contraire de leurs parents qui sont motivés par la victoire<sup>290</sup>.

Le rôle important que joue la motivation chez les enfants a d'ailleurs bien été modélisé par Harter, au travers de sa théorie de la motivation par la compétence. Selon ce dernier, il faut « redéfinir le succès en intégrant des résultats positifs autres que la victoire, [ce qui] permettra à un plus grand nombre d'enfants de réussir »<sup>291</sup> car ils seront nettement plus motivés, en raison de leur succès.

## SECTION 2 : MORPHOLOGIE, TAILLE, POIDS, STADE DE CROISSANCE, STADE DE DÉVELOPPEMENT

Morphologiquement, l'on peut distinguer trois morphotypes : endomorphe (centre de gravité bas et musculature ronde et lourde), ectomorphe (centre de gravité haut et musculature longue et plus fine) et mésomorphe (centre de gravité intermédiaire et musculature puissante et élastique). En fonction de la morphologie propre à l'enfant, il sera plus judicieux de le diriger vers un type de sport particulier<sup>292</sup>, quoique tous les sports restent bien sûrs à sa portée s'il en éprouve l'envie.

Au niveau de la taille, elle n'influence nullement le rendement mécanique mais bien la capacité physique de travail ainsi que la capacité pulmonaire, raison pour laquelle il est également important de la prendre en considération<sup>293</sup>.

En ce qui concerne certains sports, il apparaît adapté de prendre en considération un critère de poids, comme c'est actuellement le cas en judo. En effet, des sports de contact devraient permettre à des adversaires de même gabarit de s'affronter.

---

mentionnons aussi que le DLTA vise à limiter « l'hyperspécialisation précoce et [à permettre] à chacun d'évoluer à son rythme », selon P. DELAHAYE, entretien écrit du 13 novembre 2015.

<sup>288</sup> J. PERSONNE, *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, op. cit., p. 162.

<sup>289</sup> Cf. figure 4 de l'annexe 7.

<sup>290</sup> P. DAVID, « Les Droits de l'Enfant dans le sport. Jeunes Athlètes en compétition : exploits et exploitations », op. cit., p. 34 ; cf. P. DAVID, « Les droits de l'enfant et le sport », op. cit., p. 39.

<sup>291</sup> P. GODIN, op. cit.

<sup>292</sup> P. CHRESTIAN *et al.*, « Quel sport pour quel enfant ? », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, pp. 44 à 48.

<sup>293</sup> C. LACOSTE *et al.*, op. cit., p. 11.

À propos de la croissance, nous pouvons relever qu'elle « est réglée hormonalement et est déterminée par l'hérédité et l'environnement (nutrition, activité physique, milieu social,...) »<sup>294</sup>. Il est essentiel de la prendre en considération dans la mesure où il existe un lien très étroit entre l'évolution physique de l'enfant et sa performance sportive<sup>295</sup>.

En ce qui concerne le stade de développement, l'on peut se rendre compte qu'en 1987, E. Hahn énonçait déjà le souhait de déterminer « des limites d'âge pour la participation à des championnats internationaux [qui] soient fixées en fonction du niveau de développement des enfants »<sup>296</sup>. J.-E. Leblanc et L. Dickson faisaient également part, en 1999, de ce que « les jeux doivent être modifiés en fonction du niveau de développement de l'enfant »<sup>297</sup>. L'enfant en croissance traverse en effet plusieurs stades de développement, à son rythme, et il est important de les respecter pour qu'il développe toutes les aptitudes nécessaires à la pratique de son sport. On parle alors de « respect du développement ontogénétique »<sup>298</sup>. À cet effet, précisons que « le stade de développement se rapporte au degré de maturité physique, mentale, cognitive et émotionnelle »<sup>299</sup>, raison pour laquelle la seule prise en compte de l'âge chronologique de l'enfant semble insuffisante.

Jacques Vrijens distingue trois phases de développement chez l'enfant : « la première phase de développement a pour but le développement général de base, la deuxième phase de développement débute avec la première spécialisation spécifique, la troisième phase [de développement] implique l'optimisation et l'emploi maximal de formes d'entraînement spécifiques »<sup>300</sup>.

Nous avons pu constater que l'importance accordée aux stades de développement de l'enfant est énorme. Cela se concrétise d'ailleurs au travers de nombreuses théories et recherches.

Ainsi, l'on peut mentionner le DLTA qui est une approche venant du Canada, de plus en plus utilisée dans le monde du sport francophone. Ainsi, Pierre Delahaye nous a expliqué qu'il s'agissait d'un « modèle de développement en plusieurs stades intégrant l'entraînement, la compétition et la récupération, qui oriente l'expérience de chaque personne en matière de sport et d'activité physique, de l'enfance à l'âge adulte [...]. Il est axé sur le cadre général du développement de l'athlète, l'accent étant spécialement mis sur la croissance, la maturation et le développement.

---

<sup>294</sup> J. VRIJENS, *L'entraînement raisonné du sportif*, Coll. Médecine du Mouvement, Bruxelles, De Boeck, 1991, p. 218.

<sup>295</sup> *Ibid.*

<sup>296</sup> E. HAHN, *op. cit.*, p. 68.

<sup>297</sup> J.-E. LEBLANC et L. DICKSON, *op. cit.*, p. 17.

<sup>298</sup> L. BIZZINI, *op. cit.*, p. 22.

<sup>299</sup> R. WAY *et. al.*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>300</sup> J. VRIJENS, *op. cit.*, p. 214.



C'est également une approche holistique tenant compte du développement mental, cognitif et émotionnel ainsi que physique, ce qui permet à chaque athlète de devenir un athlète complet »<sup>301</sup>.

### SECTION 3 : FORMATION DES INTERVENANTS SPORTIFS

Il est important de pouvoir former les intervenants sportifs en contact avec le jeune : ils doivent pouvoir analyser chaque enfant et le gérer de la manière la plus adaptée possible. Si ces intervenants bénéficient d'une telle formation, on pourra leur faire confiance quant au respect des droits de l'enfant, dans son individualité.

Ainsi, les entraîneurs sont les personnes les plus proches de l'enfant athlète et il est important qu'ils jouent leur rôle de la façon la plus correcte possible, à savoir en aidant l'enfant à connaître ses limites. Au contraire, « un entraîneur qui nierait les limites [de l'enfant...] ne lui rendrait pas service même au plan sportif »<sup>302</sup>. Il apparaît donc clairement que les entraîneurs formés permettront de mettre en œuvre une approche individualisée de la capacité des enfants à pratiquer leur sport et à participer à des compétitions.

### SECTION 4 : EXAMEN MÉDICAL

Il est important qu'un médecin intervienne pour évaluer l'enfant et juger de son aptitude à la pratique d'un sport ou non<sup>303</sup>. Cela est déjà exigé pour certains sports mais d'autres n'exigent pas de contrôle médical, ce qui est, à notre sens, une terrible lacune. À cet effet, le décret du 3 avril 2014 pose le principe que tout sportif, qu'il soit mineur ou majeur, doit faire l'objet d'un examen médical et remettre un certificat médical constatant l'absence de contre-indications à son club, au moment de s'inscrire<sup>304</sup>, s'il souhaite pratiquer le sport en compétition. Ce décret n'est toutefois pas encore totalement mis en application : plusieurs arrêtés d'exécution doivent encore être pris après qu'une commission d'experts spécialement instaurée ait remis des propositions et avis.

---

<sup>301</sup> P. DELAHAYE, entretien écrit du 13 novembre 2015.

<sup>302</sup> J. PALSTERMAN, *op. cit.*, p. 88.

<sup>303</sup> Le film « Les Petits Princes » de Vianney Lebasque (film français sorti le 26 juin 2013) illustre bien, à notre sens, l'importance d'un bon examen médical pour évaluer de l'aptitude à la pratique sportive car, en l'absence de ce dernier, des conséquences dramatiques peuvent survenir.

<sup>304</sup> Des contrôles médicaux périodiques devraient toutefois également avoir lieu car certains problèmes médicaux peuvent apparaître par la suite.

Cependant, l'on a connaissance, à notre grand regret, de ce que cette « commission d'experts est en train de travailler à une modification du décret pour ne plus prévoir une obligation systématique dans tous les sports d'avoir ce certificat médical mais seulement pour les sportifs d'élite (de haut niveau), pour ceux qui pratiquent des sports à risque (notamment les sports de combat) et pour ceux qui auraient un doute sur leur état de santé car ils auraient des problèmes cardiaques, respiratoires,... »<sup>305</sup>.

En ce qui concerne le contenu du contrôle médical qui devrait être mis en place, M. Binder nous dit que « juger de l'aptitude d'un enfant au sport exige du médecin qu'il apprécie son stade de développement psychomoteur, son état de santé, les spécificités de l'organisme en croissance et les contraintes physiques et psychologiques liées au sport auxquelles il sera soumis »<sup>306</sup>. Mentionnons, à cet égard, que Sylvie Ronsse, directrice de la FfG, évoque un protocole psychologique mis en place pour toute admission au centre de haut niveau. Cela indique donc clairement que l'aspect psychologique doit être pris en compte, quoique d'intensité variable en fonction du niveau d'entraînement et de compétition de l'enfant. Pour Thierry Zintz également, « dans ce qu'on appelle les âges minimums et les volumes d'entraînement, la composante psychologique est tout aussi importante que la composante physiologique ou anatomique »<sup>307</sup>.

Il apparaît que ce critère médical doit primer sur les autres critères énoncés ci-dessus. En effet, la santé de l'enfant doit toujours être respectée et ce n'est, selon nous, que lorsque ce critère est rempli que l'on peut se pencher sur les autres critères en vue de déterminer si l'enfant est apte à pratiquer de la compétition.

## SECTION 5 : LA CONNAISSANCE PRÉALABLE DU SPORT

Pour terminer l'énumération des critères que nous proposons de mettre en œuvre, nous évoquerons la connaissance nécessaire à la pratique d'un sport de compétition. En effet, selon nous, il serait judicieux, même si l'enfant répond aux critères que nous avons énoncés, d'exiger une certaine connaissance du sport avant de pouvoir concourir. Cela permettrait à l'enfant d'acquérir les bases nécessaires, ainsi que les gestes techniques appropriés, sans être confronté directement à la compétition.

Nous pensons qu'une telle connaissance préalable du sport favoriserait un apprentissage adéquat et complet qui mènerait ensuite l'enfant à pratiquer, s'il le souhaite, la compétition dans le sport choisi. En ayant adopté les bons gestes, la santé de l'enfant serait ainsi mieux respectée.

---

<sup>305</sup> Cf. annexe 5.

<sup>306</sup> M. BINDER, *op. cit.*, p. 10.

<sup>307</sup> Cf. annexe 4.

## CONCLUSION

Initialement, nous nous posions la question de savoir si les droits de l'enfant dans le sport étaient respectés ou non. Au terme de cette étude, nous devons malheureusement constater que de nombreuses **violations** de ces droits persistent encore actuellement. Par ailleurs, quant à savoir si l'**approche individualisée** n'était pas plus souhaitable, nous convenons finalement qu'elle le serait effectivement.

Mais comment instaurer cette approche individualisée et comment protéger le jeune sportif de la manière la plus optimale possible ? Nous prôtons, pour ce faire, l'adoption d'un **Code du sport** pour les raisons que nous allons exposer.

Tout d'abord, il est particulièrement interpellant de constater à quel point les autorités publiques belges, au même titre que celles de nombreux autres pays, n'ont cure des droits des enfants dans le sport. La plupart des règlements sont en effet laissés à l'appréciation de professionnels du sport, pourtant non-juristes, sans qu'un quelconque contrôle ne soit exercé de la part de nos autorités publiques. Quant aux décrets, ils sont loin de régler toutes les problématiques liées au sport et encore moins celles liées aux enfants dans le sport. De ce constat, il résulte donc un grand éparpillement des différentes règles ainsi que certaines imprécisions et lacunes.

L'édition de règles n'émanant pas du législateur n'est toutefois pas un processus exceptionnel : ainsi, la *lex mercatoria* n'est pas non plus rédigée par le législateur<sup>308</sup>. Cependant, dans le domaine sportif, il est impératif qu'il y ait « une préoccupation, une sensibilisation, une prise en considération du monde politique de l'importance de la dimension physique et sportive [... car] tant que cette prise de conscience n'a pas été faite, il ne peut pas en découler toute une série de modifications qui viseront la profondeur du fonctionnement du monde sportif, des adultes qui sont censés tenir les rênes de la pratique sportive »<sup>309</sup>.

Certains rétorqueront que si le législateur n'intervient pas, c'est qu'il n'y a aucun problème (il est vrai que les problèmes existant chez nous sont moins nombreux que dans d'autres pays mais est-ce réellement une raison pour ne pas s'en préoccuper ?). Cependant, notamment dans des pays étrangers tels que les États-Unis, de nouvelles réglementations interviennent a posteriori, lorsque le problème est déjà apparu. Mais n'est-ce pas trop tard ? Avant même de prendre conscience de l'existence d'un vide juridique, n'est-il pas préférable de mettre en place certaines règles ?

---

<sup>308</sup> L. SILANCE, *Lex sportiva. Le sport et le droit civil*, 2005, *op. cit.*, p. 16.

<sup>309</sup> Cf. annexe 1 ; nous prôtons donc le modèle interventionniste, tel que le définit F. BUY *et al.*, *Droit du sport*, 3<sup>ème</sup> éd., Coll. Manuel, Paris, Lextenso éditions, 2012, p. 30.

Pourquoi ne pas essayer de régler les problèmes avant qu'ils ne surviennent ? C'est ce que nous voudrions instaurer, même si nous ne prétendons nullement pouvoir régler TOUS les problèmes qui pourraient survenir.

L'on peut mentionner que « sur recommandation du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, la Commission nationale pour les droits de l'enfant a élaboré quarante indicateurs nationaux des droits de l'enfant. Ceux-ci ont pour objectif de fournir une meilleure vision de la mesure dans laquelle les droits de l'enfant sont ou non de mieux en mieux réalisés, du point de vue de l'enfant lui-même »<sup>310</sup>. Cependant, même en se penchant sur les indicateurs liés au droit aux loisirs et au repos, on n'évoque nullement les droits de l'enfant dans le sport. Pourquoi ne pas également se pencher sur cette problématique ? C'est à méditer...

Par ailleurs, il est interpellant de constater, dans de nombreux règlements, que beaucoup de contrôles médicaux et autres ne sont en réalité effectués que pour les enfants (et adultes) sportifs d'un certain niveau<sup>311</sup>. Serait-ce à dire qu'un enfant ne pratiquant pas son sport à un haut niveau ne mérite pas d'être protégé ? Qu'en est-il alors de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 3 de la CIDE), valeur que l'on doit prôner par excellence ? Heureusement que la Charte du Panathlon International est présente ! Néanmoins, on peut déplorer l'absence d'effets contraignants accordés à cette dernière.

Par conséquent, une remise en question serait nécessaire de la part de nos autorités ainsi que des autorités voisines, quoique la Belgique soit particulièrement derrière ses voisins en la matière. Il est temps que le sport, particulièrement chez les enfants, devienne une priorité car, même si on l'oublie souvent, il peut être « un fantastique instrument de prévention notamment contre l'obésité, la drogue, l'alcoolisme, le tabagisme, la dépression, les grossesses précoces, l'hyperactivité, l'isolement, la marginalisation »<sup>312</sup>. En ce sens, la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport du 21 novembre 1978, en son article 2, prévoit que « l'éducation physique, l'activité physique et le sport peuvent apporter toutes sortes de bienfaits aux individus, aux communautés et à la société tout entière »<sup>313</sup>.

---

<sup>310</sup> <http://www.ncrk.be/fr/content/indicateurs> (1<sup>er</sup> avril 2016).

<sup>311</sup> A cet égard, cf. J. PERSONNE, *Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant*, *op. cit.*, p. 163.

<sup>312</sup> P. DAVID, « Enfants, sports et droits », *op. cit.*, p. 28 ; à ce propos, cf. R. H. COX, *op. cit.*, p. 96.

<sup>313</sup> Article 2 de la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, adoptée par l'UNESCO le 21 novembre 1978.

Prônons donc l'adoption d'un Code du sport<sup>314</sup>, tel qu'il en existe déjà un en France. Une telle codification permettrait en effet une meilleure accessibilité et une meilleure compréhension des lois, tout en les complétant de manière significative. Cela favoriserait, en outre, une plus grande sécurité et prévisibilité juridiques. En effet, même si les règles édictées actuellement émanent « de pouvoirs élaborant, édictant et promulguant des règles ayant la même valeur, au sein de leur ordre juridique, que celles édictées par les pouvoirs législatifs nationaux ordinaires élaborant des lois, des décrets, des arrêtés ou des règlements »<sup>315</sup>, nous pensons qu'une codification venant du législateur serait plus à même de répondre aux besoins qu'ont les enfants dans le sport<sup>316</sup>.

Par conséquent, nous réfutons les arguments avancés par la doctrine française qui critiquent l'élaboration d'un Code du sport en France et clament que le droit du sport ne constitue pas, à lui seul, une branche du droit spécifique. En effet, le sport en France fait l'objet « d'une imposante législation spéciale, forte de concepts juridiques parfois très originaux »<sup>317</sup> et il se concrétise également au travers « d'un droit non étatique directement créé par les pouvoirs sportifs, et dont le rôle est central »<sup>318</sup>. Il convient donc de le traiter comme une branche du droit à part entière, pouvant faire l'objet d'une codification bien particulière.

Pour ce faire, le Code du sport adopté en France pourrait servir de base, même si nous estimons plus souhaitable de consacrer expressément un chapitre aux enfants pratiquant un sport. Dans celui-ci, nous pourrions reprendre la Charte des droits de l'enfant dans le sport du Panathlon International, tout en la complétant pour qu'elle offre une protection maximale du jeune sportif. En ce sens, le Parlement de la Communauté française pourrait faire appel au Conseil supérieur des Sports<sup>319</sup>, en vue d'édicter un texte qui soit le meilleur possible (et adapté aux enfants !).

---

<sup>314</sup> Selon nous, la codification ne devrait pas se faire « à droit constant » car il nous semble important de pallier aux lacunes qui subsistent actuellement dans les différents décrets et règlements.

<sup>315</sup> L. SILANCE, *Lex sportiva. Le sport et le droit civil*, 2005, *op. cit.*, p. 35.

<sup>316</sup> Il nous paraît également important de préciser que l'élaboration d'un Code du Sport n'aura point pour effet de mettre totalement à l'écart le droit commun. En effet, ce dernier aura « vocation à s'appliquer lorsque la situation visée n'entre pas dans les prévisions des règles spéciales », selon G. SIMON *et al.*, *Droit du sport*, sous la direction de C. LABRUSSE-RIOU et D. TRUCHET, Coll. Thémis, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 49.

<sup>317</sup> F. BUY *et al.*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>318</sup> *Ibid.*

<sup>319</sup> Ce Conseil supérieur des Sports a été institué par le Décret de la Communauté française du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports, *M.B.*, 6 décembre 2011.

Par ailleurs, une clause de responsabilité serait la bienvenue en vue de contraindre l'entourage du jeune sportif à se conformer à son obligation générale de prudence. Cela permettrait en effet la concrétisation d'une approche individualisée<sup>320</sup> dans la pratique.

Enfin, à titre de sanction, nous prôtons une amende importante à l'égard des parents et l'interdiction provisoire d'entraîner à l'égard des entraîneurs. Ces deux sanctions seraient également accompagnées d'un avertissement et, en cas de récidive, l'entraîneur se verrait interdire définitivement d'entraîner, tandis que les parents seraient soumis à un accompagnement d'ordre éducatif dans la mesure où ils mettraient en danger l'intégrité physique et psychique de leur enfant.

Si nous prôtons de telles solutions, cela est dû au fait que nous pensons que le Code du sport ne devrait pas se limiter à une approche « sanctionnatrice », mais plutôt constituer un incitant, pour les jeunes sportifs et leur entourage, à respecter l'éthique et les valeurs centrales prônées par le sport. En effet, comme nous l'avons dit ci-avant, le sport est une école de vie avant tout.

En espérant que le législateur nous entendra...

N.B. : Les droits de l'enfant, et particulièrement dans le sport, sont un sujet très important qui n'est pourtant que peu abordé. À cette fin, c'est avec un petit pincement au cœur que nous nous sommes limités aux sports les plus populaires et aux problèmes les plus courants, sans avoir eu l'occasion d'approfondir la problématique.

---

<sup>320</sup> Une approche individualisée est déjà prônée à travers les droits issus de la Charte des droits de l'enfant dans le sport, adoptée par le Panathlon International, et notamment le droit de participer à des compétitions adaptées, le droit de suivre des entraînements adaptés aux rythmes individuels. Une concrétisation de cette approche individuelle dans la pratique est toutefois plus que souhaitable.

## **ANNEXES**

1. Entretien avec Philippe GODIN
2. Entretien avec Louis DERWA
3. Entretien avec Philippe HOUSIAUX
4. Entretien avec Thierry ZINTZ
5. Entretien téléphonique avec Julien MAGOTTEAUX
6. Sondage : questionnaire
7. Sondage : réponses présentées sous forme de graphiques
8. Charte des droits de l'enfant dans le sport, adoptée par le Panathlon International





## **ANNEXE 1 : ENTRETIEN AVEC PHILIPPE GODIN, PSYCHOLOGUE DU SPORT**

*H. : En quoi consiste vraiment le métier de psychologue du sport ?*

P. : C'est un métier à plusieurs facettes parce qu'il correspond à des demandes spécifiques. Les demandes sont variables d'un individu à l'autre et c'est surtout aussi en fonction et du niveau de développement (catégorie d'âge) et du niveau de compétence (on peut avoir un travail avec des athlètes qui participent aux JO comme on peut avoir un travail avec un gosse de 8-9-10 ans dont les parents s'inquiètent sur la manière de procéder). Entre ces 2 extrêmes, il y a encore toutes les étapes possibles, y compris des gens de 50-60-70 ans qui veulent repratiquer une activité physique en demandant conseil sur la manière de procéder. C'est très variable.

*H. : Concernant les enfants, y a-t-il un niveau particulier ?*

P. : Il n'y a pas de niveau mais la réalité démontre que c'est après avoir atteint un niveau de compétence que cet aspect commence à intéresser, ce qui est une erreur.

Alors c'est sûr que si quelqu'un pratique 2 heures de sport par semaine pour transpirer, se dépenser, pour se détendre, les principaux objectifs cités ci-dessus sont acquis. Par contre, dès qu'on passe à 3-4-5 heures par semaine, ça doit se greffer dans un emploi du temps. Si on a affaire à des enfants qui vont à l'école, il y a obligatoirement une coordination qui doit s'installer entre les activités familiales, scolaires et sportives. Là, ça peut déjà commencer à coïncider, d'autant que la société aujourd'hui a largement développé le principe chez les parents de proposer aux enfants de faire beaucoup de choses : musique solfège, football, expression théâtrale, bien travailler à l'école, participer à un mouvement de jeunesse, ... Or, il y a 24 heures dans une journée.

Ca c'est un phénomène, je ne vais pas dire récent, mais ça fait une grosse dizaine d'années qu'on se rend compte qu'il y a des parents qui proposent de plus en plus d'activités. Donc, comment l'enfant de 8-10-12 ans apprend à gérer ça ?

De un, est-il capable d'apprendre ? La réponse est non car une fois qu'on a dépassé la dose, l'enfant fait ce qu'il peut et il ne va pas pouvoir s'en sortir en gardant la tête hors de l'eau. Donc dès qu'on pratique 4-5 heures de sport par semaine, les parents devraient s'interroger sur « comment est-ce que mon enfant vit cela ? Comment il s'adapte à cela ? Est-il capable de supporter cela ? ». Puisque le milieu sportif, dès qu'il va repérer que l'enfant a peut-être quelques « dispositions », va insister pour passer à 6, à 7, à 8 heures par semaine et alors, ça y est : on enclenche le système.

Donc, il faut être attentif à la dimension psychologique dans la pratique sportive assez tôt. Mais on ne le fera pas de la même façon selon qu'on pratique 4 heures de sport par semaine ou 14 heures de sport par semaine.

*H. : A partir de quel âge, 4 heures par semaine devient normal et pas inquiétant ? Cela dépend de l'enfant ?*

P. : On est tous différents. Il y a des enfants pour qui 4 heures par semaine ce n'est rien du tout alors que pour d'autres, 4 heures par semaine, c'est déjà too much.

*H. : Comment les parents peuvent-ils savoir si c'est de trop pour leurs enfants ?*

P. : Il y a des symptômes. On a les symptômes classiques sur le plan physique, psychologique, psychique, comportemental, social, affectif, relationnel, scolaire. Si l'enfant commence à être plus irritable, dort moins ou moins bien, se dispute plus souvent avec ses frères et sœurs, a de moins bons résultats à l'école, est plus puni à l'école, a des notes dans son journal de classe, est grincheux, a un visage moins calme, serein et épanoui, ... Tout cela ce sont des symptômes qui doivent alerter.

*H. : Les parents et les entraîneurs viennent souvent vous consulter pour une « mauvaise gestion du stress ». Mais n'est-ce pas plutôt une mauvaise gestion du stress des parents par rapport à la pratique sportive de leur enfant ?*

P. : Je vais vous donner un exemple d'une maman que je vais voir et qui m'a envoyé un e-mail.

« Je m'adresse à vous après réflexion et suite à ma visite chez le docteur X au centre X pour mon fils X de 14 ans. Il est en deuxième secondaire et obtient de bons résultats scolaires en général (80-90% de moyenne). Il pratique la natation en club. Actuellement, 5 entraînements par semaine de 18h15 à 20h30 du lundi au vendredi.

Plus mise en condition physique le mercredi et le vendredi de 17h à 18h15. Il y a aussi des compétitions une à deux fois par mois. Suit également un cours d'équitation (1heure par semaine le samedi après-midi). Et enfin, il fait de la plongée sous-marine (1h30 d'entraînement le samedi matin et sortie régulière le dimanche en lac ou en carrière, quand la température de l'eau le permet, de mi mai à fin septembre). Il a arrêté les scouts depuis cette rentrée pour passer de 4 à 5 entraînements de natation par semaine et continuer malgré tout l'équitation. Pourriez-vous, après avoir lu ces quelques lignes, me dire si un suivi dans votre centre serait bénéfique ? Tout en sachant que mon fils n'est pas et ne souhaite pas devenir sportif de haut niveau.

Depuis la rentrée scolaire, mon fils éprouve énormément de difficultés à s'endormir 3 à 4 soirs par semaine. Nous rentrons de la piscine vers 21h15, il mange une petite collation, boit une tisane et se met au lit vers 21h45. Il est parfois 2 heures du matin quand il finit par dormir. Il s'énervé, finit par pleurer. Je me sens impuissante à l'aider après avoir mis en place plusieurs petites choses qui parfois fonctionnent et parfois malheureusement pas : tisane aux plantes, lecture d'un livre ou d'une BD, lumière tamisée, huiles essentielles, il ne boit ni coca ni café en journée, je lui caresse un peu les cheveux avant de quitter sa chambre. J'essaye de lui faire prendre conscience qu'il doit respirer lentement, profondément, calmement pour se détendre mais ça l'énervé aussi. Je le sens vraiment très nerveux, stressé, voire parfois agressif. Il a à cœur de s'investir à fond dans tout ce qu'il fait afin d'obtenir de bons résultats. Il m'a déjà dit qu'il culpabilisait s'il devait manquer une fois un entraînement de natation, idem pour l'école. Heureusement, il est rarement malade. Le docteur a constaté qu'il était en bonne santé mais a parlé d'éventuellement une surcharge d'activités et d'un besoin à apprendre à gérer tout cela. »

Le médecin a tout faux. On ne se pose même pas la question de savoir s'il y en a de trop. On doit apprendre à l'enfant de 14 ans à gérer tout cela. Vous, moi (pourant ancien sportif de haut niveau), si j'avais eu ça à 14 ans, j'aurais tué.

*H. : Moi j'ai fait de la natation donc je sais que ça demande beaucoup d'entraînements mais c'est vrai que pour me consacrer à la natation, j'ai justement supprimé les sports que j'avais à côté.*

P. : Il y a une surcharge. On vient me trouver en me disant qu'il gère mal. Mais le problème c'est qu'on ne peut pas demander à un enfant de 14 ans de fonctionner comme un adulte. On ne peut pas demander à un enfant de 14 ans de raisonner. Lui, il veut bien faire, il veut réussir, il culpabilise aussi, ... Mais c'est aux parents à dire STOP. Il n'a aucun moment où il ne fait rien.

Par rapport à votre question, oui il y a des demandes officielles par rapport à la gestion du stress. On va alors voir en quoi consiste la situation et moi je me refuse d'un point de vue éthique à demander à un enfant de pouvoir gérer son stress si ce sont les parents qui déconcent. Après, ils font ce qu'ils veulent mais moi je ne vais pas rentrer là-dedans ça c'est sûr.

*H. : Et si c'est l'enfant qui demande pour faire tous ces sports, il faudrait lui interdire ?*

P. : Il faut lui expliquer qu'il y a des limites à ne pas dépasser et que ce qui compte est qu'il soit bien, heureux, épanoui, équilibré et que ça, ce n'est pas possible à 14 ans. A 25 ans, il fera ce qu'il voudra, quoique quelqu'un travaillant toute la journée et s'entraînant comme cela, c'est très rare ! Ce n'est pas une question de quantité mais de qualité.

On ne peut pas demander à un enfant de 12-14 ans de raisonner. C'est aux parents à dire que c'est trop et qu'il faut s'arrêter. On doit mettre des barrières. Bien souvent, les parents disent que c'est l'enfant qui demande ou qui veut mais qu'est-ce que ça change ? Un enfant ne sait pas ce qui se passe sur le plan de sa physiologie, il ne comprend rien. Il faut mettre des barrières et être raisonnable tout simplement. Contrairement à ce qu'on peut penser, l'entraînement précoce n'est pas la panacée. Ce qui compte, c'est la qualité.

En effet, 3 heures d'entraînement ça peut être de trop ou pas. Ça dépend de ce qu'on y fait : on travaille à 40%-50%-80% de nos moyens. Est-ce que dans les 3 heures d'entraînement, en fait il y a uniquement 40 minutes d'exercice physique, chrono en mains ? Dans ce cas, il reste 2h20 où on récupère et alors, c'est différent de la situation où on s'entraîne 80 minutes avec seulement 1h40 de récupération. Exemple : gymnastique. 2 heures d'entraînements = 20 minutes précises d'entraînement. Tennis : on passe 20 à 25% du temps à réellement jouer au tennis. Tout cela est une question de savoir ce qu'est la quantité d'entraînement.

Là, il n'y a que les spécialistes qui peuvent évaluer cela. Les parents ne savent pas le faire. Seuls les spécialistes peuvent faire attention à la fréquence cardiaque, au pourcentage maximal d'effort qui nécessite autant de récupération, ... Si on n'est pas dans le milieu, on ne sait pas tout cela. On dit juste qu'il s'entraîne sans savoir ce que cela signifie.

On ne peut pas dire à un enfant de 14 ans de nager mais d'y aller mollo, par exemple. L'enfant va foncer, il est difficilement raisonnable. Si l'entraîneur dit de faire 2 longueurs et puis de récupérer, ou d'en faire 25 et puis de récupérer, ce n'est pas la même chose.

*H. : J'avais lu que pour un enfant, c'était mieux d'avoir des entraînements d'endurance et pas d'intensité lorsqu'il est jeune.*

P. : Surtout pas d'intensité, ça c'est sûr. Mais même concernant l'endurance, jusque 10-12 ans, l'impact de ce type d'entraînement est nul par rapport au niveau qu'il aura à l'âge adulte. L'enfant est de toute façon en transformation physique, morphologique, psychologique et physiologique. Toute la phase d'adolescence va intervenir. Il ne sert à rien de vouloir faire de l'entraînement de résistance car ce type d'entraînement va avoir un effet délétère sur les fonctions cardiaques. Mais même l'endurance qui est moins délétère = qui n'hypothèque pas (ou alors il faudrait tomber dans un extrême fou) la constitution cardiaque (alors que la résistance oui car qui dit résistance dit augmentation des volumes cardiaques : ventricules principalement ; et donc, on pourrait avoir des déformations cardiaques surtout dans la phase 10-18 ans d'adolescence). Si on fait beaucoup d'endurance, ça a moins de conséquences délétères mais ça n'a aucun impact sur ce que la personne sera capable de faire à 20 ans. Or, être champion à 14 ans n'a pas d'intérêt. S'il y a un intérêt, c'est éventuellement à 22 ans.

Tout cet entraînement cardio-pulmonaire est quelque chose qu'il faut maîtriser avec beaucoup de prudence parce que ça a des conséquences délétères sur la fonction cardiaque si ce n'est pas bien fait. Par exemple, faire de la préparation physique avec des enfants de 9-10-11 ans est d'une stupidité totale. A ce moment-là, il faut les laisser courir, jouer, s'amuser, comme on a toujours fait dans le temps. Et pas commencer à faire de l'exercice répétitif, systématique. Vers 13-14 ans, on peut commencer à faire un petit peu de préparation physique mais vraiment très légèrement. Puis, au fur et à mesure que l'adolescent va se développer sur le plan musculaire, là on peut commencer. C'est vraiment quelque chose à doser. SAUF si on veut qu'il soit champion à 14-15 ans.

Pour cela, la Belgique est championne. On a plein de jeunes qui sont champions avant 18 ans. Mais à 22-23-24-25 ans, ils ne sont plus là. On devrait peut-être se poser des questions. Ce n'est pas en 2015 que ça se passe. Déjà dans les années 70, ça se passait comme cela. On n'a toujours rien compris.

*H. : Donc, il n'y a pas d'évolution ?*

P. : Non.

*H. : Ce n'est pas maintenant qu'on a tendance à former les enfants de plus en plus jeunes ?*

P. : C'est pire aujourd'hui.

*H. : C'est pire mais c'était déjà présent il y a quelques dizaines d'années ?*

P. : Tout à fait. Sauf qu'avant, il y avait 3% de la population qui étaient concernés par cela et aujourd'hui il y en a 15%. Dans certains sports, les entraîneurs poussent et sont tous fiers de dire que leur sportif est champion de Belgique à 16 ans. Mais à 22 ans, il a arrêté son sport !

*H. : Par rapport au cas d'espèce que vous m'avez présenté, le jeune dit qu'il ne veut pas être champion ni sportif de haut niveau mais qu'il culpabilise quand il ne va pas à l'entraînement. N'est-ce pas un peu contradictoire car justement ça devrait rester de l'amusement et si à un moment, il ne sait pas se rendre à l'entraînement pour une raison ou pour une autre, ça ne doit pas être dramatique.*

P. : C'est là qu'on rentre dans la dimension psychologique qui est très difficile à évaluer et à percevoir, même si elle est hyper importante. L'enfant de 14 ans s'est sans doute mis dans la tête toute une série de choses. Ça, c'est l'expérience qui me permet de dire cela. Manifestement, l'enfant vit dans un environnement élitiste. Il se dit alors condamné à faire le maximum. S'il ose imaginer qu'il ne va pas faire tout, il culpabilise. Là derrière, il se demande si ses parents vont encore l'aimer de la même façon. La réponse est non dans sa tête. Il ne peut pas sortir de ça, lui.

*H. : Donc c'est aux parents à lui expliquer que cela n'est pas grave et qu'ils l'aimeront toujours autant ?*

P. : OUI. Mais ils ne le font pas. Je suis très pessimiste quant au pronostic.

*H. : Par rapport aux conventions protectrices des droits de l'enfant dans le sport, sont-elles respectées ?*

P. : Non. En théorie, on va nous dire oui mais dans la pratique, jamais. Aucun entraîneur ne sait qu'elles existent.

*H. : Je compte justement interroger des entraîneurs pour savoir s'ils avaient connaissance de ces conventions.*

P. : Ils ne savent même pas que cela existe. Il y a beaucoup d'entraîneurs qui vont vous dire qu'ils font très attention à respecter l'intégrité physique, morale, psychique des athlètes. Mais, moi, samedi j'étais avec un entraîneur qu'on m'a demandé de superviser pour analyser son fonctionnement et il a engueulé les athlètes pendant 35 minutes puis il est gentil avec eux. Ce sont des enfants de 15-16 ans. S'il continue comme cela, dans 2 ans, il y a la moitié qui se rebelle.

Il y a un gros problème dans le domaine des entraîneurs. Ça commence à bouger un peu mais on vient de la préhistoire.

*H. : Il n'y a pas maintenant des formations d'entraîneurs ? Par exemple, l'école des entraîneurs en football.*

P. : Si mais moi je participe à cela et le problème c'est que c'est du copier-coller. J'ai toujours voulu que les entraîneurs aient une formation lourde mais pour cela, entraîneur doit devenir un métier.

Or, 90% sont des bénévoles qu'on paie 8 euros de l'heure, à qui on offre 2 verres de Coca, un training et un sac à la fin de l'année. Tant qu'on est dans le bénévolat, on ne peut rien exiger d'eux. Maintenant, on est en train de participer au développement de la formation des entraîneurs. Ils commencent à recevoir un paquet de données dans toute une série de secteurs : anatomie, physiologie, diététique, dopage, législation, psychologie, ... Cette formation est très bien mais le problème c'est qu'ils viennent chercher un papier alors qu'ils ont intégré 5% de l'ensemble. Ce qu'il faut faire c'est leur faire modifier leur manière d'entraîner. Qui dit modifier la manière d'entraîner dit former à l'entraînement avec un suivi, de la supervision, avec un mécanisme de feedback et de coaching (terme un peu tarte à la crème). On doit faire du suivi, de la remise en question. Mais tout cela ne se fait pas et ne se fera pas car il n'y a pas d'argent.

Donc, on dit que maintenant on les forme mais ils ne savent pas utiliser ce qu'ils ont appris pour leur pratique. Ce qui les intéresse, c'est la position des bras, des jambes, en fonction du sport et de l'entraînement. On ne leur apprend pas à intégrer tout ce qui fait partie des cours. Ceux qui vont arriver à le faire ne représenteront que 5%.

*H. : Dans ce cas, que faudrait-il faire ? Il faudrait organiser un suivi mais au niveau des cours, il n'y a rien à changer ? C'est plus par rapport à l'application dans la pratique ?*

P. : Quand vous demandez ce qu'il faudrait faire, on prend le problème à l'envers. Beaucoup de politiciens viennent du monde juridique. La première chose à faire est qu'il y ait une préoccupation, une sensibilisation, une prise en considération du monde politique de l'importance de la dimension physique et sportive. En Belgique, en Wallonie en tout cas, il y a zéro prise en compte. Tant que cette prise de conscience n'a pas été faite, il ne peut pas en découler toute une série de modifications qui viseront la profondeur du fonctionnement du monde sportif, des adultes qui sont censés tenir les rênes de la pratique sportive. Il suffit de voir ce qui s'est passé ce samedi à Charleroi en football.

Il s'agissait du match Standard-Charleroi où il y a eu des agressions, des bombes fumigènes, des pétards, ... Ce n'est pas nouveau mais alors, c'est bien la preuve qu'on ne fait rien. Quand est-ce qu'on va faire quelque chose ? On laisse des fous furieux rentrer dans les stades. Le titre de l'article du journal du mardi est « d'une simple amende au huis clos ». On a une petite photo d'une bombe fumigène qui a explosé sur le terrain. On laisse faire. Il y a un travail d'éducation à mettre en place. Dans le milieu du football, c'est grave.

Lors d'un match de football d'enfants de 7-8 ans, quand l'arbitre siffle, les enfants contestent l'arbitre.

*H. : Ça, c'est sûrement lié au fait que les parents, au bord du terrain, crient sur leurs enfants et sur l'arbitre.*

P. : En effet, je vous parle d'éducation ! Tout se tient ! C'est un vrai problème d'éducation sportive même s'il y aura toujours des fous furieux. Toutefois, s'il y en a moins, c'est quand même préférable.

*H. : La charte des droits de l'enfant dans le sport ratifiée par le Panathlon International reconnaît le droit de l'enfant d'être ou de ne pas être un champion. Est-ce bien respecté ? Avez-vous des exemples ?*

P. : En théorie mais pas dans la réalité. Si on pose la question à plein de parents qui ont des enfants de 12-14 ans qui pratiquent du sport de compétition, tous les parents vont dire qu'ils respectent. Mais ce n'est pas vraiment respecté dans les faits. Le plus bel exemple que j'utilise quand j'ai des interventions à faire avec des enfants et des parents c'est qu'à un moment donné, je demande aux parents ceci : si votre enfant vous annonce que demain il arrête son sport, vous réagissez comment ?

A ce moment-là, je filme dans ma tête et le parent a 4 millièmes de seconde pour répondre. Si dans ce temps-là, il m'a répondu que ce n'était pas grave alors c'est qu'il est sincère. Au-delà de 4 millièmes de seconde, il a compris le piège et sait qu'il doit répondre un billet social : « il n'y a pas de problème ». Mais c'est trop tard. C'est que c'est le parent qui s'est investi dans la pratique du sport par son enfant et plus l'enfant lui-même.

Donc, en théorie tout le monde va dire qu'il respecte. C'est rare qu'il y ait quelqu'un qui dise ouvertement qu'il ne respecte pas les conventions.

*H. : Mais il y a des parents où ça se voit clairement que pour eux, il faut absolument faire des résultats.*

P. : Eh bien alors c'est clair. On peut les blâmer. Pour les autres qui ne le montrent pas ouvertement, c'est assez pervers. Et puis il reste la toute petite catégorie de ceux qui disent franchement que des résultats ou pas, ça ne change rien. Ils disent à leur enfant qu'il doit faire ce qu'il a envie de faire et qu'ils l'aimeront de toute façon toujours de la même manière. Ça, c'est 5%.

*H. : Par rapport au droit de l'enfant d'évoluer dans un milieu sain, consacré par la Charte des droits de l'enfant dans le sport, qu'est-ce que ça représenterait pour vous ? Est-ce que cela signifie que les parents continuent à prôner des résultats scolaires, qu'il n'y a pas de dopage, ... ?*

P. : Première chose : l'éducation reste du domaine privé. Chacun va mettre la limite là où il pense devoir la mettre en âme et conscience. Il faut déjà accepter une certaine fluctuation par rapport à l'endroit où on va mettre la barrière. C'est la première chose.

Deuxième chose : il est aujourd'hui clairement mis en évidence par des publications, des recherches scientifiques que c'est lorsque les parents ont l'attitude la plus médiane entre le désintérêt et l'investissement à outrance que le taux de stress chez l'enfant et dans la famille est le plus bas. Cela répond en partie à la question.

Troisième chose : les parents doivent soutenir et non pas pousser. Il y a une grosse différence sémantique. Tout parent doit soutenir le projet de ses enfants et non pas pousser.

En ce qui concerne le sport et les études, il est reconnu à tort que le sport de haut niveau et les études sont incompatibles alors que nous démontrons, depuis 8 ans que nous avons créé le soutien aux étudiants athlètes de haut niveau via le service Peps, qu'on est à 55% de réussite dans les études, toutes études confondues. Si on extrait la population étudiant-athlète de haut niveau, on monte à 80% de réussite. En fait, ce qui compte est de bien doser ! Mais là on est avec des athlètes de 18-20 ans et plus avec des enfants. Cependant, ils réussissent bien car ils ont appris à s'organiser, à doser l'investissement, à doser leur façon de pratiquer, ils perdent moins de temps, ils guindaillent mais moins que les autres et pas n'importe quand, et surtout ils savent se projeter dans l'avenir. Ils sont toujours 6 mois voire 2 ans plus loin. Ils font des projets, donc ils ont un calendrier, donc ils ont des plannings, donc ils ont de l'organisation. Ils fonctionnent comme une entreprise et ils n'ont que 18-20 ans.

*H. : Les parents qui diraient que le sport passe avant tout pour des enfants encore en primaire, voire secondaire, constitueraient-ils un milieu sain ? Est-ce que faire passer le sport avant l'éducation est acceptable ?*

P. : Non, pas chez nous en Belgique. En Belgique, la question ne se pose pas. Les parents qui font ça sont des criminels. En effet, on a plus de chance de gagner au Lotto que de réussir dans un sport de haut niveau. Des parents qui disent qu'ils investissent à fond leur enfant dans le sport sont des fous furieux. En Belgique, il faut, coûte que coûte, continuer à développer l'acquisition d'un diplôme, faire des études, développer des compétences.

Exemple : j'ai été confronté à un enfant de 16 ans qui maintenant réussit dans un sport à du haut niveau, qui m'avait dit que s'il arrêta le sport, il ferait un métier manuel. Pas de souci. Je ne suis pas pour que les gens fassent des études coûte que coûte mais je veux que les jeunes et leurs parents pensent à l'avenir. Tout cela s'apprend par une organisation de la journée. De 8h du matin à 22h du soir, tout doit être occupé, y compris du temps libre. Ce qui compte est de savoir ce qu'on fera quand on arrêtera notre sport. En effet, on se mettra en ménage et alors, il faut aussi gagner sa vie. Donc, il faut préparer l'avenir car on arrêtera de toute façon à un moment donné de pratiquer son sport. Jean-Michel Saive est une exception...

Des parents ne peuvent pas tout miser sur le sport. Certains vont dire que dans ce sport-là (tennis, golf, basket aux USA, formule 1), on peut miser sur le sport car il y a de l'argent. Mais en Belgique, qui a réussi en tennis ? Les frères Rochus, Justine Henin, Kim Clijsters, Goffin, Darcis. A part ceux-là, on n'a pas grand monde. En golf, on a Colaert, Pieters. En tennis de table, on a Jean-Michel Saive. En football, on a sûrement une dizaine de joueurs qui sont partis à l'étranger. On a encore quelques cyclistes : Tom Boonen, Philippe Gilbert, ... On n'a donc qu'une vingtaine de sportifs qui gagnent leur vie avec leur sport.

On ne peut, par conséquent, pas, en tant que parents, dire qu'on va miser tout sur le sport. En formule 1, le dernier qui a fait quelque chose est Thierry Boutsen et ça fait 30 ans ! On doit être sérieux et réaliste.

Il y a à peu près 100 000 naissances et 100 000 décès par an en Belgique, on a donc 100 000 jeunes d'une même génération. Entre 15 et 25 ans, on en a donc 1 million. Or, on vient d'en citer 20. On peut enlever tous ceux qui sont champions entre 15 et 20 ans car ça n'a aucune importance. On n'a qu'à faire le calcul. On ne peut pas investir sur le sport de manière exclusive. Autant je pense qu'on doit investir dans le sport de manière éducative et puis laisser un peu la nature faire mais en encadrant et en formant en amont et en aval, autant on ne doit pas tenir de discours selon lequel on devrait miser tout sur le sport.

*H. : Et s'il y avait plus d'infrastructures ? Par exemple, en France, pour la natation, il y a beaucoup plus de facilités qu'en Belgique. En Belgique, les seuls nageurs qui sont susceptibles de faire des résultats partent s'entraîner en France. Exemple actuel : Eva Bonnet. En Belgique, les nageurs ne gagnent rien du tout.*

P. : C'est vrai. Et en athlétisme, si on retire les Borlée, il ne reste plus grand monde.

En termes d'infrastructure, je ne pense pas qu'il y ait un si gros problème que ça d'infrastructures. Il y a des infrastructures qui sont mal utilisées. Beaucoup d'établissements scolaires ont des salles sportives, omnisport qui après 17h sont inutilisées. Maintenant, c'est vrai qu'on n'a pas beaucoup de piscines olympiques. Concernant les patinoires, j'ai une de mes anciennes athlètes, Isabelle Piman pour ne pas la citer, qui n'avait pas de patinoire. Actuellement, il y a celle de Liège qui a ouvert il y a 2 ans. Celle de Charleroi n'est pas aux normes, celle de Namur a fermé. Dans certains sports, il peut y avoir certaines lacunes, je suis d'accord. Mais globalement, si on met tout ensemble, je ne pense pas que ce soit un problème d'infrastructures réellement.

Je pense que le plus gros problème en Belgique et surtout en Belgique francophone est le manque de coachs compétents. Jacques Borlée est très compétent mais s'il fait un infarctus, personne ne sait le remplacer. Jean Colot, en escrime, est hyper compétent mais personne ne sait le remplacer s'il devait arrêter. On a un déficit en personnel compétent de haut niveau. Si on compare avec la France, on a à peu près 66 millions de Français et 11 millions de Belges. On est donc 6 fois moins nombreux. Ils ont à peu près 1200 entraîneurs nationaux. On devrait donc en avoir 200 (1200 : 6). Si on en a 20 c'est beaucoup. Ça, c'est un méchant déficit. Pour former un entraîneur de niveau national et international, il faut 40 ans.

*H. : Peut-être qu'on est en train d'en former actuellement...*

P. : Oui mais ça prendra 30 ans avant qu'ils émergent et en attendant, qu'est-ce qu'on fait ? Et puis, même si on passe à 50, il en manquera toujours une grande partie par rapport aux 200 Français. Et puis, on ne va pas en former autant d'un coup. Ce n'est pas possible. Ça prend du temps, ça demande énormément de compétences, d'expérience.

C'est un vrai métier, très complexe, avec beaucoup de facteurs qui interviennent. La plupart commencent à entraîner vers 20 ans et c'est vers 50 ans qu'ils deviendront bons. Mais que faire en attendant ?

C'est aussi une des raisons pour lesquelles les athlètes partent à l'étranger. En effet, qui s'occupe de nous ? Personne.

*H. : Par rapport aux sections sport-études, est-ce réellement une section adaptée aux enfants sportifs ? N'y a-t-il pas trop de pression pour les enfants ? En effet, en général, il y a une obligation de faire des résultats sous peine de se faire exclure de la section.*

*P. : Résultats scolaires principalement.*

*H. : Oui mais on regarde aussi le développement de l'enfant au niveau du sport. Par exemple, Goffin, comme il était fort petit et qu'il était en difficultés, on s'est demandé à un moment si on allait le garder.*

*P. : Belle question. Moi je me suis occupé du sport-études escrime à Jambes jusqu'il y a 2 ans (et maintenant, ils viennent d'arrêter), du basket, de la gymnastique à Mons. Je pense qu'il faut garder ce système car globalement, c'est une bonne idée. C'est meilleur que les humanités sportives qui sont des techniques sportives et qui sont des catastrophes. J'en parle ouvertement car j'ai moi-même été prof d'éducation physique dans ces sections-là. Par contre, sport-études, c'est une bonne formule, à condition d'amender quelque peu et surtout de mettre du personnel humain dans ces structures. Humain signifie compétent pour gérer des enfants de 14-17 ans dans ce type de projet. On ne peut pas s'improviser éducateur (pour ne citer que cette fonction) qui s'occupe d'enfants de 14-17 ans comme ça. Il faut être un éducateur qui connaît le sport. Le problème est que ce n'est souvent pas le cas. C'est souvent des éducateurs qui débarquent, qui n'ont pas de boulot, qui postulent et parce qu'ils ont pratiqué le sport, on les engage. Ils ne connaissent rien. La discussion que nous avons ensemble, il y a déjà 95% qui se seraient sauvés car ils ne comprendraient rien ou ne seraient pas d'accord. Il y a vraiment un besoin d'avoir une réflexion éducative, sportivo-éducative sur ce phénomène.*

*Donc, moi je pense que ça reste un beau projet mais qui doit être amendé, amélioré et surtout renforcé sur le plan humain pour que des jeunes de 14-16 ans qui vont vivre en internat s'épanouissent alors que tout le monde n'est pas fait pour vivre en internat : il y a des jeunes qui ne supportent pas d'être loin de leurs parents, de leurs copains/copines. Quel que soit le talent sportif, s'ils ne sont pas dans un environnement affectif qui les rassure, leur compétence sportive ne va pas se manifester. A côté de cela, il y a aussi tout ce qui est études. Il faut arriver à réussir des études. Je pense que le système sport-études est bien quand ça permet à des enfants de pouvoir aller dans plusieurs écoles. On ne doit pas les obliger à aller tous dans la même école.*

*Exemple : en tennis à Mons, tous les membres de tennis-études sont à l'Athénée Marguerite Bervoets. Oui mais si moi je suis d'obédience catholique, je n'ai pas forcément envie que mon enfant aille dans l'enseignement de l'Etat. J'aimerais le mettre dans l'enseignement libre. Mais je ne peux pas si je veux qu'il fasse partie du programme tennis-études. Si mon enfant n'est pas fait pour faire des humanités mais plutôt des études techniques, il ne peut pas le faire s'il veut être en sport-études.*

*Par contre, en sport-études escrime et basket, à Jambes, on travaille avec 9 écoles différentes. Ça respecte aussi les choix éthiques des parents. Ça ne se fait pas partout et c'est donc une matière à discuter. Je ne jetterais pas le bébé avec l'eau du bain, ça c'est sûr.*

*H. : Est-ce que ça respecte le droit des enfants de suivre des entraînements adaptés aux rythmes individuels ? N'y a-t-il pas souvent des problèmes de surentraînement ?*

*P. : Bien sûr que si. Mais si vous posez la question aux entraîneurs par rapport au Panathlon, beaucoup ne connaissent pas le Panathlon. Les gens ne savent pas. On m'a proposé d'être le Vice-président du Panathlon mais j'ai refusé. Je n'ai aucun problème avec le Panathlon et leur équipe mais les gens ne savent pas qu'il existe. Un entraîneur lambda ne connaît pas le Panathlon et donc encore moins la Charte du Panathlon.*

*H. : Il faudrait peut-être une plus grande sensibilisation. Personnellement, quand je me suis rendue à une compétition lorsque j'étais jeune, on nous avait distribué les marque-pages du Panathlon avec la Charte des droits de l'enfant dans le sport.*

*P. : Bien sûr qu'on met ce genre d'initiative en avant mais de là à ce qu'un entraîneur lambda ait ça dans son agenda, il y a encore un énorme fossé.*

*H. : J'ai lu que certains enfants se font rejeter de clubs en raison de leur milieu social, de mauvaises performances, ... Quelles pourraient alors être les conséquences psychologiques d'un tel rejet ?*

P. : C'est un vrai problème. On a des clubs qui jettent des enfants, des adolescents, d'abord pour des critères de non compétence suffisante en sport. Il y a des sports qui sont plus friands de ce genre d'attitude, notamment la gymnastique. Il y a différentes divisions en gymnastique et si un enfant n'est pas dans le top division 2-division 1, on lui fait comprendre qu'il peut venir s'il veut mais qu'on n'a pas le temps de s'occuper de lui. L'enfant va alors continuer à venir mais va ensuite arrêter en raison du désintérêt du club à son égard.

Ce qu'il faudrait faire, c'est obliger tous les clubs à avoir une politique de sport-éducation compatible avec un sport-compétition. Dans le club de basket dont je suis Vice-président, nous faisons du sport social et du sport compétitif à partir de 12-13 ans. Jusque 12 ans, c'est social et à 13-15 ans, il y a encore du social. On sait que ceux du 4<sup>ème</sup> niveau ne seront jamais des grands joueurs de basket mais on s'en fout. Ce qui compte, c'est qu'ils viennent et qu'ils s'amuse.

Donc, il faudrait obliger les fédérations à avoir une politique qui travaille sur les deux. Les deux ne sont en effet pas incompatibles mais en plus, ils sont complémentaires. L'un sert à l'autre et réciproquement.

Dans le milieu du sport, c'est souvent vu comme une contradiction : soit on est pour la compétition et alors on est contre le social, soit on est pour le social et on est contre la compétition. C'est absolument faux mais c'est rentré dans le fonctionnement.

*H. : Par rapport à la fixation d'un âge minimum et d'un nombre d'entraînements maximum par semaine, vous trouvez ça inadapté et pensez qu'il faudrait favoriser une approche individualisée. Mais quels seraient les critères à prendre en compte pour déclarer qu'un enfant est apte à pratiquer un sport à un certain niveau ?*

P. : On doit faire confiance au bon sens. Je ne suis pas trop pour légiférer car ce qui compte n'est pas la quantité mais la qualité. Qui est capable d'évaluer la quantité et la qualité ? Un spécialiste. Mais on n'a pas les moyens de se balader dans tous les clubs pour voir comment ça se passe. Donc, ça va être très difficile de fixer une norme. On pourrait dire 2 heures ou 8 heures mais au final, ce n'est pas ça qui est important. Ce qui compte, c'est ce qu'on fait durant ces heures par rapport au sport. 2h de natation c'est nager 2heures. 2h de gymnastique c'est être dans les engins 15 minutes.

*H. : Actuellement, il y a déjà des décrets par sport disant qu'un enfant ne peut pas pratiquer la compétition avant tel âge.*

P. : Un enfant aura envie, dès l'âge de 8-9 ans, de se mesurer à ses copains, donc dire qu'il ne peut pas y avoir de compétition est un peu aberrant. Par contre, on peut faire de la compétition informelle. Là, je suppose que vous parlez de compétitions organisées ?

*H. : Oui.*

P. : Moi je dirais 10-12 ans si on veut organiser des compétitions avec des classements, avec des points, ... Jusque 10 ans, pas plus de 5heures par semaine. Et surtout, jusque 10 ans, il faut inciter à pratiquer plusieurs sports dans les 5 heures. On doit éviter une hyper spécialisation précoce. Jusque 10 ans, à raison de 5 heures par semaine, on doit pratiquer des mini-sports variés mais éviter de faire 5 heures du même sport.

J'irais dans la variété et pas dans l'intensité, et je mettrais une barrière vers 10-12 ans avec éventuellement une prise en considération de cas particuliers vers l'âge de 11 ans en fonction de la taille, de la croissance, de la puberté où on pourrait passer à 6 ou 7 heures par semaine. Si j'étais ministre des sports, c'est ce que je penserais pouvoir prôner mais je ne le ferais pas car je me ferais tuer.

*H. : J'ai lu votre cours de psychologie du sport que vous dispensez en éducation physique et il y a un schéma de motivation par la compétence de Harter et une théorie de l'auto-efficacité de Bandura. Est-ce que les deux s'appliquent aux enfants ou est-ce qu'il y en a un qui est plus adapté aux enfants ?*

P. : On a aussi le troisième modèle qui est le modèle de Vealey. Ces modèles ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, ils doivent être vus en complémentarité car tous les modèles ne savent pas tout expliquer. Ce n'est pas l'un qui a raison et l'autre qui a tort mais c'est l'un qui complète ce que l'autre a oublié de mettre en évidence et réciproquement. Deuxième chose : bien entendu que ça s'applique dès le tout jeune âge.

*H. : Mais j'avais vu qu'il y avait un modèle qui prenait en considération la personnalité mais qu'à 14 ans, on ne savait pas déterminer la personnalité. Donc, ce modèle ne serait pas applicable aux enfants, par exemple.*



P. : La personnalité est quelque chose qui se stabilise vers 18-20 ans. Donc moi j'explique le modèle d'un point de vue scientifique, théorique. Je ne peux pas ne pas dire que ça existe. Le modèle de Vealey est le seul qui est issu d'un système de psychologie du sport et qui est fait pour le sport. Vealey prend ses responsabilités en prônant ça. Je comprends ce qu'il veut dire même si je ne suis pas tout à fait convaincu. Mais intellectuellement, je ne peux pas ne pas en parler. En effet, la personnalité évolue. Oui il y a des variables de personnalité qui vont aider un peu plus dans la pratique sportive mais à 14-17 ans, elles ne sont pas stabilisées. De grands auteurs l'ont énoncé ! Il y a des tendances mais à 80%, la personnalité est héréditaire. Notre personnalité a été forgée par nos parents.

*H. : Est-ce que le caractère sportif est héréditaire ? Par exemple, les Borlée ont leur père. Manaudou a aussi son frère et son père dans la natation.*

P. : Ça aide socio-culturellement mais ça n'est en aucun cas une condition. On a des gens qui sont dans le milieu du sport de haut niveau dont les parents n'ont jamais fait de sport. Par exemple, moi mes parents n'étaient absolument pas sportifs du tout. Les parents de Jean-Michel Saive étaient moyennement sportifs. Par contre, ça peut aider. Dans le cas des Borlée, ça aide. Mais c'est aussi génétique chez eux. C'est plus génétique que culturel et en plus, c'est du génétique et du culturel. Donc, ils avaient plus de chance d'y arriver que nous. Mais sinon ce n'est pas obligatoire, ce n'est pas rédhibitoire, ce n'est pas une condition nécessaire et suffisante. Elle est intéressante mais elle n'est pas la seule à entrer en ligne de compte.

Heureusement car comme ça, ça permet de mettre en avant la liberté de l'individu de se réaliser par rapport au sport qu'il veut pratiquer.

*H. : Je n'ai plus de questions, un grand merci pour votre aide.*

## **ANNEXE 2 : ENTRETIEN AVEC LOUIS DERWA, AVOCAT**

*H. : Vous êtes spécialisé en droit du sport mais défendez-vous également les droits des enfants dans le sport ? Si oui, de quel type de litiges s'agit-il le plus souvent ?*

L. : Non. Cependant, à travers le football, il y a des cas de jeunes joueurs qui sont confrontés soit à la signature de leur premier contrat, soit à un agent qui veut s'occuper de leurs intérêts à titre exclusif. Ça peut arriver dans le sport d'un certain niveau. Un agent de joueur repère un bon joueur de 13 ans, il va approcher le joueur et ses parents.

Ça pose des questions juridiques intéressantes parce que, notamment, est-ce que le joueur peut signer un contrat d'intermédiation (en effet, on ne parle plus d'agent mais d'intermédiaire) ? Est-ce que l'agent intermédiaire peut faire signer un contrat à un mineur ? Non. Est-ce qu'il peut le faire signer par ses parents ? Peut-être que oui car ils le représentent. Mais la question va plus loin que cela. On se dit : est-ce que si je fais signer un jeune joueur de 13 ans et ses parents, c'est parce que j'espère être son agent le jour où il signera son premier contrat professionnel et qu'il y aura de l'intérêt en jeu. Mais comment vais-je faire pour conserver le mandat jusque là ? Je peux le faire signer à 13 ans mais aussi à 14 ou 15 ans, un an ou deux avant qu'il puisse signer son premier contrat. Là on voit qu'il y a des montages pour être sûr d'obtenir la signature de l'enfant mineur, à travers ses parents. Ce sont des choses très fréquentes.

*H. : Est-ce que l'intérêt supérieur de l'enfant prime toujours dans les litiges sur le sport ou est-ce que d'autres valeurs prévalent ?*

L. : Quand on a des litiges sur le sport, c'est souvent des litiges disciplinaires devant les fédérations car on n'a pas respecté le règlement de la fédération et si ce sont des litiges qui sont hors de la fédération, ce sont des litiges qui vont alors devant les tribunaux et pour lesquels on applique la loi. La loi va appliquer les instruments nationaux et internationaux. Ils sont supposés incorporer et faire valoir ces valeurs. C'est de cette manière que ça se fera. On voit, dans le développement du sport professionnel, qu'on essaye de détecter le talent le plus tôt possible et donc, forcément, on tombe sur des enfants ou adolescents qu'on essaye de s'accaparer à travers un club, un agent, le plus tôt possible. Donc, il y a, dans la jurisprudence, des conflits.

*H. : Est-ce que les conventions protectrices des droits de l'enfant dans le sport sont bien connues des entraîneurs, des fédérations, ... ? Sont-elles toujours bien respectées ? Y a-t-il une abondante jurisprudence à ce propos ?*

L. : Il y a de la jurisprudence mais en sport, on doit bien distinguer 2 choses : on a la réglementation sportive (celle qui est prise par les fédérations sportives pour leurs membres que sont les clubs et, indirectement, pour leurs affiliés que sont les joueurs) et à côté de cela, on a la législation de droit commun (lois, décrets, ordonnances). Donc, parfois on légifère particulièrement sur la matière du sport et spécialement sur les mineurs.

Une réglementation sportive ne pourrait pas s'inscrire en violation d'une norme d'ordre public de droit commun. Mais en revanche, une norme sportive pourrait être encore plus restrictive, plus protectrice qu'une norme de droit commun. On est dans la liberté d'association (loi de 1921) et l'association édicte ses propres règlements auxquels les gens adhèrent ou pas. Ils doivent respecter le règlement. Il arrive, en sport, parfois, que la réglementation sportive soit encore plus coercitive que la réglementation de droit commun.

*H. : A-t-on édicté de nouveaux instruments juridiques pour protéger les droits des enfants dans leur pratique du sport lors de ces quinze dernières années ?*

L. : Je ne sais pas très bien car je n'ai jamais réfléchi à la question mais c'est quelque chose que l'on devrait voir assez vite. Les instruments sont des instruments internationaux qui viennent des Nations Unies, du Parlement Européen, de normes européennes et qui ont été adaptés dans notre législation. Je ne sais pas les énoncer comme cela. Mais c'est quelque chose qui se trouve relativement facilement.

*H. : En fait, j'ai un texte qui date de 1999 et qui fait un aperçu des textes applicables. Je me demandais donc si, depuis cette date, il y avait eu de nouveaux instruments juridiques ou non.*

L. : Ça, il faudrait vérifier. Je n'ai pas entendu de choses en ce sens, à part des réglementations sportives comme celle de la FIFA. Je pense que les sports qui ont le plus été exposés au problème avec les enfants et les jeunes ont pris des réglementations sportives sur la question plus spécifiques à leur sport.

*H. : Dans chaque sport, un décret fixe l'âge minimum pour pratiquer de la compétition dans ce sport. Est-ce adapté? Ne devrait-on pas plutôt prôner une approche individualisée? Si oui, quels seraient, selon vous, les critères (physiques et psychologiques) à prendre en considération pour déclarer qu'un enfant est apte à pratiquer son sport de manière intensive?*

L. : C'est une question assez vaste mais disons que l'on essaye de prendre un critère objectif car quand on dit l'âge minimum, c'est la même chose pour tout le monde. Si on dit qu'on va regarder la taille, le poids, ..., les gens vont aussi demander des critères objectifs, à savoir à partir de quel poids, de quelle taille. Et si un enfant n'a pas grandi mais pèse très lourd, qu'advient-il ? Qu'est-ce qui prévaudra ? Ça deviendra compliqué d'expliquer cela aux parents. Les parents sont aussi très sensibles à cela car cela signifierait que leur fils n'a pas encore la taille ou le poids qu'il devrait avoir pour jouer dans telle catégorie. L'âge, on ne le discute pas. Et généralement, cela se passe bien dans la pratique. En effet, normalement, un entraîneur qui voit que l'enfant est plus frêle ou plus faible s'adapte. Il va en discuter avec les parents et va faire attention, en principe.

D'un autre côté, ce n'est pas toujours un problème. Ce n'est pas parce qu'il est plus frêle, plus petit qu'il ne pourra pas pratiquer son sport. Sinon, on dirait qu'il y a là une discrimination. Ce n'est pas nécessairement un problème. Parfois, c'est même une opportunité car c'est à travers le sport que l'enfant compense son retard ou son déficit physique par rapport à d'autres. Il est tiré vers le haut car les autres sont un peu plus forts, ... C'est mieux que de le mettre de côté car il n'a pas la taille qu'il devrait avoir ou que de le faire jouer avec les plus petits.

Pour moi, le sport est une école de vie. On doit réglementer, faire attention, mais à un moment donné, il faut aussi laisser les choses se régler naturellement. On apprend des choses, on se met à niveau. On peut avoir quelqu'un qui, par exemple, a un bon développement physique mais qui a un déficit technique, qui est moins habile que les autres. Mais alors, c'est peut-être aussi une forme de retard. Donc, moi, je ne suis pas personnellement partisan d'aller si loin, sauf peut-être dans des sports de contact où là ça peut jouer un plus grand rôle (ex : boxe, lutte). Mais je pense aussi qu'ils doivent réglementer cela dans le sens que dans ces sports, on s'occupe certainement de la taille, du poids, ...

Pour le reste, je ne pense pas que ce soit nécessaire. Je pense que le critère de l'âge et le critère du bon père de famille pour les éducateurs qui sont supposés avoir été formés, voire diplômés ou avoir eu un diplôme d'éducateur, doivent permettre de faire les réglages nécessaires dans le respect des intérêts de l'enfant. On aboutirait ainsi, finalement, malgré tout, à une approche individualisée sur le terrain.

*H. : Mais sur base de quoi on a déterminé qu'en basket c'est 5 ans, que dans un autre sport c'est plus tard, ... Pourquoi n'est-ce pas à chaque fois le même âge pour tous les sports ?*

L. : Parce qu'il faut parfois une habilité particulière dont on pense qu'on l'acquière seulement à partir de tel âge. Pour parler du football que je connais mieux (et c'est un peu le cas dans différents sports), on a commencé à donner des entraînements à partir de 9 ans.

Puis, on s'est dit pourquoi pas à 8 ans, 7 ans, 6 ans, jusque 4 ans ! On a créé des catégories d'enfants de 4 ans qui jouent au football. On s'est dit qu'à partir du moment où l'enfant savait courir et qu'il avait envie de jouer, pourquoi ne pas le faire ? On a adapté le ballon (plus petit et moins lourd), l'aire de jeu (plus petite). On adapte les règles en proportion par rapport à ses capacités. On pourrait dire que c'est dangereux d'instaurer des entraînements de football à partir de 4 ans car l'enfant ne supportera peut-être pas un contact, car il ne connaît pas encore les règles du jeu, ... Or, des milliers d'enfants jouent à 4 ans. Il n'y a pas tellement d'accidents. La tendance a été de démocratiser, de faire en sorte que dès son plus jeune âge, l'enfant puisse avoir accès au sport.

*H. : Mais alors pourquoi quand même mettre un âge minimum ?*

L. : Parce qu'on se dit qu'on doit quand même avoir un minimum de consistance, de psychomotricité pour pouvoir faire quelque chose convenablement. Il y a peut-être un peu de ça. Je pense aussi qu'au départ, c'était également une question d'organisation. On a ensuite revu tout cela et on s'est dit que tant qu'il n'y avait pas d'obstacles médicaux, on pourrait le faire. C'est aussi dû à d'autres facteurs qui n'ont rien à voir.

Par exemple, ça permet de placer son enfant le mercredi après-midi au sport. Les clubs ont joué avec cela. Ils ont dit que si on mettait son enfant là, ils s'en occuperaient. Il n'y a pas que des critères de santé, ...

D'un autre côté, je pense que si ça posait un problème de santé publique, le législateur interviendrait et interdirait. Donc, c'est que ça ne pose pas de problème. C'est la liberté des clubs de le faire ou non.

*H. : Justement, aux Etats-Unis, ils ont décidé que les enfants de moins de 10 ans ne pouvaient plus faire de têtes.*

L. : C'est bien la preuve que si on constate à un moment donné qu'il y a un taux anormal de blessures, il est très possible que soit la fédération sportive, soit un organe extérieur mette le holà et rectifie, corrige le tir. Le principe est que les clubs sont dans la liberté d'association. Si vous voulez donner de la formation à des jeunes joueurs, faites-le, tant qu'il n'y a pas d'obstacle quant au bien-être, quant à l'aspect médical, ... Ça ne me heurte pas personnellement car cela se fait depuis des années et il n'y a pas vraiment de problèmes.

Dans le sens inverse, ça donne aussi une éducation, un goût à l'effort. Depuis le plus jeune âge, l'enfant a l'habitude de s'entraîner, de faire de l'effort. Ça a aussi une valeur. L'enfant ne se pose plus la question mais va à son entraînement par tous les temps (cela dépend des sports), car il sait qu'il doit s'entraîner, qu'il s'est engagé. C'est une question d'éducation : si je fais un sport, je le fais convenablement, je dois m'entraîner. Si je fais un sport collectif, vis-à-vis de mes coéquipiers, s'ils vont s'entraîner moi je dois y aller aussi car sinon je ne jouerai pas le match prochain.

*H. : Que pensez-vous de la Charte des droits de l'enfant dans le sport du Panathlon International? Est-ce une bonne compilation des différents droits reconnus aux enfants dans le cadre de leur pratique sportive?*

L. : Adressez-vous au Panathlon pour cette question. Je ne peux pas donner d'avis en détail car je ne l'ai pas examinée de près.

*H. : Quelles pourraient être des solutions pour faire respecter les droits des enfants dans le sport?*

L. : Est-ce qu'ils sont si bafoués que cela ? Moi je pense que les droits de l'enfant sont surtout présents en ce qui concerne les transferts, managers, ... Dans les sports où il y a beaucoup d'argent qui circule, il doit y avoir une grande vigilance, une grande attention à l'égard du mineur. En effet, il est innocent, il tombe dans un milieu dont il ne connaît pas les mœurs et les habitudes. Il pourrait être spolié car s'il est bon, il peut constituer, aux yeux de certains, une valeur qu'on pourra marchander, valoriser, duquel on tirera des bénéfices financiers. Là, évidemment, il faut être extrêmement prudent. Mais je pense que de plus en plus, il y a de grandes préoccupations autour de l'enfant car il y a des restrictions, des interdictions.

Voyons le règlement FIFA, par exemple. Après, ce n'est pas parce que la loi ou le règlement sportif l'interdit que cela ne se passe pas.

Je dois dire toutefois que, de mon expérience, en football, il y avait beaucoup de choses qui se passaient avant que l'on essaye maintenant de contrôler. Il y a sûrement encore des abus mais les réglementations rendent les choses plus compliquées car, par exemple, on ne peut plus être intermédiaire comme on veut. On peut l'être en Belgique mais plus nécessairement dans d'autres pays si on n'est pas agréé dans ces pays-là. Les clubs doivent déclarer si le joueur a un intermédiaire, ... Les gens vont consulter les avocats pour demander ce qu'ils doivent faire pour se mettre en ordre vis-à-vis de la loi. Les gens comprennent que l'on ne fait plus tout à fait n'importe quoi. Comme, en plus, on responsabilise les clubs en disant qu'ils doivent jouer la transparence, dire qui sont les intermédiaires, ... et qu'il y a des obligations de déclaration, le club est aussi concerné. Donc, cela va dans le sens d'une protection. Maintenant, est-elle maximale ou pas ? C'est une question délicate qu'on ne sait pas maîtriser.

On ne doit toutefois jamais oublier qu'une des caractéristiques principales du sport est son caractère international. Un bon joueur belge peut maintenant aller jouer en Angleterre. On a affaire souvent à des législations étrangères. Si un joueur est belge, qu'il a un conflit avec son club anglais et qu'il est transféré en Italie, dans le sport professionnel, c'est assez fréquent. On va alors avoir un problème de droit international et l'application de règles sportives internationales. Souvent, les réglementations sont assez détaillées et nombreuses dans les fédérations. En principe, on ne fait pas tout à fait ce qu'on veut. Mais bon, il y a des non-dits partout. Dans tous les cas, en football, le paysage est beaucoup plus structuré qu'il ne l'était il y a 10 ans.

*H. : Y a-t-il beaucoup d'arrêts concernant les enfants devant la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport ? J'ai eu connaissance d'un arrêt en natation concernant un entraîneur qui avait fait nager une nageuse à la place d'une autre dans un relais, sans prévenir. C'était toutefois une nageuse plus jeune et moins rapide que celle qui devait normalement nager. On a suspendu l'entraîneur alors que c'était juste pour la faire nager et pas pour gagner puisqu'elle était beaucoup moins rapide.*

L. : Ce n'est pas fréquent. On doit voir aussi comment se présente le litige. Soit le mineur est lésé et alors, il peut se défendre. Ou alors il y a des abus mais donc on est dans un autre domaine. Ou alors on est dans un domaine contractuel où on a essayé de profiter de lui. On va tomber dans une de ces cases-là. La CBAS, s'il y a des ordonnances qui concernent les mineurs, c'est vraiment marginal. Il y a beaucoup de choses distinctes mais c'est rare que ça concerne un problème d'enfant, de mineur.

Voilà ce que je peux en dire à brûle-pourpoint. C'est un très beau sujet. Mon conseil est d'aborder la question de la minorité dans le sport. Il y a des instruments juridiques sur l'enfant (il a droit à telle et telle chose, on doit le protéger contre telle chose, ...) mais après, on a le cas très pratique du rapport entre le mineur et le sport professionnel. Ça prend une toute autre acuité car le mineur constitue une valeur sportive et, par voie de conséquence, financière, qui attise les convoitises. C'est certainement une illustration très concrète d'atteinte qu'on peut leur porter.

*H. : Un grand merci pour votre aide.*

### **ANNEXE 3 : ENTRETIEN AVEC PHILIPPE HOUSIAUX, PRÉSIDENT DU PANATHLON WALLONIE-BRUXELLES**

*H. : Qu'est-ce que le Panathlon International et le Panathlon Wallonie-Bruxelles ? Est-ce qu'il faut bien distinguer les deux ou pas ?*

P. : D'abord il y a beaucoup à en dire mais vous retrouvez l'essentiel sur Panathlon.net pour le Panathlon International et sur Panathlon.be pour le Panathlon Wallonie-Bruxelles. La meilleure des versions du Panathlon.net est celle en italien car c'est un mouvement qui est à la base italien.

Le Panathlon International est un mouvement qui s'est créé fin des années 40-début des années 50 en Italie. C'est en fait une excroissance d'un Rotary, le Rotary de Breschia pour être précis. Dans le Rotary de Breschia, il y avait le Secrétaire général du Totto Calcio (qui est l'équivalent de l'union belge de football) qui, à un moment donné, a trouvé que ce Rotary devait plus se profiler aussi vers les événements sportifs pour une mission du genre service-club telle qu'on a dans les Lions, les Fifty One et autres. Mais donc, brusquement, le Rotary n'a plus été connu qu'au travers d'actions qu'il menait dans le domaine du sport et donc, ils ont préféré, non pas faire sécession, mais dire que l'activité en tant que telle mérite de créer autre chose. Donc, ils ont créé le Panathlon puis le Panathlon International.

Ils ont repris le même modèle que le modèle d'un Rotary classique ou d'un service-club et ils ont créé des clubs Panathlon d'abord essentiellement en Italie. C'est pour ça qu'en Italie, c'est vraiment considéré comme une partie du patrimoine sportif italien. Il y a plus de 150 clubs en Italie (voir site du Panathlon). Ensuite, ils se sont d'abord répandus vers l'Europe du Sud et vers l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale avant de remonter vers le Grand Nord au départ de contacts qu'ils avaient via d'autres services-clubs ou au travers du sport. Aujourd'hui, le Panathlon International est présent dans une trentaine de pays et représente un peu plus de 300 clubs de par le monde.

Comme les services-clubs, c'est un mouvement organisé en districts. Il y a notamment un district belge qui existe depuis plus de 25 ans. Il a commencé d'abord uniquement du côté néerlandophone et a développé un certain nombre de clubs qui existent toujours : Brussel, Gand, Anvers, Louvain, un club lié à l'Université d'Anvers, Hasselt. En 2002, Vik Dedonder qui était un belge flamand impliqué dans l'expansion du Panathlon m'a demandé d'envisager la possibilité de créer un Panathlon en Wallonie ou en Belgique francophone, chose pour laquelle je lui ai demandé du temps car je ne voulais pas d'un mouvement ou d'un club uniquement de bénévoles, qui ne fonctionnerait que sur la base de réunions mensuelles avec un orateur. Je voulais réfléchir à en faire plus une sorte d'ONG en charge d'activités et de sensibilisation dans le domaine des valeurs sportives et des valeurs sociétales. Les raisons pour lesquelles il m'a rencontré sont que j'étais à l'époque président de la fédération d'athlétisme et j'avais été vice-président du comité olympique belge et j'étais fort impliqué dans plusieurs autres fédérations, ...

Je trouvais qu'à un moment donné, pour mener ça à bien, il fallait pouvoir trouver une réponse à 3 questions que je me posais :

1. Le financement d'un projet comme celui-là.
2. La représentativité politique, même si c'est un groupement qui a été apolitique.
3. La capacité que nous aurions à avoir du personnel permanent.

Il fallait que j'aie les 3 pour le démarrer. Ça m'a pris un an, quasi jour pour jour, où j'ai eu en même temps :

1. Un avis du ministre de l'emploi de l'époque du côté wallon (Philippe Courard) selon lequel nous pourrions être dans les critères.
2. J'ai eu un préaccord de la ministre de la santé de l'époque de la fédération Wallonie-Bruxelles (Nicole Maréchal) de ce que si nous étions en place, elle confierait des missions notamment dans les écoles primaires (qui était un des projets que nous avions et qui s'intitule toujours « Sportez-vous bien, mangez malin » qui est l'activité que l'on développe énormément dans les écoles primaires).
3. Tout en étant apolitique, j'avais obtenu l'accord de tous les partis politiques de déléguer quelqu'un qui d'abord aimait la matière, qui n'était pas là pour représenter son parti mais qui était là par conviction sur les valeurs du sport.

On a finalement eu une représentation de tous les partis démocratiques qui se sont engagés à la base et qui ont donc fondé avec moi, en novembre 2003, ce Panathlon qui, à l'inverse de tous les autres Panathlon, n'est pas lié à une ville mais est lié à une entité politique : la Fédération Wallonie-Bruxelles. Maintenant, on trouve ça légitime qu'on l'ait appelé Wallonie-Bruxelles mais à l'époque, c'était un peu novateur car on parlait encore de communauté française. On l'appelait le Panathlon Wallonie-Bruxelles pour bien montrer le territoire sur lequel nous voulions fonctionner.

A un moment donné, j'étais à l'initiative d'un club supplémentaire qui fonctionne plus comme le nôtre, qui est le Panathlon communauté germanophone. Eux existaient et vivent en Wallonie mais la spécificité des 9 communes germanophones est qu'elles parlent allemand et en plus, ils ont parfois des politiques complémentaires voire différentes des politiques de la communauté française ou de la fédération Wallonie-Bruxelles. On a donc créé un Panathlon pour la communauté germanophone, ce qui veut dire que le district, actuellement, a une représentativité totale à travers les clubs flamands qui, après nous, ont créé un Panathlon Vlaanderen pour correspondre et donc, maintenant, j'ose dire sous notre influence, nous avons eu un district composé des 3 communautés qui, lui, a sa représentativité au niveau international.

Ça, c'est pour ce qui concerne la structure générale. L'énorme différence entre les différents Panathlon dans le monde entier et nous est que dans le monde entier, ils fonctionnent comme des services-clubs alors que nous, on a une structure où il y a 3 personnes full time pour lesquelles on a obtenu des subsides de la région wallonne, de la région bruxelloise et un complément de la fédération Wallonie-Bruxelles. Ce qui veut donc dire que nous pouvons accorder du temps chaque jour à des actions de terrain, ce qui est crucial. C'est une première grande différence avec les autres puisqu'aucun autre Panathlon, à part le Panathlon International, n'a de personnel full time.

Deuxième chose qui nous caractérise : nous avons adapté nos statuts avec l'accord de l'International car l'International et chaque club en particulier ne peut avoir comme membres que des membres individuels. Nous avons jugé qu'avec ça, on n'irait pas loin. Si on veut avoir un rôle à jouer dans notre communauté, il faut qu'on aille vers les acteurs qui avaient un rôle à jouer dans l'enseignement, la citoyenneté et le sport. Donc, très vite, il y a 5 ans, on est arrivé à la conclusion que nous devions ouvrir l'état de membre à, tout à la fois, les fédérations sportives, les interfédérales du sport, les clubs s'ils le souhaitent, ... Actuellement, on a toutes les interfédérales du sport qui sont membres : l'AISF, l'ASEUS, l'Association francophone des fédérations sportives scolaires, l'Association des établissements sportifs. Les 4 interfédérales qui comptent sont toutes membres. Donc, par ce truchement-là, on a une représentativité dans toutes les fédérations sportives. En plus, on a un accord avec le Comité Olympique belge qui lui est interfédéral et national qui nous octroie, à notre demande, la défense de toutes les valeurs du sport (article 1 de la Charte olympique).

De grandes fédérations ont ensuite aussi souhaité devenir membre. Ex : l'Union belge de football, ce qui était intéressant car elle n'était pas encore communautarisée à l'époque, la fédération de basket, la fédération de gymnastique, la fédération de natation, la fédération de yachting et dernièrement, la fédération de hockey et la fédération de tennis. On a aussi les sports de combat qui sont membres. Ça nous donne des relais vers toutes les fédérations mais aussi vers leurs sportifs.

Ensuite, nous avons développé tout un axe villes et communes-provinces. On a dit aux villes et communes-provinces qu'elles étaient les garantes des 3 thèmes que j'ai développés : l'enseignement primaire, le sport (puisque 9 fois sur 10 le propriétaire des infrastructures sportives est la commune) et la citoyenneté (c'est à eux de faire en sorte que les citoyens aient une réflexion sur nos sociétés pour qu'elles n'amènent pas aux lourdes déviances et aux drames que l'on connaît maintenant). Aujourd'hui, il y a une soixantaine de communes qui sont membres dont toutes les grandes villes : Liège, Charleroi, ... On a aussi des provinces : le Hainaut, la province du Luxembourg, ... A travers ce truchement-là aussi, nous avons une représentativité importante puisque la plupart des bourgmestres, échevins, conseils communaux sont en même temps députés et sénateurs ou ministres, ... Ça nous permet de nous étendre et d'avoir un rôle à jouer notamment au niveau parlementaire.

Puis, on a le troisième volet qui est constitué des individus qui peuvent nous rejoindre et qui nous rejoignent d'ailleurs régulièrement.

C'est au niveau de ceux qui permettent de tisser nos projets un peu partout au travers de la fédération Wallonie-Bruxelles et qui nous permettent d'avoir un plus gros impact. Ces gens sont arrivés pour quelle raison ? Ils sont arrivés non pas parce qu'on était sympas mais parce qu'on était très actifs et donc, il n'y avait pas de raison d'aller se charger d'activités supplémentaires s'il y avait déjà un organisme qui était bien en cours, qui avait de bons programmes d'action, qui avait un éclectisme dans ses actions et qui avait suffisamment de relais.

On a des activités un peu tous azimuts dans les 3 panels que je viens de développer et qui nous donnent une assise importante dans la fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour nous, ce n'était toutefois pas suffisant. Je dis « nous » car on a un Conseil d'administration qui est positivement redoutable dans le bon sens du terme et qui joue son rôle à plein et qui est très représentatif de notre société politique, culturelle et sportive. Donc, on a trouvé qu'on devait avoir des moments qui nous permettaient d'avoir une respectabilité incontestable. On a initié les journées du Fair-play qu'on mène autour du 7 septembre chaque année et qu'on a démarré en 2013. Pourquoi en 2013 ?

Un 7 septembre 1963, se sont réunies à Paris autour de Jean Berautra (un des 4 mousquetaires du tennis français qui avait gagné la Coupe Davis, ...) des personnalités essentiellement françaises pour créer le Comité International du Fair Play. Donc, comme je suis le représentant du Panathlon International dans toutes les activités internationales liées au fair-play, j'étais au courant de cela et donc, je nous ai fait propriétaires de cette date. En effet, en général, les gens aiment bien qu'il y ait une date fixe. On a pris le 7 septembre pour lancer ce projet il y a maintenant 3 ans. Ça a eu tout de suite un grand succès sur le terrain. On avait du matériel de qualité. C'est un de nos objectifs : lier une activité qui a du beau matériel de telle sorte qu'on soit presque fier d'afficher ces valeurs. Donc, en année 1, on a eu 3000 événements le même week-end qui ont été brandés autour du slogan qui est le nôtre : « le fair-play est un sport ». Puis, l'année suivante, 4500 événements ; et cette année-ci, on a dépassé allégrement les 6000 événements le même week-end. Ils ont tous le même slogan « le fair-play est un sport » mais on ajoute également des activités sur le terrain, des serments, des haies d'honneur, des applaudissements, des historiettes de qualité, des mains-tendues, ... Tous des gestes qui peuvent sembler passésistes mais qui donnent l'esprit au jeu et que, finalement, de plus en plus de gens reprennent. C'est devenu un événement récurrent.

On a fait de même il y a maintenant 5 ans en créant les prix du fair-play qui n'existaient plus en Belgique car le Comité Olympique les avait arrêtés au début des années 2000-fin des années 1990 considérant que c'était un trop gros boulot que de retrouver des exemples de fair-play autres que simplement féliciter les gens pour une carrière sportive, ...

Donc, nous avons repris cela à notre sauce et on en a fait à chaque fois une communication importante à travers tous les réseaux que nous avons pour avoir de plus en plus de candidatures de choses qui s'écrivent, qui se disent, qui se voient sur le terrain et chaque année, nous faisons un grand événement centré sur ces personnalités qui sont toujours inconnues du grand public mais qui ont fait quelque chose d'assez étonnant dans leur parcours sportif. On a à chaque fois des jurys différents qui viennent tant de la société civile que du monde du sport ou du monde politique.

On a des internationaux dans le domaine du sport, des grands sportifs ou le centre pour l'égalité des chances ou la RTBF ou un mixte de l'ensemble qui eux font un choix et peuvent décider d'ajouter ou non chaque année une catégorie de prix. Chaque année, on le fait dans un événement qui a de plus en plus de retentissements. En année 1, c'était à Studio 4 à Flagey. L'année suivante, nous l'avons fait au cercle de Wallonie à Namur, l'année d'après au château de La Hulpe à la Hulpe. Puis, au Bois du Cazier à Marcinelle et cette année, c'était à Huy au centre culturel avec une première nouveauté pour nous : c'était en direct sur les télévisions locales qui sont aussi devenues partenaires du Panathlon.

Depuis cette année-ci, on a aussi démarré une première activité autour d'un festival du film qui se déroulait du 14 au 17 septembre 2015. Ça fait partie d'un circuit de 16 festivals dans le monde. Ça a été considéré comme étant le meilleur premier festival jamais réalisé dans le monde, ce qui est déjà une manière d'être mis à l'avant-plan, mais surtout qui a permis à un certain nombre de productions belges ou internationales présentées à Bruxelles de rentrer dans la sélection du jury international pour l'événement final à Milan début novembre où là effectivement il y a des réalisateurs et producteurs belges qui ont été couronnés pour la qualité de leurs projets.

L'an prochain, on ajoute un élément supplémentaire qui peut devenir un rassemblement annuel mais ça, ça ne dépend pas que de nous. Il s'agit de la relève du salon des sports qui aura lieu au Heysel du 5 au 7 février 2016 et où les organisateurs ont souhaité le faire comme eux-mêmes ambassadeurs du Panathlon. A priori, c'est toute l'image du fair-play et du Panathlon qui sera le fil conducteur de ce salon des sports où on attend 40 000 personnes sur les 3 jours (car c'est accouplé au salon des vacances cette année-ci).

Pour le reste, toutes les activités et actions que peuvent utiliser nos membres dans le cadre de leur vie sportive et de leur vie associative sont reprises dans un document présent sur notre site.



Ça nous donne une grande visibilité et représentativité car à côté de cela, on a de plus en plus d'ambassadeurs du Panathlon qui sont toutes des grandes vedettes sportives qui participent à nos activités, qui sont nos ambassadeurs dans les écoles, dans les événements sportifs, ... et qui parlent en notre nom. Il est évident que si un membre de l'équipe internationale de foot prend la parole dans des équipes de jeunes, ça marque plus l'opinion que si moi je vais y parler. Si on a une Isabelle Pieman qui a fait les jeux olympiques en patinage artistique qui va parler dans les fédérations de sports d'hiver, elle sera plus écoutée. Si on a Tom Boon en hockey, il sera plus écouté aussi dans le monde du hockey.

Ça, c'est une vue générale qui nous amène à être au moins 2 fois par jour sur le terrain.

Venons-en maintenant à la Charte des droits de l'enfant dans le sport. Premièrement, c'est né d'une initiative du Panathlon International et ça a été concocté à l'occasion d'un congrès international tenu à Gand en 2004. Cette Charte a fait l'objet d'un long travail de la commission culturelle et scientifique du Panathlon International. Il y a la Charte elle-même mais aussi tout l'engagement formel autour de la déclaration.

Ce sont les attendus qui ont amené à cette Charte des droits de l'enfant dans le sport. Cette charte est maintenant devenue la pierre angulaire du Panathlon International et est reconnue par l'ONU, par l'UNICEF, par l'UNESCO, par le CIO, par les grandes fédérations internationales de sport.

Elle est maintenant doublée d'une charte sur les devoirs des parents dans le sport qui va être ratifiée par un congrès international à Anvers l'année prochaine. L'objectif est de pouvoir ensuite faire une charte sur les devoirs des enfants dans le sport. En effet, on n'a pas que des droits mais aussi des devoirs.

L'objectif est que tous les clubs panathlonsiens (dont le nôtre) fassent en sorte que cette charte soit l'objet d'accords divers par les grandes instances, que ce soit le Comité olympique, les fédérations sportives, les personnes ayant une activité dans le domaine, ... Nous sommes la Charte la plus répandue mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de velléités un peu partout. En effet, le problème souvent avec ceux qui écrivent des Chartes c'est qu'ils n'ont pas les moyens de bien les utiliser, de les rendre pérennes. Ex : on a parfois des ministres qui décident de laisser une trace de leur passage en créant une charte mais qui finalement soit doivent la confiner à leurs compétences, soit doivent la confiner à leur région ou sous-région donc, une fois que l'administration décide que ce n'est plus leur champ de bataille, ils ne l'utilisent plus trop.

On a souvent des Chartes qui cohabitent et ceux qui ont été à la base de cette charte-ci (et vu sa façon d'être reprise et répercutée par les grandes instances sportives et politiques) font que l'on ne s'occupe pas beaucoup des chartes des autres. La seule sur laquelle on s'interroge aujourd'hui est celle qui a été à la réflexion dans une association qui s'appelle ICSS (International Centre for Sport Security) qui est largement financée par des fonds du Qatar basée à Londres et à Bruxelles. Nous composons pour qu'ils reprennent, une bonne fois pour toutes, notre Charte et n'amènent pas le monde du sport au niveau des contacts qu'ils ont avec les grandes instances à faire une compétition sur qui a la meilleure charte. Ça n'a pas de sens.

Autant on se fiche un peu des autres initiatives (charte de la fédération de hockey qui s'est inspirée de notre charte, charte d'un club de foot à Wépion qui a aussi une charte pour les parents...). On laisse les initiatives fonctionner tout en essayant de développer la nôtre au travers des réseaux évoqués ci-dessus et via l'international au travers de tous les organismes dans lesquels nous sommes présents puisque le Panathlon International est soutenu essentiellement par le CIO, par de grandes institutions para sportives comme le Conseil de l'Europe, ... Notre rôle est de faire en sorte que si déjà ceci peut passer et que d'autres ont des velléités régionales ou pour un sport, c'est bien. En effet, ces autres chartes sont souvent bien écrites, touchent aux mêmes valeurs que celles que nous défendons, ... donc, ça ne fait pas de mal. Il ne faut pas avoir qu'une seule bible, ... On ne dit pas qu'on a l'apanage du fair-play, par exemple. Tout qui lance des initiatives dans le fair-play car il l'a au fond de ses tripes ou a envie de nous copier en nous ayant vu fonctionner a nos félicitations ! Heureusement, on n'aura jamais un monde qui soit sur les mêmes rails partout, pour autant qu'on crée un vivre ensemble. Mais incontestablement, aujourd'hui, cette charte-là, tant dans son expression que dans son développement est la plus appliquée. A chacun des items de la charte, suivant le pays où on est, il y a une manière de développer des actions autour du droit annoncé.

*H. : Justement, j'ai fait un sondage auprès de jeunes qui ont pratiqué de la compétition durant leur minorité. J'ai eu, à ce jour, 99 participants : 39 filles et 60 garçons. Il n'y en a que 10 qui connaissent le Panathlon et que 6 qui connaissent la Charte. Qu'en pensez-vous ?*

P. : Ce n'est pas mal ça. En effet, une fois que ça arrive dans les fédérations, c'est leur rôle de les faire transiter vers leurs clubs et les clubs vers leurs membres. Comme la 1<sup>ère</sup> charte n'a que 11 ans, qu'elle n'a été « mise sur le marché » réellement qu'en 2006 (même pas 10 ans) et qu'on a commencé par le sommet des pyramides, c'est un bon résultat. Et les 100 jeunes interrogés sont tous des sportifs ?

H. : *Oui, j'ai demandé que ce soient des gens qui ont fait de la compétition avant 18 ans.*

P. : Si déjà 10 jeunes sur 100 connaissent le Panathlon, c'est vraiment bien !

H. : *Par rapport à la Charte, une personne m'a dit que c'était son club qui en faisait allusion dans son règlement à chaque début de saison, d'autres ont eu des cours en éducation physique, c'est affiché dans les salles de sport et puis, deux m'ont dit que c'est plutôt dans leur formation d'entraîneurs qu'ils en ont eu connaissance.*

P. : Ok, donc c'est à l'AISF. Il y a un module qui est consacré aux valeurs du sport et qui a été co-rédigé par le Panathlon et Philippe Halleux (philosophe qui donne les cours aux moniteurs).

Il y a 2 formules pour faire connaître et puis appliquer : 1. Il faut que le document existe. 2. On ne peut pas bypasser la filière classique, à savoir la fédération au niveau national, européen et mondial. Dans notre pays, en plus, les fédérations sont scindées. A partir de ce moment-là, elles doivent pouvoir l'inscrire dans les avis aux clubs, dans des activités de la fédération ou dans des formations de monitorat, d'entraîneur d'un sport ou d'un autre. Ça prend du temps et quand on dit que 10% des jeunes sportifs ont entendu parler du Panathlon, c'est assez exceptionnel !

H. : *Vous êtes donc satisfait des résultats de mon sondage ?*

P. : Evidemment ! Autant j'aurais été sidéré que ce soit un tel résultat auprès des fédérations sportives et des villes et communes (où vous auriez un taux plus élevé) mais que ce soit suffisamment déjà percolé auprès des jeunes, c'est fantastique. Je suis très positivement impressionné car c'est vrai que de plus en plus, on essaye que le nom soit connu et à la limite même, on voudrait que notre slogan « le fair-play est un sport » soit connu. En effet, ce qui nous intéresse plus c'est le contenu et pas le nombrilisme.

En Belgique francophone, on a 650 000 sportifs référencés. Ça voudrait dire que 10% des sportifs connaissent déjà le Panathlon. Le fait aussi que, depuis 3 ans, on ait les journées du fair-play qui se développent dans les clubs, a aussi certainement largement contribué à notre notoriété. Si vous pensiez que ce serait plus, moi au contraire je suis heureusement surpris.

En effet, on voulait être connu par les fédérations et les interfédérales : c'est fait, on voulait être connus par des grandes fédérations : c'est fait, on voulait que dans certaines fédérations il y ait une obligation (ex : pour le football et le hockey, ils doivent signer la charte et son application pour avoir un certain nombre de points pour la labellisation dans leurs fédérations). Mais faire tout ça, ça prend du temps ! Au niveau des communes et provinces, on est au-delà des 50% de connaissance ; au niveau des hommes politiques, on dépasserait les 60 à 70% certainement. Pour nous, on avait besoin de ces assises-là avant de percoler vers les jeunes.

H. : *Par rapport à la Charte des droits de l'enfant dans le sport, j'ai vu aussi qu'il y en avait eu une autre en 2010, développée par l'Institut International des droits de l'enfant. C'est possible ?*

P. : Je ne vois pas ce que c'est.

H. : *La voici (je donne la Charte).*

P. : C'est suisse. Eh bien vous pouvez obtenir la réponse auprès de Pierre Zappelli (président du Panathlon Suisse). Communiquez-moi cela car ça m'intéresse de connaître la réponse également. Moi je ne connais pas. Ça me semble d'ailleurs très long.

H. : *Le Panathlon demande de fixer un âge minimum pour toute compétition internationale basé sur la recherche scientifique, ainsi que sur les caractéristiques physiques et psychologiques des enfants, selon un document posté sur votre site. Y a-t-il eu un mouvement en ce sens ? C'était suite aux championnats du monde de natation à Kazan.*

P. : Il y a eu des suites très positives. C'est à l'agenda de la prochaine réunion du CIO. La fédération internationale de natation a déjà réagi en disant qu'elle allait s'adapter aux règles internationales.

Oui malheureusement il a fallu qu'il y ait un cas pour qu'on se dise qu'il y avait un vide juridique ou un vide au niveau de certaines épreuves. Mais ce qui est le plus surprenant est que ces textes-là donnant l'âge pour les championnats figurent déjà dans les règles de la FINA. C'est comme s'ils avaient méconnu leurs propres règles. Yves Vandenaauweele (président du Panathlon Leuven) est un grand expert dans ces matières. Il pourrait certainement vous renseigner. Il a suivi ce dossier au niveau international. Thierry Zintz pourrait aussi vous renseigner. Il est vice-président du Comité olympique, directeur du MEMOS et président du Panathlon Belgique. Je vous remets également de la documentation sur le Panathlon.

*H. : Un grand merci pour ces renseignements! A propos de la Charte justement, on a plusieurs droits inscrits dans la Charte et le secrétaire général de l'AFT, Monsieur Pierre Delahaye, m'a dit que selon lui, il faudrait ajouter 2 points à la Charte pour l'équité de tous : l'intégration des enfants handicapés dans les structures sportives et l'accès au sport quels que soient les niveaux socio-économiques, socio-culturels, ...*

P. : C'est une très bonne idée mais il ne nous l'a pas encore signalé. Faites-moi un mail avec ces 2 idées pour que je ne les oublie pas. D'ici le mois prochain, on fait du toilettage pour mettre les devoirs des parents notamment. C'est donc l'occasion de mettre ces idées.

Voir point 10 des attendus de la déclaration également qui reprend un peu ces idées. Dès l'instant où on a fixé tout cela, c'est valable pour tous les athlètes différents. On est proche des Paralympics et en plus, moi je suis administrateur des Special Olympics donc le Panathlon est partenaire avec eux. La déclaration est l'ensemble des deux textes ! La charte n'est que le résumé de tout cela.

*H. : Par rapport au droit consacré par la charte de bénéficier d'un environnement sain, que regroupe cette notion ?*

P. : Il faut regarder dans les attendus de la charte. Environnement social, motivation, ...

*H. : Par rapport au droit de pratiquer son sport en toute sécurité, j'ai vu qu'aux Etats-Unis, ils avaient décidé d'interdire aux enfants de moins de 10 ans de faire des têtes pour éviter les commotions cérébrales. Est-ce une bonne idée ?*

P. : Je ne suis pas médecin. Dans tous nos sénacles, il y a énormément de médecins sportifs. Posez-moi la question par mail et je la transmettrai aux 2-3 experts que nous avons.

*H. : Merci beaucoup pour votre aide !*

#### **ANNEXE 4 : ENTRETIEN AVEC THIERRY ZINTZ, PROFESSEUR EN EDUCATION PHYSIQUE, VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ OLYMPIQUE BELGE ET PRÉSIDENT DU PANATHLON BELGIQUE**

*H. : C'est Monsieur Philippe Housiaux qui m'envoie vers vous car je l'ai rencontré la semaine passée en vue de discuter de la Charte des droits de l'enfant dans le sport du Panathlon.*

T. : Vous savez alors certainement que l'on va entamer la révision de la Charte des droits de l'enfant dans le sport du Panathlon car elle date de 2004. Elle est sujette à être remise au goût du jour mais c'est un processus qui va prendre un certain temps. Vous aurez fini votre mémoire avant. On la révisé car le concept de « droit » évolue avec la société. Et donc, les droits des individus aussi.

*H. : Quelle est la différence fondamentale entre les Jeux Olympiques de la jeunesse et le festival olympique de la jeunesse ? Je me pose cette question après avoir lu un entretien que vous avez eu à propos des Jeux Olympiques de la jeunesse et qui a été retranscrit dans la revue juridique et économique du sport. (Je montre l'interview)*

T. : Cet article remet un peu les choses en perspective. Tout ça est à l'initiative de Jacques Rogge. C'est un des deux belges qui a été président du Comité International Olympique. On a eu Henry de Baillet Latour entre 1920 et 1942. Il a assumé quelque chose de très difficile : il a dû organiser des Jeux Olympiques en 1936 à Berlin et se farcir Hitler. Puis, on a eu Jacques Rogge qui a été président du CIO de 2001 à 2013. Jacques Rogge, avant ça, était président des comités olympiques européens et avant ça, président du comité olympique et interfédéral belge. Monsieur Rogge, quand il est devenu président des comités olympiques européens, a estimé qu'il était important, à l'échelle européenne, d'organiser des compétitions internationales, sous l'égide du mouvement olympique, pour les jeunes. Ça, ça a été l'origine du festival olympique de la jeunesse dont la première édition a eu lieu à Bruxelles en 1991 et Louvain-la-Neuve était le village olympique. Puis, quand Jacques Rogge est devenu président du CIO, il s'est dit que par rapport à ce qu'on a fait au niveau européen (et qui a fait des jeunes sur les cinq continents), il serait intéressant de faire un parallélisme et de créer les Jeux Olympiques de la jeunesse. Comme ça, il y avait les Jeux Olympiques et les Jeux Olympiques de la jeunesse. L'objectif noble de Jacques Rogge (ce qui ne veut pas dire que l'objectif a été pleinement atteint) était de revenir aux idées fondamentales de Pierre de Coubertin qui disait qu'en fait, les Jeux Olympiques doivent être à la fois l'occasion de pratiquer du sport mais aussi de se cultiver, de pratiquer l'art, ...

Donc, Jacques Rogge a voulu introduire dans les Jeux Olympiques de la jeunesse quelque chose de tout à fait spécifique qui est ce que l'on appelle le programme éducatif. Les Jeux Olympiques de la jeunesse sont aussi devenus l'occasion d'introduire des formes de compétition tout à fait spécifiques aux Jeux Olympiques de la jeunesse. Par exemple, les équipes mixtes, remplacer le basketball classique par le 3 contre 3 sur un demi-terrain, faire des équipes mixtes en tir-à-l'arc en prenant les épreuves individuelles féminines et masculines et en croisant le premier garçon avec la dernière fille et la première fille avec le dernier garçon.

Pour faire simple, on devrait dire que les Jeux Olympiques de la jeunesse sont la conséquence du festival olympique de la jeunesse car l'homme qui est derrière les deux initiatives est Jacques Rogge. Mais les Jeux Olympiques de la jeunesse ont évidemment une dimension beaucoup plus grande et beaucoup plus imposante. Historiquement, c'est cela.

*H. : Dans votre article, vous parlez également des standards exigés pour les compétitions internationales juniors. Je me demandais en quoi ils consistaient.*

T. : Il y a différents éléments. Ce sont les fédérations sportives internationales qui déterminent les règlements de leur sport. Ce sont donc elles globalement qui fixent les catégories d'âge dans chacun des sports et qui fixent les conditions de compétition pour chacune des catégories d'âge. Ex : la durée d'un match en football, la taille du terrain de football, la distance des épreuves en natation, ...

Ce qui est clair est qu'à chaque catégorie d'âge, sont censées correspondre des compétitions adaptées aux capacités physiologiques et psychologiques des sportifs. On peut imaginer que l'intensité et la durée d'une compétition seront d'autant moins élevées que l'on sera plus jeune et d'autant plus élevées qu'on ira vers la maturité sportive dans une discipline.

En natation, il y a eu un cas malheureux il y a quelques mois lors des championnats du monde de natation où le Bahreïn a fait nager en sénior une gamine de 10 ans. La Panathlon a très fort réagi. Lors des Jeux Olympiques, on a d'ailleurs mis des limites à l'âge minimum pour participer.

Notamment car certaines disciplines (la gymnastique artistique féminine par exemple) sont de maturité extrêmement précoce alors que d'autres disciplines (lancer de disque et lancer de poids, par exemple) sont de maturité extrêmement tardive. Ce qu'on voulait éviter est de se retrouver dans une même délégation avec des gamines de 12 ans (ce qui est arrivé à un moment donné car, par exemple, Nadia Comaneci en gymnastique, il y a 30 ans, était aux Jeux Olympiques à 12 ans et se retrouvait dans la même délégation que des colosses de 125 kilos de 30 ans) et des sportifs beaucoup plus âgés. Le risque existe d'avoir des événements malheureux. Il y a un certain nombre de standards internationaux que la fédération internationale de natation, dans le cas de la nageuse de 10 ans, n'a pas respecté. La fédération internationale de natation n'a pas respecté ses propres règles.

*H. : La fédération internationale édicte donc un âge minimum mais est-ce valable aussi pour les championnats du monde, pour toutes les compétitions internationales ?*

T. : Oui. Pour toutes les compétitions internationales, il y a un âge minimum en-dessous duquel on ne peut pas participer aux championnats seniors. Le problème est en effet évident. Quand on parle de maltraitance d'enfants, de pédophilie, ... il est évident que ça risque davantage de se produire entre des adultes et des enfants qu'entre enfants ou entre adultes.

*H. : En plus, le Panathlon consacre le droit de participer à des compétitions adaptées.*

T. : Exactement. Je le sais car je suis le président du Panathlon Belgique et membre du club du Panathlon Wallonie-Bruxelles.

*H. : Que pensez-vous des conventions protectrices des droits de l'enfant dans le sport ? Est-ce qu'elles sont appropriées et respectées ?*

T. : Il y a plusieurs choses : d'abord, il y a une convention de l'UNESCO qui s'intéresse au droit de chacun de pratiquer une activité physique et sportive librement, sans contrainte, ... Cette convention existe et on doit le savoir ! Ensuite, il y a le Panathlon. Le Panathlon International arrive lui avec une Charte qui dit qu'attention, il faut que le sport, pour 99,9% des gens, reste une activité de plaisir. Il est évident qu'à partir du moment où vous devenez un sportif de haut niveau, quel que soit votre âge, il y a certes du plaisir mais il y a aussi de la contrainte. Il faut que la contrainte reste acceptable, supportable par rapport aux capacités de l'individu d'accepter et de supporter ces contraintes (côté physique ou psychique) mais aussi par rapport au respect de la personnalité de l'enfant dans ce cas-ci (et on sait que la capacité à accepter certaines contraintes varie en fonction de l'âge car on mûrit, on prend du recul par rapport à la réalité). Je pense qu'effectivement, il est important qu'une convention ou une charte des droits de l'enfant dans le sport comme celle du Panathlon existe. Dans le fond, quels sont mes droits dans la société ? C'est le droit d'être respecté et le devoir de respecter les autres.

Autour des attentats à Paris, j'ai entendu une interpellation autour des droits de l'enfant. Une dame intervenait et se demandait pourquoi on ne parle jamais des devoirs de l'enfant. La question m'interpellait et dans le fond, je me dis que les devoirs de l'enfant n'existent pas vraiment. L'enfant n'a en effet pas d'autre devoir que de faire ce qui lui est demandé de façon respectable et raisonnable.

Pour le reste, il n'a que des droits. Le délégué général aux droits de l'enfant disait exactement la même chose : la question ne se porte pas en termes de devoirs pour l'enfant car l'enfant n'a pas de devoirs vis-à-vis de la société mais n'a que des droits vis-à-vis de la société. Les devoirs, ce sont ceux que l'éducation va lui inculquer. Mais ceux-là, on ne peut pas les mettre dans une charte car ils ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Je trouvais que ce raisonnement était intéressant.

Donc, effectivement, dans le sport, l'enfant a un certain nombre de droits et les devoirs lui viennent du règlement sportif. Le sport se pratique d'une certaine façon, il y a des règles sportives. On a mis des règles en place mais elles s'appliquent à tout le monde et pas spécifiquement à l'enfant. Par contre, l'enfant a des droits spécifiques. La Charte du Panathlon, à mon avis, les résume assez bien même si elle doit évoluer.

*H. : Est-ce que vous avez connaissance d'instruments juridiques qui auraient émergé ces 15 dernières années ? En effet, en 1999, il y a eu un article qui résume les instruments juridiques et chartes qui existent concernant les droits de l'enfant dans le sport. Je m'interroge donc sur l'évolution de cet article.*

T. : Une Charte n'est pas contraignante, elle représente un engagement que l'on endosse ou non. Un instrument juridique, au contraire, est contraignant. Par rapport aux instruments juridiques, je n'en connais pas qui auraient émergé depuis ces 15 dernières années.

Il y a un concept qui s'est fait jour il y a une vingtaine d'années et qui est repris dans un certain nombre de documents, de commentaires de l'UE en matière de sport, c'est l'affrontement qui existerait entre la *lex publica* et la *lex sportiva*. La *lex sportiva*, ce sont les règlements sportifs. Et, selon le principe de la subrogation des droits, un droit privé ne peut jamais être en contradiction avec le droit qui s'applique à tous. Le droit sportif, la *lex sportiva*, est une forme de droit privé. Donc, les seuls instruments juridiques que je verrais par rapport au respect des droits de l'enfant dans le sport seraient qu'à un moment donné, l'application du règlement sportif serait en contradiction avec le respect des droits de l'enfant tels que définis par la loi qui s'applique à tous, la *lex publica*.

Je m'explique : le droit de l'enfant est d'être respecté dans son intégrité. C'est un des droits de la Charte. A partir du moment où un entraîneur viole un enfant ou force un adolescent ou une adolescente à avoir des relations non consenties avec lui au nom de son autorité d'entraîneur (autorité qui parfois amène des gens à se soumettre), non seulement on est en contradiction avec le droit de l'enfant mais aussi avec le droit commun. L'adulte en question sera donc poursuivi devant les tribunaux si l'affaire vient à la connaissance de la justice. Je dirais donc que je ne connais pas d'instruments juridiques spécifiques mais le non-respect des droits de l'enfant tels que définis dans la Charte recouvre un certain nombre de situations qui pourraient donner lieu à des poursuites pénales car il violerait des instruments juridiques de droit commun.

*H. : C'est très clair comme raisonnement.*

T. : Oui mais ce n'est pas évident. Il y a quelques années, je me suis retrouvé devant la commission parlementaire mise sur pied l'année où l'affaire de l'évêque de Bruges pédophile (Monseigneur Vangheluwe) est devenue publique. Cette commission parlementaire s'est intéressée aux risques de dérives de types pédophiliques dans le monde de l'église, dans le monde de l'enseignement, dans le monde du sport, ... Cela pourrait vous intéresser. Il y a également le site ICES.be qui peut être intéressant. Il a été mis en place par Marc Maes.

*H. : Par rapport à la fixation d'un âge minimum et d'un nombre d'entraînements maximum, est-ce que c'est adapté ou devrait-on plutôt prôner certains critères spécifiques ? Par exemple, la fédération de rugby m'a fait part du fait qu'en Nouvelle-Zélande, ils tenaient plus compte de la taille et du poids que de l'âge des joueurs pour établir les catégories et que c'était un système qui fonctionnait très bien.*

T. : Fondamentalement, le seul critère objectif pour fixer des catégories d'âge en sport est l'âge chronologique. Mais on sait très bien, et particulièrement au cours de l'enfance et de l'adolescence, que l'âge biologique d'un individu ne correspond pas nécessairement à son âge chronologique. On peut très bien avoir dans une équipe de football de gamins de 12 ans, des gamins qui ont le physique d'un gamin de 8 ans et des gamins qui ont le physique d'un gamin de 16 ans. Quand on met sur un terrain de football des enfants de 12 ans dans lesquels certains pèsent 75 kilos et d'autres 35 kilos, on a un problème.

Fondamentalement, un respect absolu voudrait que l'on fonctionne sur l'âge biologique plutôt que sur l'âge chronologique. Mais ce respect est impossible car quand on fixe des normes dans une société, on fixe la norme applicable au plus grand nombre. Inévitablement, il y en a qui ne sont pas tout à fait dans la norme. La question d'âge en sport est bien celle-là.

Moi je pense qu'il y a 2 choses dont il faut tenir compte : 1. Le marqueur de base est l'âge chronologique car il n'y a pas moyen de faire autrement. 2. La nature du sport va devoir déterminer une adaptation des règles du sport en fonction de l'âge chronologique des individus. On sait qu'a priori, une gamine de 6 ans n'est pas faite pour nager 5 kilomètres par jour. De la même façon, un gamin ultra-grand à 12-13 ans, dans une équipe de basket, va dominer par sa taille. A 18 ans, ceux qui étaient plus petits que lui et qui se sont musclés, seront meilleurs que lui. Le grand deviendra une potiche au milieu du terrain car il verra la maturité de son corps arriver plus tard.

Il y a une problématique anatomique, physiologique, psychologique. Dans ce qu'on appelle les âges minimum et les volumes d'entraînement, la composante psychologique est tout aussi importante que la composante physiologique ou anatomique. Idéalement, je pense qu'il y a des critères à prendre en considération pour déclarer qu'un enfant est apte à pratiquer son sport de manière intensive.

Cependant, ces critères d'âge minimum sont imparfaits mais c'est la seule chose qu'on a. Sinon, ça va devenir totalement individuel. Et puisque tu mûris moins vite que ta copine, je vais te faire jouer dans une catégorie inférieure ? Mais alors, on ressentira peut-être une injustice. Les enfants du même âge vont peut-être être séparés et alors, on ne sera plus dans le plaisir du jeu. On a donc là une question insolvable.

*H. : J'ai été voir Maître Derwa qui m'a dit aussi que l'âge était un critère objectif et que si on faisait jouer quelqu'un avec les plus petits car il est moins développé, il y aurait des critères de discrimination, les parents ne seraient pas contents, ...*

T. : Ca me fait plaisir qu'un juriste que je connais bien aille dans le même sens que moi.

*H. : Par rapport aux Jeux Olympiques de la jeunesse, ils sont destinés aux enfants de 15 à 18 ans. Donc, un jeune qui a moins de 15 ans, dans l'hypothèse où il n'y a pas de limite d'âge fixée à 15 ans par la fédération internationale, pourrait aller aux Jeux Olympiques mais pas aux Jeux Olympiques de la jeunesse ?*

T. : Non car toutes les fédérations internationales sportives ont dû maintenant fixer des âges minimums pour participer aux Jeux Olympiques. Il y a des catégories d'âge pour les jeux Olympiques de la jeunesse et pour les Jeux Olympiques, en fonction des sports, on va dire que l'on peut y participer à partir de tel âge. Et pour moi, le sport qui autorise la participation la plus jeune aux Jeux Olympiques est la gymnastique féminine et, sauf erreur de ma part, c'est 14 ans. Pour les Jeux Olympiques de la jeunesse, c'est fonction des sports aussi ! Globalement, c'est 14 – 18 ans.

Par conséquent, oui il faut des âges minimums qui sont inspirés car c'est le seul critère objectif mais ça ne veut pas dire que 2 enfants du même âge ont la même maturité.

*H. : Il y a une collection de livres « Société et Sport » dont un intitulé « Sport et Enseignement » dans lequel on dit que pour faire partie d'une section sport-étude, les élèves doivent être proposés par leur fédération après sélection par le COIB, le BLOSO et la fédération. Quid ?*

T. : Cette règle n'est plus valable actuellement. Mais qu'est-ce qu'un sport-étude ? Un sport-étude il y a 25 ans était une usine à champion dans laquelle on essayait de faire fonctionner ensemble le sport de haut niveau et l'école. Les sport-études actuels ont quand même nettement évolué par rapport à cela. Il ne s'agit plus d'essayer de faire fonctionner les choses ensemble vaille que vaille mais de permettre à un jeune qui a du talent de combiner à la fois une formation scolaire correcte, satisfaisante et sa formation sportive. Actuellement, on a multiplié les sections sport-études et le contexte est tout à fait différent.

Maintenant, n'importe quel collège, athénée qui a envie de faire une section sport-études peut le faire. Et n'importe qui peut y accéder, même si le but du sportif n'est pas de faire du haut niveau.

*H. : Justement, parfois dans les sections sport-études, il y a beaucoup d'entraînements à suivre. Je connais d'ailleurs une fille dont les parents ont déménagé pour qu'elle puisse aller dans une section sport-études s'entraîner deux fois par jour, alors que maintenant, elle n'est nulle part au niveau de ses résultats.*

T. : Oui mais des champions, ça ne court pas les rues. A un moment donné, on a un gamin ou une gamine qui est doué(e), qui a envie de, ... et je pense que ça vaut la peine de lui donner la possibilité de. Mais ça ne veut pas dire qu'il va devenir un champion. En effet, il y a tellement de composantes dans la préparation et dans l'entraînement sportif (physiques, psychologiques, physiologiques, anatomiques) qu'à un moment donné, le gamin ou la gamine peut vouloir arrêter. Et c'est totalement respectable. Ce n'est pas parce qu'on est doué qu'on doit devenir un champion.

*H. : Oui mais faire autant de sacrifices pour au final avoir aussi peu de résultats, est-ce vraiment utile ? Est-ce que ce n'est pas parce que 2 fois par jour c'est de trop pour un enfant ?*

T. : C'est trop pour un enfant qui ne le veut pas mais pour un enfant qui le veut, ce n'est pas trop. On ne se pose pas cette question là à propos du football mais à propos de sports comme la gymnastique, la natation, l'athlétisme, qui sont

des sports individuels en général. Pour moi, il y a 2 choses à voir : 1. le respect de l'enfant dans sa croissance et dans son évolution. 2. Le désir de l'enfant. Si ces 2 critères sont respectés, je n'ai pas de problème à ce qu'un gamin ou une gamine nage 2 fois par jour. Mais si un seul de ces 2 critères-là n'est pas respecté, alors on contrevient aux droits de l'enfant.

*H. : Mais physiquement, à partir de quel âge peut-on dire que 2 entraînements par jour ce n'est pas de trop ? Par exemple, quand on voit les petits empereurs en Chine, c'est un peu affolant.*

T. : Oui mais là on est dans un autre contexte où la liberté individuelle n'existe pas comme chez nous. Donc pour moi, à partir de quand un enfant peut-il s'entraîner 2 fois par jour dépend de la durée de l'entraînement, du volume de l'entraînement, de l'intensité de l'entraînement. J'aurais tendance à dire, comme papa, que mon enfant peut s'entraîner 2 fois par jour s'il en a du plaisir, s'il ne sort pas épuisé et s'il me demande pour y retourner. Mais si un seul de ces 3 critères n'y est plus, alors je considère qu'il ne pourrait pas s'entraîner 2 fois par jour. Mais après, un sport n'est pas l'autre.

*H. : Un grand merci.*



## **ANNEXE 5 : ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE AVEC JULIEN MAGOTTEAUX, JURISTE À LA DIRECTION LUTTE CONTRE LE DOPAGE DE L'ORGANISATION NATIONALE ANTIDOPAGE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

*H. : Y a-t-il beaucoup de problèmes de dopage chez les jeunes sportifs ou est-ce surtout lorsque les athlètes ont atteint la majorité?*

J. : Nous avons beaucoup de statistiques quant aux cas positifs qui se trouvent sur notre site, à savoir [www.dopage.be](http://www.dopage.be). Cependant, il n'y a pas de détail par rapport aux jeunes. Sur ce point-là, je reviendrai donc vers vous. Je vais voir avec le Docteur Daloze et on pourra vous répondre plus précisément.

*H. : Quels sont les différents instruments juridiques applicables en Belgique concernant les droits des enfants dans le sport?*

J. : Il y a évidemment la Convention internationale des droits de l'enfant. Elle n'est pas spécialement dirigée vers le sport mais elle est plus générale.

Hors de ça, en Communauté française, on a le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage qui a été modifié en mars 2015. C'est de nouveau un instrument général qui s'applique à tous les sportifs qui ont un lien de rattachement avec la Communauté française (c'est-à-dire une affiliation à un club sportif qui relève de la Communauté française). De nouveau, ce texte s'applique à tous les sportifs, y compris les mineurs, mais pas seulement. Par rapport aux mineurs, il y a une disposition dans le décret qui prévoit qu'ils sont accompagnés par un représentant légal ou quelqu'un qui a été dûment mandaté par le représentant légal pour faire le contrôle. Il y a une procédure adaptée pour les mineurs pour faire les contrôles. Ça vaut pour la notification du contrôle qui doit se faire auprès d'un représentant légal du mineur ou auprès d'une personne qui a été mandatée. Pour le contrôle en lui-même, le mineur doit de nouveau être accompagné par un représentant légal (souvent ses parents) ou par une autre personne qui a été mandatée (et, en général, on demande qu'il y ait un mandat, une procuration).

Le Code mondial antidopage recommande qu'il y ait des procédures adaptées pour les mineurs et pour les sportifs porteurs d'un handicap. Les standards internationaux recommandent également qu'il y ait des procédures adaptées. Mais nous, on a appliqué, notamment avec la notification du contrôle, le régime civil de l'incapacité. Les mineurs sont incapables juridiquement. Ils ne peuvent pas signer valablement un document, c'est pourquoi on dit qu'ils doivent être représentés. Cette représentation vaut d'abord juridiquement pour signer les actes mais après, on considère qu'il faut qu'il soit aussi accompagné. C'est aussi une protection pour les mineurs à l'occasion du contrôle.

Plus généralement dans le sport, il y a le décret du 8 décembre 2006 relatif à l'organisation et au fonctionnement du sport en Communauté française. Ça vaut surtout pour les reconnaissances des fédérations sportives et leur subventionnement. De nouveau, ce texte est général. Il s'applique aussi aux mineurs mais c'est exclusivement pour donner les reconnaissances aux fédérations et pour reconnaître les sportifs de haut niveau, les espoirs sportifs. Il y a une reconnaissance du statut d'espoir qui est organisée dans ce décret-là et elle peut donner lieu à des aménagements du temps de travail pour les étudiants qui ont ce statut d'espoir. Pour cela, il faut voir avec l'ADEPS (contacter Marc Oneux).

*H. : Avez-vous connaissance de décisions jurisprudentielles à propos de violations des droits des enfants dans le sport?*

Malheureusement, je n'en ai pas à vous citer comme cela. C'est un travail de recherche à effectuer. Mais nous, comme on est vraiment orientés « lutte contre le dopage », cette question est spécifique par rapport à votre travail et nous on n'a pas fait ce type de recherche pour notre service.

*H. : C'est parce que je n'en ai pas trouvé beaucoup et même en demandant à un avocat en droit du sport, il m'a dit qu'il n'en connaissait pas non plus et donc, c'est assez peu je trouve.*

J. : Malheureusement, je n'en ai pas à ma connaissance.

*H. : Pas de soucis. Connaissiez-vous la Charte des droits de l'enfant adoptée par le Panathlon International? Si oui, que pensez-vous du "droit de bénéficier d'un milieu sain" et du "droit de pratiquer son sport en toute sécurité"?*

J. : Par rapport au droit de pratiquer son sport en toute sécurité, 2 décrets ont été adoptés en 2012 : un le 25 octobre 2012 en Communauté française et un en novembre 2012 en région wallonne. Le décret en Communauté française a été adopté pour obliger tous les propriétaires d'infrastructures sportives à se doter d'un défibrillateur externe automatisé (DEA). Parfois, les clubs sportifs sont aussi propriétaires des infrastructures sportives qu'ils utilisent. Dans ce cas, ils doivent aussi supporter cette obligation. Et si ce n'est pas le cas, les clubs sportifs pourraient ne plus être éligibles à des subventions (par exemple, pour organiser les événements sportifs,...). C'est donc une obligation de sécurité mais ensuite, il y a une sanction possible (ou, en tout cas, une inéligibilité possible) pour des subventions.

En région wallonne, c'est un petit peu le même mécanisme. On fait aussi cette obligation pour tous les demandeurs potentiels de subventions en infrastructures sportives au niveau de la région wallonne. Les demandeurs potentiels sont essentiellement les villes, communes (=entités publiques décentralisées), les clubs sportifs, les écoles,... Tous ces postulants potentiels aux infrastructures sportives doivent également attester qu'ils sont équipés d'un DEA pour pouvoir prétendre à une subvention en infrastructures sportives.

Ces 2 décrets-là ont vraiment conditionné l'octroi de subventions à l'équipement en DEA.

Parallèlement à cette obligation faite au propriétaire de s'équiper d'un DEA, on a aussi obligé les clubs sportifs notamment à assurer une formation d'au moins 10 membres de leur club à l'utilisation du DEA et aux premiers secours à apporter en cas d'incident cardiaque.

Parallèlement à cette réforme législative de 2012, il y a eu aussi une action de distribution de 2000 DEA (contacter Monsieur Paquet à ce propos) dans des clubs sportifs. Depuis lors, d'autres ont également dû être distribués. On a maintenant des infrastructures sportives très bien équipées grâce à ces actions volontaires (action des 2000 DEA et action législative).

On a aussi le décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport. Ce décret-là, par contre, n'est pas encore totalement mis en application. Il y a plusieurs arrêtés d'exécution qui doivent encore être pris après qu'une commission d'experts ait remis des avis et des propositions (cette commission n'a pas encore fait ses propositions). Le décret n'est donc pas encore totalement en vigueur mais par contre, il pose le principe que tout sportif (mineur et majeur) qui veut pratiquer son sport en compétition doit faire préalablement l'objet d'un examen médical et remettre à son club, à son inscription, un certificat médical d'absence de contre-indications. C'est le principe principal posé par ce décret-là. Avant, c'était les fédérations sportives qui imposaient, sur une base volontaire, à leurs membres, l'obligation ou non de présenter un certificat médical lors de l'inscription. Par exemple, certains sports le faisaient (comme le tennis, le basket) mais d'autres ne le faisaient pas (comme le foot). Maintenant, le décret rend obligatoire cela dans tous les sports.

Ceci dit, la commission d'experts est en train de travailler à une modification du décret pour ne plus prévoir une obligation systématique dans tous les sports d'avoir ce certificat médical mais seulement pour les sportifs d'élite (de haut niveau), pour ceux qui pratiquent des sports à risque (notamment les sports de combat) et pour ceux qui auraient un doute sur leur état de santé car ils auraient des problèmes cardiaques, respiratoires,... Il n'y aurait plus que ces hypothèses-là alors que le droit actuel prévoit que c'est dans tous les sports dès lors que l'on pratique en compétition.

Quant au milieu sain, c'est aussi en rapport avec la sécurité, quelque part.

*H. : Le milieu sain recouvre en réalité aussi l'entourage du sportif qui doit être sain dans le sens où il ne doit pas pousser l'enfant au-delà de ses limites,... On a notamment le cas de Valentine Favvau où le père a empoisonné ses adversaires, par exemple.*

J. : Il y avait aussi la Charte « vivons sport » qui était relayée par l'ADEPS mais je ne sais pas s'ils en font encore la publicité. Contactez Monsieur Paquet à ce propos.

*H. : Pensez-vous que fixer un âge minimal pour pratiquer un sport en compétition soit adapté ou devrait-on plutôt prôner une approche individualisée? Si oui, sur base de quels critères?*

J. : Le décret du 3 avril 2014, outre l'obligation de visites médicales pour ceux qui pratiquent un sport en compétition, pose l'obligation, à charge des fédérations sportives, d'adopter un règlement médical (c'est-à-dire des réglementations générales en matière de santé, l'absence de contre-indications qui valent quelle que soit la discipline sportive ou qui, parfois, sont plus spécifiques à certaines disciplines en fonction du sport, en fonction du risque,...). Justement, par rapport aux sports de combat et par rapport aux sports qui présentent un risque, on peut prévoir des limites d'âge, des catégories d'âge pour la pratique de la discipline ou pour la pratique de la compétition. Dans le cadre de ce décret du 3 avril 2014, il y a déjà l'idée de prévoir des catégories d'âge dans des disciplines sportives ou pour des compétitions dans certaines disciplines sportives particulières.

*H. : Merci beaucoup !*

## ANNEXE 6 : SONDAGE : QUESTIONNAIRE

---

### Mémoire: les droits de l'enfant dans le sport

#### Page 1

Bonjour ! Je viens vers vous dans le cadre de mon mémoire, en dernière année de droit, sur « les droits de l'enfant dans le sport ». Ça m'aiderait beaucoup si tous ceux qui ont pratiqué un sport en compétition durant un certain temps entre 0 et 18 ans (ex : de 7 à 12 ans ou même de 3 à 18 ans !) pouvaient répondre à ce petit sondage. Ça ne prend que 10 minutes, tout au plus ! Et les résultats restent bien sûr anonymes ! Un grand merci :)

#### Page 2

Etes-vous une fille ou un garçon? \*

☐ Fille

☐ Garçon

Quel sport avez-vous pratiqué en compétition lors de votre minorité? \*

Durant combien d'années (de quel âge à quel âge)? \*

Combien d'entraînements suiviez-vous? \*

Quel était votre horaire d'entraînement type?

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Matin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Soir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Quel était votre niveau? \*

☐ Régional

☐ Provincial

☐ National

☐ International

☐

**Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez commencé ce sport?**

**Vos parents vous ont-ils influencé? Vous ont-ils poussé à continuer ce sport par la suite? \***

**Avez-vous connaissance de textes juridiques consacrant les droits de l'enfant dans le sport? Si oui, lesquels? \***

**Connaissez-vous le Panathlon Wallonie-Bruxelles? \***

Il s'agit d'une association issue d'un mouvement international qui travaille à la défense et à la promotion de l'éthique et du fair play dans le sport.

☐ oui

☐ non

---

**Le Panathlon Wallonie-Bruxelles a ratifié la Charte des droits de l'enfant dans le sport. La connaissez-vous? Si oui, par quel biais? \***

<http://www.panathlon.be/wp-content/uploads/2014/01/Charte-Panathlon-Droits-des-Enfants-dans-le-Sport.pdf>

**Avez-vous déjà eu recours à certains moyens (alimentaires ou techniques) pour améliorer vos performances? Si oui, lesquels? \***

Avez-vous déjà été confronté au problème du dopage (personnellement ou dans votre entourage)? Si oui, de quelle manière? \*

---

Vos entraîneurs étaient-ils qualifiés ou n'avaient-ils pas suivi de formation particulière? \*

Diriez-vous que vos entraînements étaient adaptés à vos capacités? N'avez-vous jamais été confronté au problème du surentraînement? Expliquez. \*

Avez-vous toujours concouru contre des jeunes ayant plus ou moins le même âge que vous ou avez-vous parfois été amené à concourir contre des sportifs beaucoup plus âgés? Expliquez. \*

Savez-vous à partir de quel âge un enfant pourrait commencer la compétition dans votre sport? \*

---

Pensez-vous que la détermination d'un âge minimum pour pouvoir faire de la compétition est adaptée? Ne devrait-on pas plutôt prôner d'autres critères? Si oui, lesquels? \*

**Classez par ordre d'importance, selon vous.**

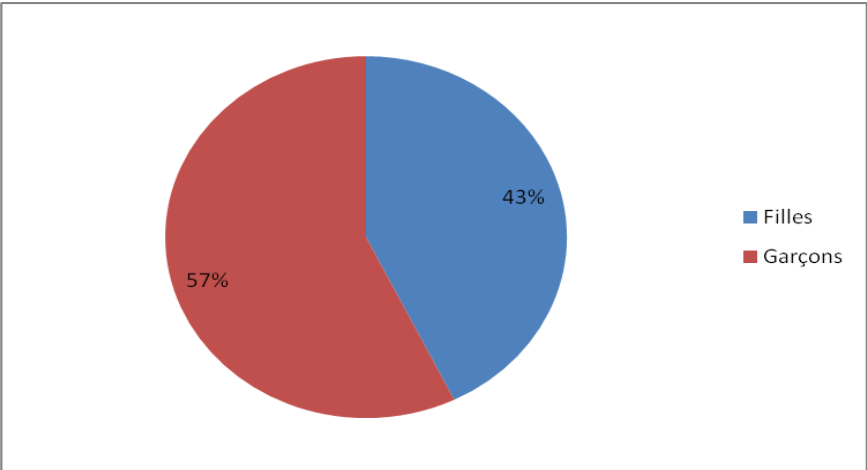
			Loisirs
			Sport de compétition
			Etudes
			Argent

**» Redirection vers la page finale de Sondage Online**

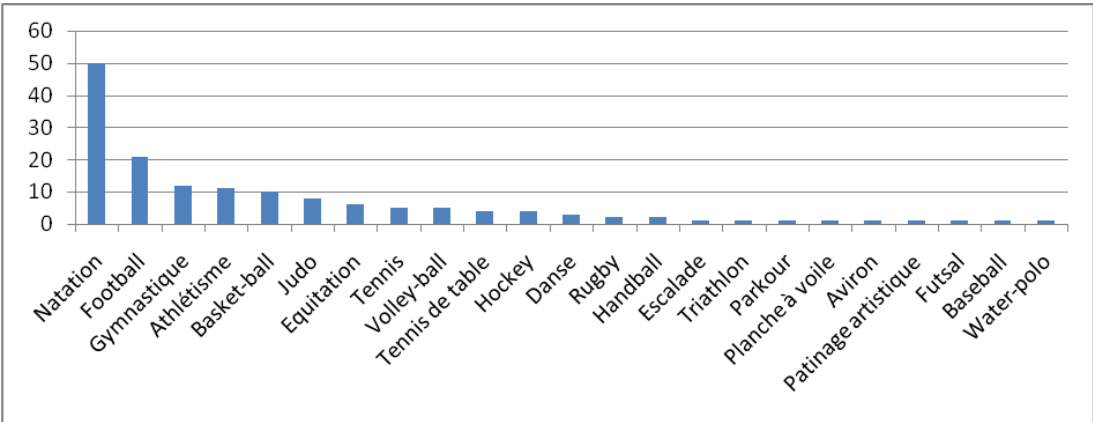
---

**ANNEXE 7 : SONDAGE : RÉPONSES PRÉSENTÉES SOUS FORME DE GRAPHIQUES**

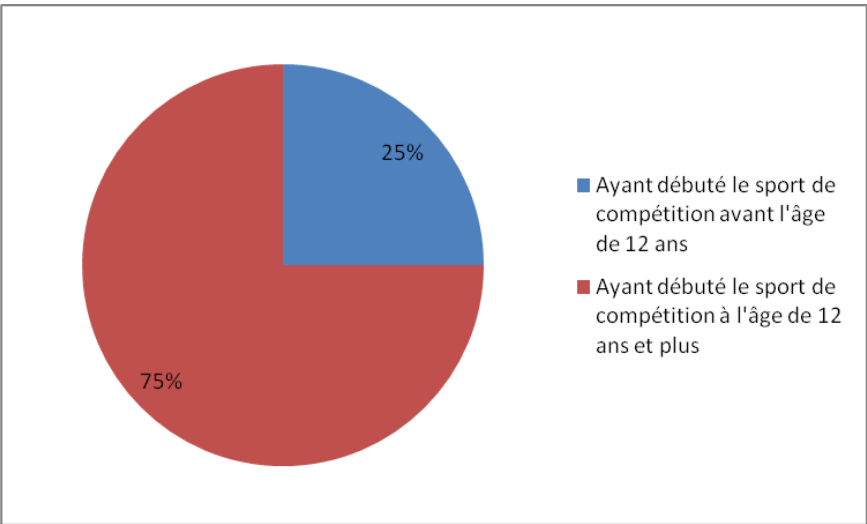
Nombre de personnes interrogées : 152.



**Figure 1**

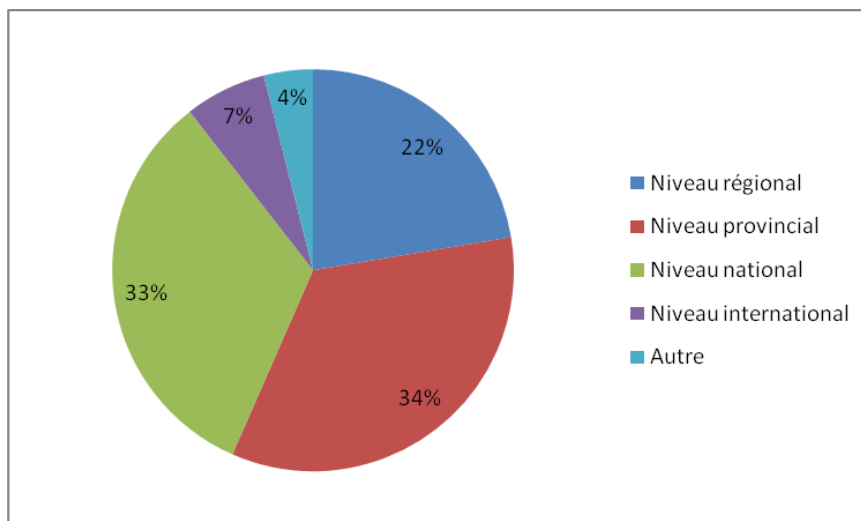


**Figure 2**

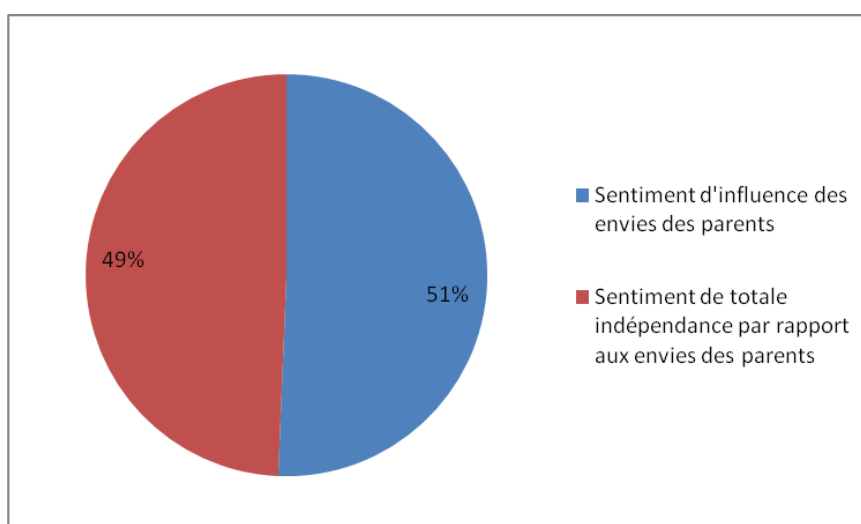


**Figure 3**

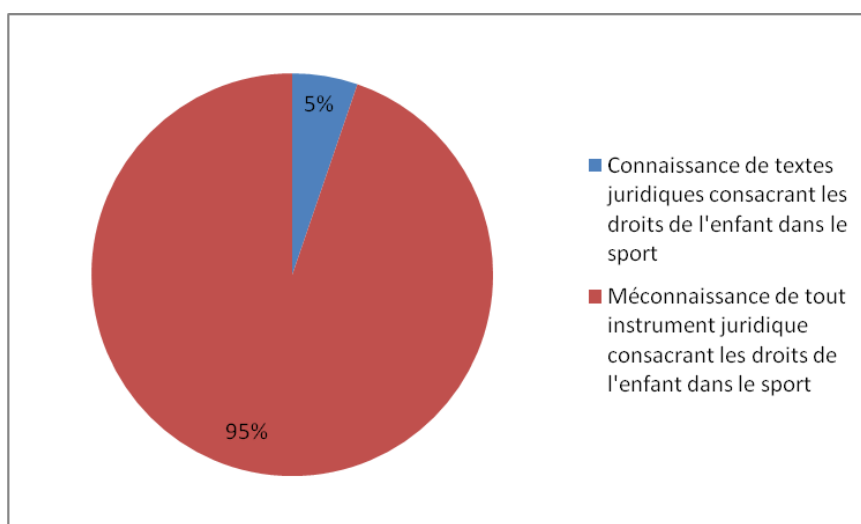




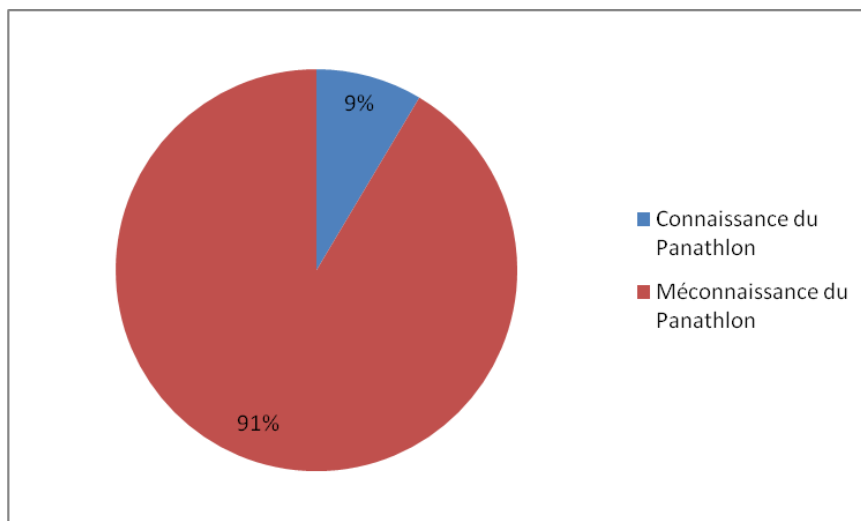
**Figure 4**



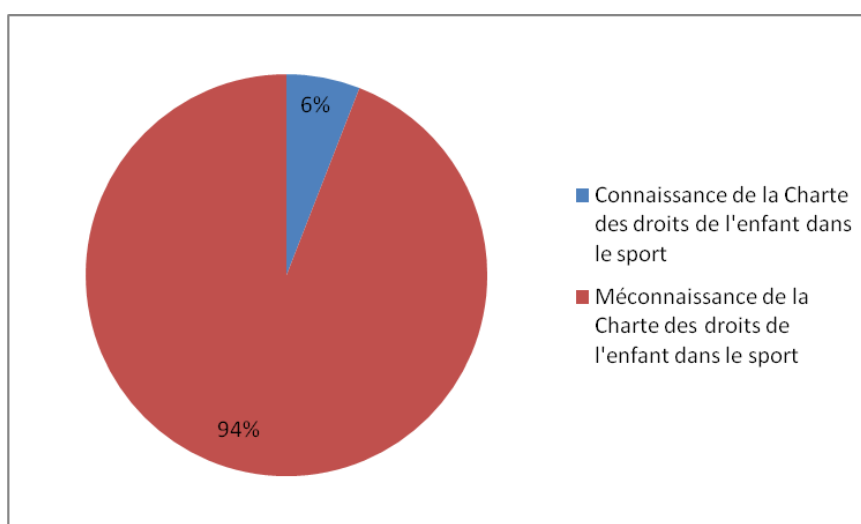
**Figure 5**



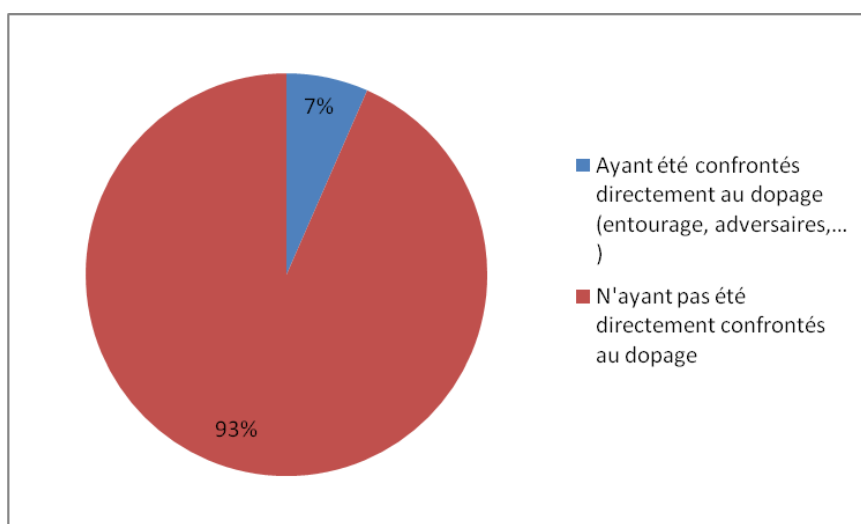
**Figure 6**



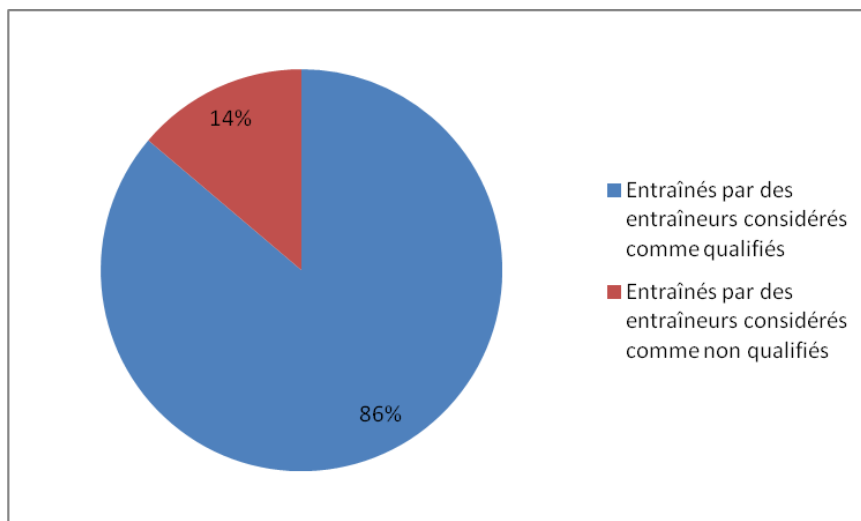
**Figure 7**



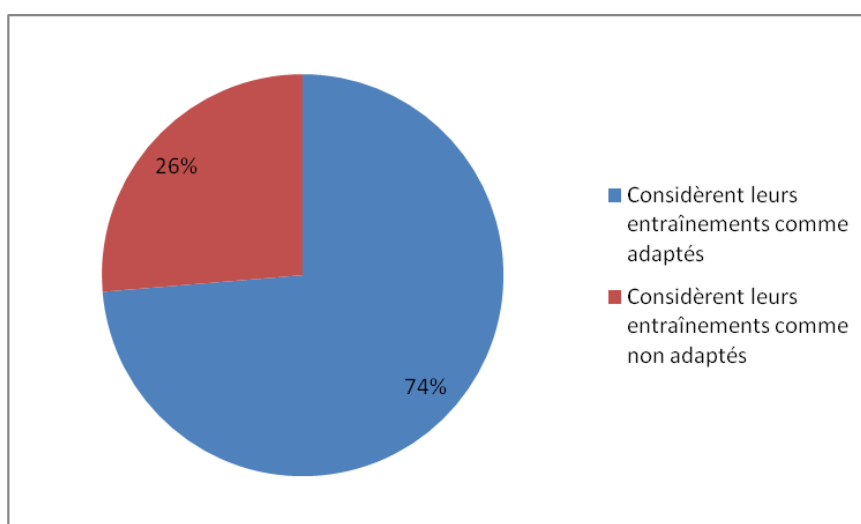
**Figure 8**



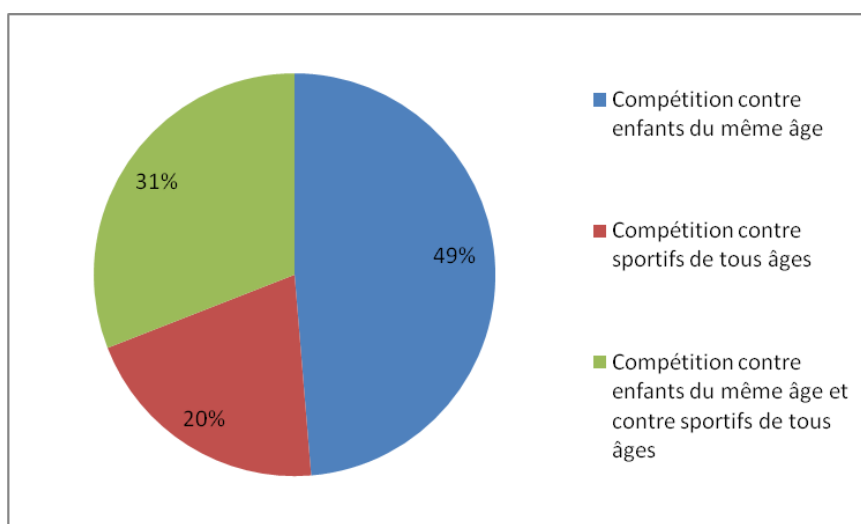
**Figure 9**



**Figure 10**



**Figure 11**



**Figure 12**

**ANNEXE 8 : CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ADOPTÉE PAR LE PANATHLON INTERNATIONAL**



**PANATHLON**  
WALLONIE-BRUXELLES

## Charte des droits de l'enfant dans le Sport

- Droit de faire du Sport.
- Droit de s'amuser et de jouer comme un enfant.
- Droit de bénéficier d'un milieu sain.
- Droit d'être traité avec dignité.
- Droit d'être entouré et entraîné par des personnes compétentes.
- Droit de suivre des entraînements adaptés aux rythmes individuels.
- Droit de se mesurer à des jeunes qui ont les mêmes probabilités de succès.
- Droit de participer à des compétitions adaptées.
- Droit de pratiquer son sport en toute sécurité.
- Droit d'avoir des temps de repos.
- Droit d'être ou de ne pas être un champion.

Reproduction autorisée en accord avec le service des loisirs de la jeunesse (D.L.J.) - Genève.

**info@panathlon.be**

# BIBLIOGRAPHIE

## LÉGISLATION

### Internationale

- Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome le 29 octobre 2004.
- Convention Internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989.
- Convention européenne des droits de l'homme, adoptée par le Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950.
- Constitution suisse, article 11.
- Code du sport français, version consolidée au 1<sup>er</sup> mai 2016, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006071318>, consulté le 4 mai 2016.
- Charte olympique, adoptée par le Comité international Olympique, mise à jour le 2 août 2015, disponible sur [http://www.olympic.org/documents/olympic\\_charter\\_fr.pdf](http://www.olympic.org/documents/olympic_charter_fr.pdf), consulté le 4 mai 2016.
- Charte des devoirs des parents dans le sport du 21 mai 2014, disponible sur <http://www.panathlon.net/public/documenti/fra2016-carta%20doveri%20genitore.pdf>, consulté le 4 mai 2016.
- Engagement formel pour la mise en œuvre de la Déclaration du Panathlon sur l'éthique et le sport de jeunesse du 7 novembre 2008, disponible sur <http://www.panathlon.net/public/documenti/Engagement%20Formel.pdf>, consulté le 4 mai 2016.
- Déclaration du Panathlon sur l'éthique du sport pour la jeunesse du 24 septembre 2004, disponible sur <http://www.panathlon.be/wp-content/uploads/2014/01/D%C3%A9claration-Panathlon.pdf>, consulté le 4 mai 2016.
- Manifeste européen sur les jeunes et le sport, adopté par le Conseil de l'Europe à Lisbonne en mai 1995, disponible sur [https://www.coe.int/t/dg4/epas/resources/texts/Rec\(95\)16\\_fr.pdf](https://www.coe.int/t/dg4/epas/resources/texts/Rec(95)16_fr.pdf), consulté le 4 mai 2016.
- Recommandation 1292 relative à la participation des jeunes au sport de haut niveau de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe de 1996.
- Charte européenne du sport du Conseil de l'Europe de 1992, disponible sur [https://www.coe.int/t/dg4/epas/resources/texts/Rec\(92\)13rev\\_fr.pdf](https://www.coe.int/t/dg4/epas/resources/texts/Rec(92)13rev_fr.pdf), consulté le 4 mai 2016.
- Charte des droits de l'enfant dans le sport de 1988, élaborée par le Service de santé de la jeunesse et le Service des loisirs de la jeunesse de l'Office de la jeunesse de Genève, disponible sur <http://ge.ch/sport/sport-pour-tous/charte-des-droits-de-lenfant-dans-le-sport>, consulté le 4 mai 2016.

- Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, adoptée par l'UNESCO le 21 novembre 1978, disponible sur <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002354/235409f.pdf>, consulté le 4 mai 2016.

- Déclaration universelle des droits de l'homme, promulguée sous l'égide des Nations Unies le 10 décembre 1948.

## **Belge**

### **• Généralités**

- Code civil, articles 1382 et 1383.

- Loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, *M.B.*, 9 mars 1978.

- Décret de la Communauté française du 19 mars 2015 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, *M.B.*, 30 avril 2015.

- Décret de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport, *M.B.*, 7 août 2014.

- Décret de la Communauté française du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité d'éthique sportive, *M.B.*, 16 mai 2014.

- Décret de la Communauté française du 25 octobre 2012 relatif à la présence de défibrillateurs externes automatiques de catégorie 1 dans les infrastructures sportives, *M.B.*, 5 décembre 2012.

- Décret de la Communauté française du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports, *M.B.*, 6 décembre 2011.

- Décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, *M.B.*, 20 février 2007 (mis à jour le 7 août 2014).

- Décret de la Communauté française du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, *M.B.*, 27 mars 2001.

- Décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, aussi appelé décret "Missions", *M.B.*, 23 juillet 1997 (mis à jour le 9 décembre 2015).

- Statuts de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport du 23 janvier 2012, disponibles sur <http://www.bas-cbas.be/fr/statuts.php>, consulté le 4 mai 2016.

- Rapport fait au nom de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Eglise, *Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2010-2011, n°53-0520/002.

- Natation

- Règlement de la natation d'après le manuel FINA 2013-2017 (mis à jour le 2 mai 2016), disponible sur <http://www.ffbn.be/images/PDF/Natation/reglement/reglementsportif.pdf>, consulté le 4 mai 2016.

- Rugby

- Charte de la rugby attitude, disponible sur <http://rugbylahulpe.be/docs/charte.pdf>, consulté le 4 mai 2016.

- Règlement Spécifique Jeunes U19, Championnat de Belgique, saison 2015-2016, disponible sur [http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U19\\_FR-01.09.2015.pdf](http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U19_FR-01.09.2015.pdf), consulté le 4 mai 2016.

- Règlement Spécifique Jeunes U16, Championnat de Belgique, saison 2015-2016, disponible sur [http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U16\\_FR-01.09.2015.pdf](http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U16_FR-01.09.2015.pdf), consulté le 4 mai 2016.

- Règlement Spécifique Jeunes U14, Challenge de Belgique, saison 2015-2016, disponible sur [http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U14\\_FR-01.09.2015.pdf](http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/09/U14_FR-01.09.2015.pdf), consulté le 4 mai 2016.

- Règlement Spécifique Jeunes U8-U10-U12, saison 2014-2015, disponible sur [http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/03/U8-U10-U12\\_-UPDATE-18\\_08-2014-ok.pdf](http://www.fbrb.be/wp-content/uploads/2015/03/U8-U10-U12_-UPDATE-18_08-2014-ok.pdf), consulté le 4 mai 2016.

- Gymnastique

- Règlement d'ordre intérieur de la Fédération francophone de Gymnastique et de Fitness, adopté en séance du 13 juin 2015, disponible sur [http://ffgym.be/media/3984/roi\\_ffg\\_2015-adopt%C3%A9-au-ca-du-13-juin-2015.pdf](http://ffgym.be/media/3984/roi_ffg_2015-adopt%C3%A9-au-ca-du-13-juin-2015.pdf), consulté le 4 mai 2016.

- Tennis

- Règles applicables à toutes les compétitions AFT jeunes, disponible sur <http://www.aftnet.be/Portail-AFT/A-propos-de-l-AFT/Documents/Officiel-AFT/Regles-compétitions-AFT-jeunes.aspx>, consulté le 14 octobre 2015.

- Règles applicables à tous les tournois AFT jeunes, disponible sur <http://www.aftnet.be/Portail-AFT/A-propos-de-l-AFT/Documents/Officiel-AFT/Regles-tournois-AFT-jeunes.aspx>, consulté le 14 octobre 2015.

## DOCTRINE

- BAYLE (E.), « En 2010, les premiers jeux olympiques de la jeunesse. Entretien avec Thierry Zintz », *Rev. jur. et éco. du sport*, supplément 2 au no 85, Paris, Dalloz, 2007, pp. 1 à 2.
- BINDER (M.), « Aptitude de l'enfant au sport, de l'école à la compétition », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, pp. 10 à 23.
- BIZZINI (L.), « Equilibre et Déséquilibre du sport chez l'enfant de 6 à 14 ans », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 17 à 26.
- BIZZINI (L.) et MAHLER (P.), « La première Charte des droits de l'enfant dans le sport : regard rétrospectif », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf), consulté le 27 avril 2015, pp. 2 à 13.
- BLANPAIN (R.), *Le statut du sportif en droit international, droit européen, droit belge fédéral et communautaire*, Bruxelles, Larcier, 2004.
- BODIN (D.), ROBENE (L.) et HEAS (S.), *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004.
- BREILLAT (J.-C.), « Questions des lecteurs », *Rev. jur. et éco. du sport*, 1997, issue 45, pp. 55 à 56.
- BUY (F.) *et al.*, *Droit du sport*, 3<sup>ème</sup> éd., Coll. Manuel, Paris, Lextenso éditions, 2012.
- CHRESTIAN (P.) *et al.*, « Quel sport pour quel enfant ? », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, pp. 42 à 50.
- CLEARING HOUSE, « Les droits de l'enfant dans le sport », *Bulletin d'information sportive*, Bruxelles, Clearing House « Sport pour Tous », 1999, pp. 7 à 40.
- COPPENS (R.) *et al.*, *L'important, c'est de gagner ! 30 incroyables arnaques du sport*, Coll. Actualité, Waterloo, Renaissance du Livre, 2010.
- CREVECOEUR (G.), « Les propositions des fédérations sportives », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 97 à 102.
- DAVID (P.), « Enfants, sports et droits », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf), consulté le 27 avril 2015, pp. 24 à 29.
- DAVID (P.), *Human Rights in Youth Sport*, Coll. Ethics and Sport, Abingdon, Oxon, Routledge, 2005.
- DAVID (P.), « Les Droits de l'Enfant dans le sport. Jeunes Athlètes en compétition : exploits et exploitations », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 26 à 50.



- DAVID (P.), « Les droits de l'enfant et le sport », *Rev. ol.*, décembre 1998-janvier 1999, n°XXVI-24, pp. 36 à 45.
- DERWA (L.), *Droit du sport. Organisation, acteurs et dérives*, Waterloo, Kluwer, 2012.
- DURAND (M.), « Sport, sports, jeux, loisirs physiques : quelles pratiques innovantes ? », *Agora, Forum international de l'Education physique et du Sport*, Cité Universitaire Internationale de Paris, 4 novembre 2005.
- DUMONT (M.), *Les infrastructures sportives légères*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1987.
- FRY (A.), « La responsabilité en droit du sport », *Droit de la responsabilité - Domaines choisis*, sous la direction de GLANSDORFF (F.) et HENRY (P.), Coll. CUP, Liège, Anthémis, 2010, pp. 93-139.
- GAUBERT (J.) et BORTOLASO (J.), *Traumatologie sportive et ludique de l'enfant*, Coll. de Monographies de Médecine du Sport, Paris, Masson, 1990.
- GODIN (P.), *Psychologie du sport*, cours dispensé dans le cadre du master en sciences de la motricité (orientation éducation physique) à l'Université Catholique de Louvain, année académique 2014-2015.
- GOETGHEBUER (G.), *Dopage. Le livre qui fait le point sur les mythes, les mensonges et sur ce scandale permanent*, Paris, La Boîte à Pandore, 2014.
- HAHN (E.), *L'entraînement sportif des enfants : problèmes, théorie de l'entraînement et pratique*, Coll. Sport et enseignement, Paris, Vigot, 1987.
- HALLER (D.), « Les chèques sport », in Table ronde : le sport et la jeunesse, *Le sport dopé par l'Etat : vers un droit public du sport?*, sous la direction de DEPRE (S.), Coll. Centre d'études constitutionnelles et administratives, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 197 à 199.
- H. COX (R.), *Psychologie du sport*, Coll. Sciences et pratiques du sport, Bruxelles, De Boeck, 2005.
- LACOSTE (C.) *et al.*, *La pratique du sport*, Coll. Repères pratiques, Paris, Nathan, 1996.
- LEBLANC (J.-E.) et DICKSON (L.), *Parlons franchement des enfants et du sport. Conseils à l'intention des parents, des entraîneurs et des enseignants*, Gloucester, Les Editions de l'Homme, 1999.
- LEGRAND (J.-P.), « L'obligation de sécurité dans les activités de loisir », note sous Mons (22<sup>e</sup> ch.), 26 juin 2012, *For. ass.*, n°127, 2012, pp. 158 à 161.
- LESAY (J. D.), *La triche dans le sport. Inventaire des pires méthodes pour gagner*, Collection Sport, Paris, Editions Fetjaine, 2012.
- MAESCHALCK (J.) *et al.*, *Sportrecht*, Brugge, die Keure, 2013.
- MAHLER (P.) et BIZZINI (L.), « La Charte des droits de l'enfant dans le sport: un outil pour promouvoir la santé et protéger l'enfant dans le sport », *Paediatrica*, 2009, vol. 20, n°1, pp. 36 à 37.

- MALEMPRE (D.), *Combattre les abus sexuels dans le sport*, 2011, disponible sur [http://www.lavenir.net/cnt/dmf20111203\\_00088106](http://www.lavenir.net/cnt/dmf20111203_00088106), consulté le 13 avril 2016.
- MARGUENAUD (J.-P.), « Sport et Convention européenne des droits de l'homme : les garanties substantielles », *Rev. jur. et éco. du sport*, 2003, issue 66, pp. 9 à 20.
- MCCUEN (E.) *et al.*, « Collegiate women's soccer players suffer greater cumulative head impacts than their high school counterparts », *Journal of Biomechanics*, Elsevier, 2015, pp. 3720 à 3723.
- MIEGE (C.), « Sport et droits de l'homme dans l'environnement européen », *Rev. jur. et éco. du sport*, 2005, issue 76, pp. 7 à 22.
- MISSON (L.) et ERNES (G.), « Le droit disciplinaire en matière sportive ? C'est du sport ! », *Le droit disciplinaire*, Colloques de la conférence libre du jeune barreau de Liège, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2009, pp. 127 à 147.
- MONTERO (E.) et MARCHETTI (R.), *La responsabilité civile dans le domaine du sport*, Waterloo, Kluwer, 2007.
- PALSTERMAN (J.), *Sport et éthique: valeurs et normes*, Coll. Société et Sport, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2000.
- PARLEBAS (P.), « Sport, sports, jeux, loisirs physiques : quelles pratiques innovantes ? », *Agora, Forum international de l'Education physique et du Sport*, Cité Universitaire Internationale de Paris, 4 novembre 2005.
- PERES (G.) et BARRAULT (D.), *Le Guide Sport et santé. Faire du sport sans se faire mal*, Issy-les-Moulineaux, Vidal, 2005.
- PERSONNE (J.), *Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant*, Paris, Denoël, 1987.
- PERSONNE (J.), « De l'activité physique au surmenage », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, pp. 29 à 35.
- PERSONNE (J.), *Le sport pour l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents*, Paris, l'Harmattan, 1993.
- RIVA GAPANY (P.), « Présentation de la Charte IDE », *Droits de l'enfant et sport*, in Working Report d'Avril 2011, disponible sur [http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr\\_sport2011.pdf](http://www.childsrights.org/documents/publications/wr/wr_sport2011.pdf), consulté le 27 avril 2015, pp. 14 à 23.
- ROUSSET (J.), « Le sport scolaire », *L'enfant et la pratique sportive*, Coll. Abrégés, Paris, Masson, 1998, pp. 24 à 28.
- RYAN (J.), *Little Girls in Pretty Boxes*, London, Women's Press, 1996.
- SILANCE (L.), *Les sports et le droit*, Coll. Droit actuel, Bruxelles, De Boeck, 1998.
- SILANCE (L.), *Lex sportiva. Le sport et le droit civil*, 2005, disponible sur <http://www.institut-idef.org/Lex-Sportiva.html>, consulté le 11 avril 2016, pp. 1 à 44.

- SIMON (G.) *et al.*, *Droit du sport*, sous la direction de LABRUSSE-RIOU (C.) et TRUCHET (D.), Coll. Thémis, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
- STRAUSS (B.), « U.S. Soccer, Resolving Lawsuit, Will Limit Headers for Youth Players », *Sport Foot Magazine*, 18 novembre 2015, n°47, p. 62.
- TEGLBJAERG (M.), *Children's rights are still widely ignored in sport*, 2015, disponible sur [http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011\\_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/](http://www.playthegame.org/news/news-articles/2015/0011_children-s-rights-are-still-widely-ignored-in-sport/), consulté le 13 avril 2016.
- TELAMA (R.), « Le Sport et l'Enfant : un mariage heureux ? », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 4 à 16.
- TRUSCAN (I.), « Child athletes find support in human rights law for tackling punitive forms of training », *Human Rights and International Legal Discourse*, 2012, vol. 6, pp. 302 à 328.
- VANDENBERG-LOBET (J.), « La place du sport dans l'éducation physique à l'école », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 31 à 45.
- VANDEN EYNDE (J.), « La formation des jeunes sportifs et l'Union européenne », *Les cahiers des sciences administratives*, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 7 à 18.
- VERDUSSEN (M.) et GALLEZ (L.), « L'intégration sociale des jeunes par le sport dans l'Etat fédéral », *Le sport dopé par l'Etat : vers un droit public du sport?*, sous la direction de DEPRE (S.), Coll. Centre d'études constitutionnelles et administratives, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 173 à 196.
- VRIJENS (J.), *L'entraînement raisonné du sportif*, Coll. Médecine du Mouvement, Bruxelles, De Boeck, 1991.
- WAY (R.) *et. al.*, « Au Canada, le sport c'est pour la vie ». *Guide du parent de l'athlète*, disponible sur [http://www.skidefondquebec.ca/publications/w\\_doc\\_guide\\_du\\_parent\\_de\\_athlete.pdf](http://www.skidefondquebec.ca/publications/w_doc_guide_du_parent_de_athlete.pdf), consulté le 4 mai 2016.
- W. ROWLAND (T.), *Physiologie de l'exercice chez l'enfant*, Coll. Sciences et pratiques du sport, 2d édition, Bruxelles, De Boeck, 2010.
- ZEN RUFFINEN (P.), « De quelques problèmes juridiques posés par la minorité dans le sport de haut niveau », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 71 à 100.
- ZERMATTEN (J.), « Un Champion à Tout Prix ! Le Sport serait-il à un tournant ? », *Un champion à tout prix ? Les droits de l'enfant et le sport*, Institut International des droits de l'enfant, 1998, pp. 1 à 4.

## **Entretiens écrits**

- BARBIEUX (A.), Ancien Entraîneur et Actuel Secrétaire général du club « Belfius Mons-Hainaut », réponse du 28 janvier 2016.
- BLONDEEL (F.), Présidente du Cercle de Natation Sportcity Woluwé, réponse du 5 décembre 2015.
- BONNET (E.), Nageuse de 16 ans de niveau international, réponse du 30 janvier 2016.
- CARNOL (S.), Entraîneur au Rugby Club Soignies, réponse du 3 décembre 2015.
- CHARNEUX (J.-B.), Entraîneur à l'Entente des Nageurs Louviérois, réponse du 1<sup>er</sup> février 2016.
- CLARENNE (J.), Président du Bayard tennis club dinantais, réponse du 26 janvier 2016.
- CRIQUILLION (P.), Président de l'Entente des Nageurs Louviérois, réponse du 1<sup>er</sup> février 2016.
- DAFPE (A.), Président de l'Association Interprovinciale Francophone de Volleyball, réponse du 27 janvier 2016.
- DELAHAYE (P.), Secrétaire général de l'Association Francophone de Tennis, réponse du 13 novembre 2015.
- DELCHEF (J.-P.), Directeur du service Personnel & Organisation (et accessoirement Président de l'Association Wallonie-Bruxelles de Basketball), réponse du 4 novembre 2015.
- DEROUX (M.), Secrétaire et Correspondant Qualifié du Royal Stade Brainois, réponse du 3 décembre 2015.
- DERYCKE (M.), Président du Gosselies Aqua Club, réponse du 5 décembre 2015.
- DE WITTE (L.), Conseiller juridique de l'Association Interfédérale du Sport Francophone, réponse du 2 février 2016.
- DURANT (C.), Directrice administrative de la Ligue Belge Francophone d'Athlétisme, réponse du 16 novembre 2015.
- FALLON-KUND (F.), Directeur du Comité Olympique et Interfédéral belge, réponse du 23 octobre 2015.
- FRANCAUX (M.), Docteur en éducation physique et Pro-recteur aux affaires régionales de l'UCL, réponse du 21 novembre 2015.
- HAVARD (C.), Entraîneur au Blocry Ottignies et Université Louvain-la-Neuve Swimming Team, réponse du 29 janvier 2016.
- MAGOTTEAUX (J.), Juriste à la direction lutte contre le dopage, Organisation Nationale Antidopage de la Communauté française, réponse du 19 avril 2016.
- MAXHELEAU (J.), Président du Spirou Basket jeunes ASBL, réponse du 26 janvier 2016.

- NIELENS (H.), Chef de service associé en médecine du sport aux Cliniques universitaires Saint-Luc, réponse du 9 mai 2016.
- PETITJEAN (M.), Secrétaire général de la Fédération Belge de Rugby, réponse du 6 novembre 2015.
- RONSSE (S.), Directrice de la Fédération francophone de Gymnastique, réponse du 27 janvier 2016.
- VANDEN AUWEELE (Y.), Professeur émérite en psychologie du sport à la KUL, Président du Panathlon Leuven, réponse du 19 novembre 2015.
- ZAPPELLI (P.), Président du Panathlon Suisse, réponse du 25 janvier 2016.

### **Entretiens oraux**

- DERWA (L.), Avocat (notamment en droit du sport), entretien du 25 novembre 2015 (annexe 2).
- GODIN (P.), Professeur et Docteur en Education physique, Psychologue du sport, Président de la Société Belge Francophone de Psychologie du Sport, Membre du Counseling and Psychological Services, entretien du 28 octobre 2015 (annexe 1).
- HOUSIAUX (P.), Président du Panathlon Wallonie-Bruxelles, Ancien Président de la Fédération d'athlétisme et Ancien Vice-Président du Comité Olympique belge, entretien du 16 novembre 2015 (annexe 3).
- MAGOTTEAUX (J.), Juriste à la direction lutte contre le dopage de l'Organisation Nationale Antidopage de la Communauté française, entretien téléphonique du 17 mars 2016 (annexe 5).
- ZINTZ (T.), Professeur en Education Physique, Vice-Président du Comité Olympique belge, Directeur de l'Executive Master in Management of Olympic Sport Organizations et Président du Panathlon Belgique, entretien du 26 novembre 2015 (annexe 4).

### **JURISPRUDENCE**

- Cass. (1<sup>ère</sup> ch.), 5 juin 2003, *Pas.*, 2003, pp. 1125 à 1129.
- Mons (22<sup>e</sup> ch.), 26 juin 2012, *For. ass.*, 2012, n°127, p. 158.
- Mons (21<sup>ème</sup> chambre), 16 décembre 2009, *J.L.M.B.*, 2010/12, pp. 557 à 564.
- Bruxelles, 15 janvier 2004, *R.G.A.R.*, 2005, pp. 14000 à 14001.
- Corr. Leuven, 1<sup>er</sup> mars 2016, inédite, expliquée sur le site [http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-atteintes-sur-mineurs#.Vta8GL019\\_s.facebook](http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraîneur-de-volley-pour-atteintes-sur-mineurs#.Vta8GL019_s.facebook), consulté le 26 avril 2016.
- Civ. Bruxelles (réf.), 25 juin 1993, *J.T.*, 1993, n°5689, pp. 668 à 670.

- C.B.A.S., 13 avril 2015, disponible sur <http://www.bas-cbas.be/uploads/1429528185sentence%20arbitral%20web.pdf>, consulté le 27 avril 2015.

### **FILMS**

« Les Petits Princes » de Vianney Lebasque (film français sorti le 26 juin 2013).

### **SITES INTERNET**

- <http://laws.worldrugby.org/>, consulté le 2 février 2016.

- [http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraineur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019\\_s.facebook](http://www.actualitesdroitbelge.be/presse/condamnation-d-un-entraineur-de-volley-pour-attouchements-sur-mineurs#.Vta8GL019_s.facebook), consulté le 26 avril 2016.

- <http://www.ethicsandsport.com/>, consulté le 27 avril 2016.

- <https://www.ge.ch/>, consulté le 25 avril 2016.

- <http://www.ncrk.be/fr/content/indicateurs>, consulté le 1<sup>er</sup> avril 2016.

- <http://www.sarahoberson.org/linstitut-international-des-droits-de-lenfant-ide,fr,50,pa.html>, consulté le 25 avril 2016.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : LES TEXTES JURIDIQUES INTERNATIONAUX CONCERNANT LES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT .....</b>	<b>3</b>
<i>INTRODUCTION .....</i>	3
<i>CHAPITRE 1 : DE LA THÉORIE ... ..</i>	3
SECTION 1 : LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT .....	3
SECTION 2 : LA CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ADOPTÉE PAR LE PANATHLON INTERNATIONAL.....	4
SECTION 3 : LA CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ÉLABORÉE PAR L'INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'ENFANT EN 2010 .....	6
SECTION 4 : LA RÈGLEMENTATION SPORTIVE INTERNATIONALE.....	7
SECTION 5 : LA CHARTE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE, DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT, ADOPTÉE PAR L'UNESCO LE 21 NOVEMBRE 1978.....	7
SECTION 6 : LA CHARTE EUROPÉENNE DU SPORT REFORMULÉE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE LE 24 SEPTEMBRE 1992, ET COMPLÉTÉE PAR LE CODE D'ÉTHIQUE SPORTIVE, AINSI QUE LE MANIFESTE EUROPÉEN SUR LES JEUNES ET LE SPORT, ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE À LISBONNE EN MAI 1995 .....	8
SECTION 7 : LES TEXTES JURIDIQUES INTERNATIONAUX DE DROIT COMMUN.....	8
<i>CHAPITRE 2 : ... À LA PRATIQUE ! (PRÉSENTATION JURISPRUDENTIELLE) .....</i>	9
SECTION 1 : MONS (21 <sup>ÈME</sup> CHAMBRE), 16 DÉCEMBRE 2009 .....	9
SECTION 2 : JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LOUVAIN, 1 <sup>ER</sup> MARS 2016 .....	10
<i>CONCLUSION .....</i>	11
<b>DEUXIÈME PARTIE : LE PANATHLON INTERNATIONAL ET SA CHARTE CONCERNANT LES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT .....</b>	<b>13</b>
<i>INTRODUCTION .....</i>	13
<i>CHAPITRE 1 : DROIT DE FAIRE DU SPORT .....</i>	14
SECTION 1 : DÉFINITION.....	14
SECTION 2 : BASES LÉGALES.....	15
SECTION 3 : HYPOTHÈSES DE REFUS D'UN ENFANT PAR UN CLUB .....	16

SECTION 4 : LES CHÈQUES-SPORT .....	17
<i>CHAPITRE 2 : DROIT DE S'AMUSER ET DE JOUER COMME UN ENFANT</i> .....	18
SECTION 1 : DÉFINITION .....	18
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	19
SECTION 3 : PROPOSITION DE STRUCTURES CONCERNANT CE DROIT À PART ENTIÈRE .....	19
<i>CHAPITRE 3 : DROIT DE BÉNÉFICIER D'UN MILIEU SAIN</i> .....	20
SECTION 1 : DÉFINITION .....	20
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	21
SECTION 3 : MISE EN PRATIQUE DE CE DROIT .....	22
<i>CHAPITRE 4 : DROIT D'ÊTRE TRAITÉ AVEC DIGNITÉ</i> .....	24
SECTION 1 : DÉFINITION .....	24
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	25
<i>CHAPITRE 5 : DROIT D'ÊTRE ENTOURÉ ET ENTRAÎNÉ PAR DES PERSONNES COMPÉTENTES</i> .....	25
SECTION 1 : DÉFINITION .....	25
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	25
SECTION 3 : FORMATIONS MISES EN PLACE .....	26
SECTION 4 : LACUNES DES FORMATIONS .....	27
SECTION 5 : PROPOSITION DE SOLUTIONS AUX LACUNES .....	27
<i>CHAPITRE 6 : DROIT DE SUIVRE DES ENTRAÎNEMENTS ADAPTÉS AUX RYTHMES INDIVIDUELS</i> .....	28
SECTION 1 : DÉFINITION .....	28
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	29
SECTION 3 : ADAPTATIONS MISES EN PLACE POUR LES JEUNES .....	30
SECTION 4 : APPLICATION DE CE DROIT DANS LES SECTIONS SPORT-ÉTUDES ET SURENTRAÎNEMENT .....	31
<i>CHAPITRE 7 : DROIT DE SE MESURER À DES JEUNES QUI ONT LES MÊMES PROBABILITÉS DE SUCCÈS</i> .....	32
SECTION 1 : DÉFINITION .....	32
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	33
SECTION 3 : CATÉGORIES D'ÂGE INSTAURÉES DANS LES COMPÉTITIONS .....	33
SECTION 4 : EXCEPTION PRÉSENTE DANS LES COMPÉTITIONS INTERNATIONALES .....	34



SECTION 5 : COUR BELGE D'ARBITRAGE POUR LE SPORT, 13 AVRIL 2015 .....	34
<i>CHAPITRE 8 : DROIT DE PARTICIPER À DES COMPÉTITIONS ADAPTÉES</i> .....	35
SECTION 1 : DÉFINITION .....	35
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	36
SECTION 3 : ADAPTATIONS MISES EN PLACE POUR LES JEUNES .....	36
SECTION 4 : LE CAS DES JEUNES PARTICIPANT AUX COMPÉTITIONS INTERNATIONALES ADAPTÉES AUX ADULTES .....	38
<i>CHAPITRE 9 : DROIT DE PRATIQUER SON SPORT EN TOUTE SÉCURITÉ</i> .....	39
SECTION 1 : DÉFINITION .....	39
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	40
SECTION 3 : RESPECT DE LA SÉCURITÉ PHYSIQUE .....	41
SECTION 4 : LES JEUNES ET LE DOPAGE .....	43
SECTION 5 : LA PROBLÉMATIQUE DES ABUS SEXUELS DANS LE MILIEU SPORTIF .....	45
SECTION 6 : LA THÉORIE DE L'ACCEPTATION DES RISQUES .....	46
<i>CHAPITRE 10 : DROIT D'AVOIR DES TEMPS DE REPOS</i> .....	47
SECTION 1 : DÉFINITION .....	47
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	48
SECTION 3 : ESSAI DE QUANTIFICATION DU TEMPS DE REPOS NÉCESSAIRE PAR RAPPORT À L'EFFORT FOURNI .....	48
<i>CHAPITRE 11 : DROIT D'ÊTRE OU DE NE PAS ÊTRE UN CHAMPION</i> .....	49
SECTION 1 : DÉFINITION .....	49
SECTION 2 : BASES LÉGALES .....	50
SECTION 3 : HYPOCRISIE DE L'ENTOURAGE DU JEUNE SPORTIF .....	50
<i>CONCLUSION : QUE PENSER FINALEMENT DE CETTE CHARTE ?</i> .....	51
<b>TROISIÈME PARTIE : ANALYSE CRITIQUE DU DROIT BELGE</b> .....	53
<i>CHAPITRE 1 : LES TEXTES JURIDIQUES APPLICABLES</i> .....	53
SECTION 1 : VUE D'ENSEMBLE .....	53
SECTION 2 : LA FIXATION D'UN ÂGE MINIMAL .....	54
<i>CHAPITRE 2 : ENTRE CRITÈRES PRÉDÉFINIS ET APPROCHE INDIVIDUALISÉE, QU'EST-CE QUI EST LE PLUS ADAPTÉ ?</i> .....	56

SECTION 1 : ASPECT PSYCHOLOGIQUE .....	57
SECTION 2 : ASPECT MÉDICAL .....	57
SECTION 3 : ASPECT LÉGAL .....	57
SECTION 4 : ASPECT PRATIQUE .....	58
SECTION 5 : POINT DE VUE DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU .....	59
SECTION 6 : QUELLE APPROCHE EST LA PLUS APPROPRIÉE ? .....	59
<i>CHAPITRE 3 : CRITÈRES À PROPOSER DANS LE CADRE D'UNE APPROCHE INDIVIDUALISÉE</i> .....	60
SECTION 1 : MOTIVATION ET PRISE DE PLAISIR DANS LE SPORT .....	60
SECTION 2 : MORPHOLOGIE, TAILLE, POIDS, STADE DE CROISSANCE, STADE DE DÉVELOPPEMENT .....	61
SECTION 3 : FORMATION DES INTERVENANTS SPORTIFS .....	63
SECTION 4 : EXAMEN MÉDICAL .....	63
SECTION 5 : LA CONNAISSANCE PRÉALABLE DU SPORT .....	64
<b>CONCLUSION</b> .....	65
<b>ANNEXES</b> .....	69
<i>ANNEXE 1 : ENTRETIEN AVEC PHILIPPE GODIN, PSYCHOLOGUE DU SPORT</i> .....	71
<i>ANNEXE 2 : ENTRETIEN AVEC LOUIS DERWA, AVOCAT</i> .....	80
<i>ANNEXE 3 : ENTRETIEN AVEC PHILIPPE HOUSIAUX, PRÉSIDENT DU PANATHLON WALLONIE-BRUXELLES ...</i>	84
<i>ANNEXE 4 : ENTRETIEN AVEC THIERRY ZINTZ, PROFESSEUR EN EDUCATION PHYSIQUE, VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ OLYMPIQUE BELGE ET PRÉSIDENT DU PANATHLON BELGIQUE</i> .....	90
<i>ANNEXE 5 : ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE AVEC JULIEN MAGOTTEAUX, JURISTE À LA DIRECTION LUTTE CONTRE LE DOPAGE DE L'ORGANISATION NATIONALE ANTIDOPAGE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE</i> .....	95
<i>ANNEXE 6 : SONDAGE : QUESTIONNAIRE</i> .....	98
<i>ANNEXE 7 : SONDAGE : RÉPONSES PRÉSENTÉES SOUS FORME DE GRAPHIQUES</i> .....	102
<i>ANNEXE 8 : CHARTE DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE SPORT, ADOPTÉE PAR LE PANATHLON INTERNATIONAL</i> .....	106
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	107
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	117



Place Montesquieu, 2 bte L2.07.01, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique [www.uclouvain.be/drt](http://www.uclouvain.be/drt)